

[illegible]

## DEUX « CLIGNOTANTS »

- Stagnation de la production
- Hausse rapide des matières premières

Les comptes de la nation vont devoir être revus en baisse, en raison notamment d'une situation que tiennent pour acquise les conjoncturistes français : la production industrielle, stable depuis la fin de 1976, va continuer à stagner jusqu'à l'été et peut-

Simultanément, on constate que les prix des matières premières importées continuent à augmenter rapidement : plus de 10 % en un mois. Cela pourrait contribuer à empêcher M. Borre d'atteindre un autre de ses objectifs : la limitation de la hausse des prix à 6,5 % entre janvier et décembre.

La plupart des conjoncturistes, ceux de l'INSEE comme ceux du patronat, sont d'accord sur un point : le climat psychologique dans les milieux d'affaires s'est nettement amélioré, en ce début d'année, par rapport au profond pessimisme de l'automne 1976. Mais cette amélioration ne doit pas trop faire illusion ; elle signifie seulement qu'une rechute brutale et accentuée de l'activité économique est évitée.

**ALAIN VERNHOLES.**  
(Lire la suite page 36.)

## Toujours la famille

par BRUNO FRAPPAT

Le hasard a voulu que le gouvernement français débatta de la « politique familiale » le jour même où, au Pavillon de la Défense, on célébrait le Salon des arts ménagers. Tandis qu'à l'Elysée on se proposait d'émousser la situation financière de certaines familles et d'inciter des mères à rester au foyer pour élever les tout-petits, on exposait, à la Défense, les mille et une manières de dépenser son argent et d'agrandir la vie domestique. Seul point commun : dans les deux cas la cellule familiale est florissante, tenue pour solide et durable ; la culture de base de la société de consommation, elle est aussi la cellule de base de la nation. Elle a tenu. Nul ne se lèvera pour reprocher à l'État sa sollicitude, dénuée au lit aryens qu'il se donne pour insuffisants, voire inadéquats.

Crise, naissance, santé : que de manières d'écouter la cellule familiale. Et, pourtant, tout ça n'est

que, des institutions humaines, famille est la pierre résistante. L'Eglise doute, la science s'interroge sur la légitimité de son pouvoir, l'école craque, l'université étouffe l'armée, faut oublier.

Les contestataires se marient, ils ont des enfants. Le phénomène communautaire n'a pas fini d'étonner mais il reste expérimental et, étonnamment comme socialement, marginal. La cohabitation avant le mariage, dont on croyait, il y a quelques années, qu'elle menacerait l'instabilité, se développe (parmi des jeunes qui se marient) dans la forme parliementaire vivant ensemble avant le mariage, mais elle correspond à peu près aux fiançailles de jadis : le mariage est au bout. La proportion de divorces en France n'est stable entre 1936 et 1963 (hors des mariages), elle atteint 10 à 18 % en 1976 : le mariage est au bout.

(Lire la suite page 38)

pour traiter le rythme d'émancipation, les en sachant que ce premier acte — indispensable — pour endiguer le fléau ne s'attaque pas aux vraies causes.

(Lire la suite page 34.)

---

## AU JOUR LE JOUR

---

### MÉDAILLES

Il est sans nul doute capital, pour l'avenir de la France en général et pour celui du 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris en particulier, de savoir si, pour avoir été arrêtée par la Gestapo et incarcérée à Fresnes, Mme Françoise Giroud mérite la médaille de la Résistance.

Mais il n'est pas moins évident que les Parisiens, qui auront survécu, deux mois durant, dans une ville sans eau de pluie, au milieu des cris de rage, des coups de pied sous la table, des bruits de vaisselle brisée et des débats téléphoniques et télévisés, auront mérité la médaille de la résistance à l'émouvement électoral.

**BERNARD CHAPUIS.**

# JOË BOUSQUET LU PAR ARAGON

## Entre les yeux et les lèvres...

Les mots servent à plein de choses : demander son chemin ou une augmentation, rafler des voix aux écologistes, plaider pour la concordance, annoncer le météo. Mais ils ont un usage moins frivole : ils touchent un sentiment à une fraicheur, fixent le couleur d'une robe, ou encore, tenez, comparez une jeune fille à une tasse de lait.

Ces plaisirs de prendre les sensations ou piège des mots, Joë Bousquet y a été condamné par le destin. En lui froissant la moelle, le abus de 1918 l'a plongé en comme-tronc. Trente-deux ans au fond d'une chambre de Carcassonne, réduit à guetter la vie à travers des volets clos, des bouffées d'opium, des pouspières de visiteuses rivales où les mots prennent leur vol, entre les yeux et les lèvres !

Pour un homme ordinaire, de quel se flinguer. Pour un poète, ça coule ! Quelques visites d'une amie au tint de neige suffisent lui faire sentir tout l'amour du monde, tout le désamour aussi. Ces

éclats de surréaliste limpide, de Lautréamont qui étroit comme Vouvremorgues ou d'Eldard que surveillait Voléry, Paulhan les édite en 1941 sous le titre « Traduit du silence » et, Aragon, après être passé à Carcassonne, poste à Carcassonne en 1942 comme beaucoup d'écrivains parisiens en déroute, les découvre stupéfait.

Il y voit tout le déshérence de la littérature entre l'abstrait et le concret, l'impotence magique du poétisme, la malediction délectable qu'il y a, pour suggérer le centre d'une voix, à y faire danser, faute de caller à la réalité (quelle réalité ?), des images de lanternes vénitienes et de muses folles.

Voilà ce que dit Aragon d'indit (page 200 de « Monde des livres). D'indit et de plus important, décidément, que les mots réputés utiles — les poivres !

**B. POIRAT-DELPECH.**

(Lire la suite page 23.)







# DE L'HOMME

## M. Carter : les Américains doivent prendre la tête du mouvement en faveur des libertés

De notre correspondant

Washington. — Le président Carter n'a pas perdu l'occasion qui lui était offerte de confirmer le désaveu déjà exprimé la veille par les porte-parole de la Maison Blanche et du département d'Etat, des déclarations faites à Genève par M. Tyson concernant le rôle joué par les Etats-Unis en 1975 dans le renversement du gouvernement Allemand.

Bien que M. Tyson ait reconnu lui-même, dans la matinée, avoir été au-delà de ses instructions, le président Carter a sans doute jugé nécessaire de dissiper les rumeurs selon lesquelles il aurait inspiré les « profonds regrets » exprimés publiquement par son représentant à la commission des droits de l'homme sur l'intervention américaine au Chili. Ces excuses sont déclinées et ne représentent pas les vues du gouvernement, a dit, en substance, M. Carter en s'appuyant de nouveau sur le rapport de la commission Church acceptant seulement une responsabilité américaine limitée dans les événements de 1973.

### Les agents de la C.I.A. n'ont commis aucune illégalité

Les activités américaines ont pu contribuer au changement de gouvernement au Chili, a dit encore le président Carter, mais les agents de la C.I.A. n'ont commis aucune illégalité.

Néanmoins, le président a indiqué que le Chili était un pays où les droits de l'homme n'étaient pas respectés. Après avoir répété que la politique américaine ne visait pas exclusivement l'Union soviétique, le président a déclaré que les Etats-Unis devaient continuer à prendre part à la défense des droits de l'homme, à l'étranger et aux Etats-Unis mêmes.

## La C.F.D.T. publie une déclaration sur l'exercice des libertés dans les pays de l'Est

Les dirigeants de la C.F.D.T. ont rendu public, le 9 mars, une déclaration sur l'exercice des libertés dans les pays de l'Est, adoptée cinq jours plus tôt par leur bureau national. « La forme totalitaire prise par le gouvernement et la société dans ces pays », estime la centrale, conduit « toute contestation à être assimilée à une déviance ». La C.F.D.T. dans la perspective d'un socialisme autogestionnaire et démocratique, affirme « son droit pour une société dans laquelle les hommes et les femmes exercent pleinement leurs libertés concurrencées ».

C'est dans le prolongement de ce texte que, le 9 mars, la conférence des centrales syndicales européennes réunies à Genève, M. Edmond Maire a souligné que le thème des libertés et notamment des libertés syndicales soit traité à la prochaine conférence. La déclaration dans le même sens faite par M. Georges Ségué n'avait fait l'objet d'aucune concertation préalable, a précisé le secrétaire général de la C.F.D.T. Il estime que les syndicalistes français n'ont guère obtenu un échec. « Dans cette sorte de conférence, les choses vont lentement, et les autres délégations n'étaient pas mandatées pour prendre une décision ».

### « Toute contestation est assimilée à une déviance »

« En intervenant chaque fois que les libertés sont en cause, déclare le bureau de la C.F.D.T., quel que soit le pays, son système économique et social, son régime politique, ou encore les effets de la conjonction internationale, la C.F.D.T. entend assurer en permanence son devoir de solidarité internationale envers l'ensemble de tous les travailleurs. (...) »

La C.F.D.T. qui est souvent intervenue pour la défense des libertés en Espagne, au Chili, observe avec une particulière attention les pays de l'Est, et notamment l'Union soviétique. La C.F.D.T. « ne peut pas souscrire aux analyses qui accusent les régimes structurels à la démocratie en renvoyant toute explication aux poids de la tradition autoritaire héritée dans le fonctionnement actuel du régime. (...) »

« Ce type d'explication comme en fait la presse et la culture de l'Occident, se contente de renvoyer dans le passé les responsabilités du régime actuel, ce qui est une falsification de la réalité historique. (...) »

## LES AUTORITÉS TCHÉCOSLOVAQUES SERAIENT DÉCIDÉES À EXPUISER CERTAINS SIGNATAIRES DE LA CHARTE 77

(De notre correspondant)

Vienne. — Les autorités tchécoslovaques ne se sont pas avérées abandonner l'idée d'expulser certains signataires de la Charte 77. Plusieurs informations plaident dans ce sens. Nous tenons de bonne source que l'ancien journaliste M. Jiri Lederer, détenu depuis le 14 janvier à Prague, a indiqué, dans une lettre transmise ces jours-ci à sa femme, malgré la censure, que les policiers chargés de l'interroger lui avaient récemment proposé le choix suivant : ou il s'entête à vouloir rester en Tchécoslovaquie, et dans ce cas, il risque une peine de six ans de prison, à laquelle s'ajouterait une année supplémentaire pour libération anticipée lors de sa précédente détention, ou bien il choisit d'émigrer.

Un autre fait témoigne du désir des autorités de se débarrasser de certains contestataires. Au cours d'une réunion de l'Actif (membres responsables de parti) des organes de sécurité la semaine dernière, M. Obizina le ministre de l'Intérieur, aurait déclaré que les signataires de la Charte 77 avaient été divisés en trois groupes : les plus connus seraient expulsés ; un dizaine d'autres, à commencer par ceux qui sont incarcérés depuis la mi-janvier, seraient jugés ; enfin, des mesures d'interdiction de séjour dans les grandes villes seraient prises contre un certain nombre de protestataires moins célèbres. Cette réunion a eu lieu quelques jours après la visite à Prague du ministre soviétique de l'Intérieur.

La violence de la campagne de presse, depuis une semaine, et la surveillance policière de plus en plus sévère dont font l'objet certains écrivains, professeurs, des droits civiques, tels MM. Krigel et Hajek, laissent craindre le pire. A propos des attaques contre M. Frantisek Krigel, il faut noter que le journal Mlada Fronta, organe de la jeunesse, qui avait repris le 4 mars un commentaire diffusé la veille par la radio, n'a pas reproduit la phrase concernant Otto Siling, ancien secrétaire du P.C.T. à Brno, exécuté en décembre 1952, en même temps que Rudolph Slansky, secrétaire du P.C.T. au lendemain de la guerre. Le radio tchécoslovaque avait accusé Siling d'avoir été « un ennemi du socialisme, un stoniste et un agent impérialiste ». Elle avait publié sous silence le fait que Siling fut réhabilité, en 1963, par la même décision qui lava aussi de ses prétendues fautes M. Gustav Husak, actuel secrétaire général du parti et président de la République. Les responsables de la propagande auraient-ils compris, à retardement, que, en feignant d'ignorer la réhabilitation de Siling, ils jetaient à la même coup la suspicion sur celle de M. Husak ? — M. L.

« M. Rodney Arismendi, premier secrétaire du comité central du parti communiste d'Uruguay, en voyage officiel en Allemagne de l'Est, a donné, mardi 8 mars, une conférence de presse au siège du parti socialiste unifié (SED) à Berlin-Est. Il a lancé un appel pour la défense des droits de l'homme dans son pays, évoquant la situation des six mille personnes actuellement détenues dans les prisons du régime. Il a rappelé que les communistes de son pays avaient saisi la commission des droits de l'homme de l'ONU du sort de leur camarade Jairo Perez, actuellement emprisonné. « La solidarité internationale pour Jaime Perez est une question de vie ou de mort », a-t-il dit. (...) »

# EUROPE

## Belgique

### L'opposition condamne le « coup d'Etat » de M. Tindemans

De notre correspondant

Bruxelles. — En annonçant mercredi 8 mars que des élections anticipées auraient lieu le 17 avril (le Monde du 10 mars), M. Tindemans a notamment déclaré : « Pour réviser la Constitution de bon sens, nous nous sommes proposés aux socialistes de constituer un gouvernement à trois, pour une durée de trois mois. Après que l'on peut désigner les articles à réviser en quarante-huit heures, comme le proposent les partis de l'opposition, n'est pas sérieux. Cela ne peut s'inscrire dans une grande tradition juridique comme le nôtre. (...) »

Le premier ministre, qui en avait pourtant manifesté l'intention, ne s'est pas présenté mercredi après-midi devant le Parlement pour faire une déclaration et solliciter un vote de confiance. Le gouvernement ne démissionne pas et exercera la plénitude de ses attributions jusqu'au 17 avril. Les partis de l'opposition ont pour leur part réagi de façon extrêmement vive à cette décision. Ils avaient en effet prévu de se réunir mercredi matin pour une « ultime tentative d'accord sur le contenu d'une déclaration de révision qui, adoptée avant la dissolution, eût rendu les prochaines Chambres nationales, au lieu de leur être imposées par l'application du parti libéral et de la Volksunie, ils ont annoncé leur intention de demander la convocation du Conseil de la constitution pour examiner la constitutionnalité de la procédure suivie par M. Tindemans. Ce Conseil, composé de ministres d'Etat, peut être réuni pour donner un avis au roi sur des problèmes fondamentaux pour la vie de la nation. Sa dernière réunion remonte à 1950, avant l'octroi de l'indépendance au Congo.

### Une déclaration commune

Dans une déclaration commune, les partis d'opposition « condamnent le fait que le gouvernement non seulement n'a pas obtenu l'investiture du Parlement, mais ne s'est même pas présenté devant les Chambres, au mépris des principes essentiels du régime démocratique et parlementaire ; estimant que l'ensemble de la procédure suivie par le premier ministre et les partis de la coalition constitue un véritable coup d'Etat, sans précédent dans l'histoire de la Belgique, et dont la gravité est soulignée par le fait que le Parlement n'a même pas pu arrêter les mesures législatives indispensables à l'organisation des élections ».

M. André Coolx, co-président du

## Pologne

### Les attaques se multiplient contre les « forces revanchardes » d'Allemagne

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — Des réunions destinées à protester contre les « forces revanchardes » en Allemagne fédérale se tiennent depuis quelques jours dans de nombreuses entreprises polonaises. Des meetings de ce genre ont déjà eu lieu à Varsovie, Zamosc, Bydgoszcz, Ledz, Oswiecim (Auschwitz), Lublin, Gdansk, Gdynia et Opole.

Les participants réclament par exemple qu'« il soit mis fin aux activités provocatrices des milieux revanchards de la République fédérale dirigés contre le bon renom de la Pologne et la réalisation de progrès dans la normalisation des relations ». Ils affirment que la « campagne » qui se déroule à ce sujet en Allemagne fédérale est en contradiction avec les principes de l'acte final d'Oslo.

Trybuna, l'organe central du parti ouvrier unifié, a d'autre part, critiqué, le mercredi 9 mars, la résolution sur la politique allemande adoptée ces jours derniers par les députés de la chambre des députés (C.D.U.), à son congrès de Düsseldorf (le Monde du 10 mars). Le journal reproche aux dirigeants de la C.D.U. d'oublier de plus en plus la nécessité de normaliser les relations avec les Etats socialistes et de s'accrocher au maintien d'une formule « révisionniste » concernant les frontières de l'Allemagne.

Cette réaction et la campagne d'agitation actuellement en cours dans le pays confirment que les autorités polonaises ont décidé de faire du « revanchisme allemand » l'un de leurs chevaux de bataille pendant la préparation de la rencontre de Belgrade. Cette intention était déjà apparue lors de la visite à Varsovie, les 2 et 3 mars, de M. de Gurrion, le ministre français des affaires étrangères. M. Wietasch, son collègue polonais, s'était alors élevé contre « les tentatives visant à renforcer les tendances révisionnistes en faveur d'un changement de statut de choses géopolitiques en Europe ».

Quelques jours plus tôt, le 27 février, Trybuna avait lancé, sous la plume de M. Richard Wojna, journaliste spécialiste de longue date dans les questions allemandes et membre du comité central du POUP, une vigoureuse mise en garde contre « le révisionnisme de Bonn » et « la réapparition des activités antipolonaises des nationalistes ouest-allemands ». L'article était intitulé : « Etranges gardiens des droits de l'homme », M. Wojna y critiquait, notamment, les intentions prêtées au procureur de Dusseldorf (le Monde du 10 mars). Le journal reproche aux dirigeants de la C.D.U. d'oublier de plus en plus la nécessité de normaliser les relations avec les Etats socialistes et de s'accrocher au maintien d'une formule « révisionniste » concernant les frontières de l'Allemagne.

## Portugal

### L'agitation se développe dans les milieux de rapatriés d'Angola et du Mozambique

Lisbonne (A.F.P.). — Deux rapatriés des anciennes colonies portugaises ont été arrêtés, le mercredi 9 mars, à Lisbonne, à la suite des deux attentats à la bombe commis, quelques heures auparavant, contre un théâtre et un transformateur électrique.

On assaillit depuis peu à un renouveau d'activité dans les milieux de rapatriés hostiles au gouvernement et aux officiers de gauche du Conseil de la révolution. Des discours d'une violence peu commune ont été prononcés samedi 5 mars lors d'une réunion d'information organisée par le secrétariat central des associations de rapatriés. Des menaces d'assauts à pelm volées y ont été proférées à propos de l'installation prochaine à Lisbonne d'une ambassade de la République

J.K. Galbraith

L'argent

"Une synthèse provocante, lumineuse, parfois irritante... sous la forme d'un conte retraçant l'histoire de l'argent"

Alain Gérard Sarrailh - Le Point

Idées/Gallimard



## ASIE

## Pakistan

L'OPPOSITION  
REFUSE DE SIÉGER  
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les neuf partis d'opposition regroupés dans l'Alliance nationale pakistanaise ont décidé, mercredi 9 mars, de ne pas siéger à la nouvelle Assemblée nationale, parce qu'ils contestent la régularité du scrutin du 7 mars pour le renouvellement de cette Assemblée. Après publication des résultats officiels, l'Alliance nationale pakistanaise dispose de 36 sièges sur 300 au Parlement (et non 32, comme cela avait été annoncé à l'issue du premier décompte des voix).

C'est également parce qu'elle refuse de participer à un scrutin « truqué » que l'Alliance nationale ne présente pas de candidats aux élections provinciales, qui ont lieu ce jeudi (le Monde du 10 mars).

Selon les derniers chiffres officiels, trente personnes ont trouvé la mort au cours d'incidents depuis le début de la campagne électorale.

## Chine

« Le Quotidien du peuple » a accusé, mercredi 9 mars, la « bande des quatre » de « trahir » le peuple et de « trahir » le pouvoir. À la veille du tremblement de terre du 26 juillet 1976 à Tang-Shan et d'avoir « saboté les mesures de surveillance » en ne tenant pas compte des observations des stations de sismologie — (A.F.P.)

## Vietnam

Des élections locales auront lieu cette année dans l'ensemble du Vietnam, a annoncé, mercredi 9 mars, l'agence de presse vietnamienne. Les Vietnamiens éliront des « conseillers » et des « comités » populaires, indique l'agence, sans préciser la date de ce scrutin destiné « à mettre en pratique la démocratie » et à « consolider l'administration locale ». — (Reuters.)

4 au 17 avril  
7 à 18 ansMilieu juif  
dynamiqueCentres de ski (ou palm)  
Voile et tennis (13 à 17 ans)  
Séjour linguistique  
Grande-Bretagne (13 à 17 ans)

## Israël spécial

(14 à 18 ans) • Elliot,  
Ecole nature, SinaiBrochure et renseignements:  
C.V.L., 16, rue de Valenciennes,  
75001 PARIS - Tél. : 563-17-28

## PROCHE-ORIENT

## Egypte

Quarante-cinq des cent soixante-dix intellectuels  
arrêtés en janvier ont été libérés

De notre correspondant

Le Caire. — Quarante-cinq des cent soixante-dix intellectuels égyptiens arrêtés après les émeutes de janvier dernier ont été remis en liberté provisoire cette semaine. Quarante autres, auxquels la liberté provisoire avait été accordée par la Cour de sûreté de l'Etat, ne bénéficieront pas encore de cette mesure, le pouvoir exécutif ayant fait usage à leur égard de son veto constitutionnel. Ils devront déposer une nouvelle demande dans un mois en même temps que les quatre-vingt-cinq intellectuels auxquels la liberté provisoire avait été d'emblée refusée par le tribunal.

Parmi les quarante-cinq personnes déjà libérées se trouvent trois journalistes, MM. Philippe Gallab, Youssef Sabri et Mohamed Salamaoui, des femmes, notamment Mme Fatima Saadani, responsable de la jeunesse dans une section de l'ancien parti unique, des étudiants, dont M. Adham Hachnoui, fils du secrétaire général de l'Union des ouvriers pétroliers arabes, des membres de professions libérales, comme le docteur Said Ghazib et M. Mohamed Awad, etc. Parmi eux, se trouvent aussi bien des nationalistes que des marxistes. La plupart sont inculpés d'appartenance à des organisations clandestines et de participation active aux troubles de janvier.

De source officielle on signale, d'autre part, que quatre cent quarante des mille deux cents personnes arrêtées pendant les manifestations — les cent soixante-dix intellectuels furent tous appréhendés chez eux — avaient été libérées à la date du 1<sup>er</sup> mars.

« Pourquoi êtes-vous contre le régime ? »

C'est une vieille prison anglaise condamnée à la démolition, sise au cœur d'un quartier populaire du Caire. Les sept cents détenus, politiques et « droit commun », mélangés, logent à dix dans des cellules de 2 mètres sur 4 et ne disposent en tout et pour tout que de quatre toilettes en état de marche. M. Mohamed Salamaoui, trente-deux ans, marié, père de deux enfants, rédacteur à Al-Ahram depuis 1970, vient de faire connaissance avec l'univers carcéral égyptien.

« Eut policiers, raconte-t-il, sont venus me chercher chez moi le 19 janvier au matin, second jour des émeutes. Ils avaient pesé de mandats d'arrêt. Je suis resté un jour sans manger au milieu des voleurs et des vendeurs de haschisch du commissariat de mon quartier. Ensuite, on m'a mis les menottes, et on m'a conduit dans l'un des cochons individuels sans lumière de la cité de la Liberté. On m'y a un peu nourri. »

LE PRÉSIDENT CARTER SE PRONONCE  
POUR DES « AJUSTEMENTS MINEURS »  
DES FRONTIÈRES ISRAËLIENNES DE 1967

(De notre correspondant)

Washington. — Au lendemain de son entretien avec M. Itzhak Rabin, le président Carter a donné de ses déclarations sur les « frontières défendables » d'Israël (le Monde du 9 mars) une interprétation évidemment bien différente de celle qu'en avait tiré le premier ministre israélien. Alors que, selon M. Rabin, ces frontières ne devaient pas coïncider avec celles d'avant 1967, le président Carter a indiqué, dans sa conférence de presse du mercredi 9 mars, qu'un règlement négocié impliquerait un « retrait substantiel » des troupes israéliennes des positions qu'elles occupaient depuis la guerre de six jours, et des « ajustements mineurs » des frontières de 1967.

Le président Carter a souligné qu'il était important de faire une distinction entre les frontières légales mutuellement reconnues, et des « lignes de défense » qui pouvaient ne pas suivre nécessairement le tracé des frontières légales. En bref, il prévoit l'établissement de zones démilitarisées au-delà des frontières légales d'Israël, zone d'une largeur d'une vingtaine de kilomètres ou plus, occupées par des forces internationales, aux côtés des troupes israéliennes, qui assureront leur mission de surveillance par des procédés électroniques sur le mode de la système actuellement en place dans le Sinaï.

H. R.

## LA FIN DE LA CONFÉRENCE DU CAIRE

L'aide financière arabe aux pays africains  
ne sera utilisée que progressivement

Le Caire (A.F.P.). — La première conférence « arabo-africaine » s'est terminée, le mercredi 9 mars, par l'adoption de la « déclaration du Caire », qui régit désormais la coopération politique et économique entre Arabes et Africains. Les chefs d'Etat arabo-africains se réuniront de nouveau dans trois ans à Khartoum ou à Kampala.

L'Afrique ne va pas être inondée demain par l'argent arabe. Les modalités de versement de l'aide de 1,5 milliard de dollars que les pays arabes exportateurs de pétrole ont décidé de consacrer au développement africain lors du « sommet » du Caire sont compliquées, et l'argent ne sera versé que progressivement.

En réalité, une très faible partie de l'aide — 250 millions de dollars sur 1,5 milliard d'aide économique — sera mobilisée rapidement. Il s'agit des contributions à la Banque arabe pour le développement de l'Afrique (BADA), qui recevra 180 millions de dollars, au Fonds africain de développement (137 millions) et des fonds pour les études de projets (133 millions).

Le reste, 1,2 milliard de dollars — soit les quatre cinquièmes de l'aide totale — transitera à travers les organismes financiers

arabes nationaux et ne sera versé qu'au fur et à mesure de la réalisation de projets au cours des cinq prochaines années estimées à 1,5 milliard de dollars.

Grâce à la déclaration économique adoptée au « sommet » du Caire, qui privilégie quatre projets régionaux de développement, communications, planification, commission économique pour l'Afrique des Nations unies, on peut avoir une idée de l'utilisation qui sera faite des fonds arabes. Il se trouve, en outre, que les dépenses envisagées pour ces projets (1,327 milliard de dollars) sont comparables aux montants promis.

La création d'un réseau routier transafricain de 30 000 kilomètres absorbera la majeure partie de ces sommes. Il en coûtera environ 1 milliard de dollars pour créer les cinq axes qui formeront cette « voie de la solidarité » et de la coopération : les routes trans-sahariennes d'Alger à Gao et au Mali, transafricaine de Monrovia (Libéria) à Lagos (Nigeria), trans-saharienne de Dakar à Ndjamena (Tchad), côtière de Lagos à Nouakchott (Mauritanie), trans-africaine du Caire à Gaborone (Botswana).

Le projet prévoit, en outre, la création de quatre-vingt-deux routes secondaires, totalisant 47 000 kilomètres, dans quarante pays africains.

L'évaluation des ressources naturelles en Afrique par la télé-détection coûtera 70 millions de

dollars ; il s'agit principalement de rechercher les nappes d'eau d'hydrocarbures à partir d'un satellite qui transmettra les données à un centre de recherches à construire en Afrique. PANAFREL, un réseau de télécommunications panafricain, troisième projet de la commission économique pour l'Afrique, coûtera 250 millions de dollars ; 30 % des fonds nécessaires à sa réalisation ont déjà été trouvés.

Le dernier projet régional envisagé concerne la création d'une banque de données (7 millions de dollars). Il est considéré comme essentiel en tant que support statistique et d'information à la réalisation des programmes de développement.

La coopération entre le monde arabe et l'Afrique ne se cantonnera pas au domaine financier. Sur le plan commercial et économique, il a également été décidé au Caire de lier plus étroitement les pays arabes et arabes.

Le « sommet » a notamment décidé de renforcer les relations commerciales au moyen de traités préférentiels. Dans la « déclaration du Caire », il est en outre précisé que les pays concernés « s'approvisionneront en priorité, dans toute la mesure du possible, leurs marchés respectifs ». De même sera encouragée une plus grande coopération dans la recherche et l'exploitation minières et pétrolières.

« Africains et Arabes ont enfin pris conscience  
de leur communauté de destin »

nous déclare le président Ould Daddah

La Mauritanie est l'un des pays africains qui participent à la fois du monde arabe et du monde noir. Les dirigeants de Nouakchott ont donc porté au premier « sommet » arabo-africain un intérêt particulier. « Cette réunion, a déclaré M. Mokhtar Ould Daddah à notre correspondant au Caire, a réalisé un rêve dont, en tant que

raccourci de l'Afrique par nos composantes ethniques et culturelles, nous favorisons depuis de longues années la réalisation. Pour le chef de l'Etat mauritanien, cette rencontre, « imprévisible il n'y a pas si longtemps », montre qu'Africains et Arabes ont enfin pris conscience de leur communauté de destin et de leurs complémentarités ».

## De notre correspondant

À l'appartenance de pays amis, mais la guerre qu'Alger nous impose nous coûte de plus en plus cher, et aux Algériens aussi, soit dit en passant, Toutefois, nous sommes prêts à faire cette guerre.

Tant que nous serons attaqués, nous nous défendrons avec la dernière énergie. L'Algérie s'acharne contre nous, peut-être parce que nous sommes plus faibles qu'elle, mais il y a des pays plus forts que l'Algérie.

Comment se présente la situation sur le terrain ?

— Nous avons 500 kilomètres de frontière avec l'Algérie. Malgré les infiltrations incessantes de mercenaires algériens — le vieux dire de ressortissants des zones sahariennes des Etats de la région, avec une minorité d'originaires de l'ex-Sahara espagnol, recrutés par Alger — nous arrivons à faire fonctionner partout notre administration. Aucun secteur n'est interdit. Alger suscite des opérations quand elles ont la chance d'avoir le plus de retentissement : ainsi, le mois dernier, au cours du conseil ministériel de l'O.N.U. à Lomé, les mercenaires algériens ont inauguré un nouveau système, qui consiste à massacrer le cheptel de nos nomades, avant, comme ils le font depuis un an, d'envoyer de force ces derniers en Algérie, avec femmes et enfants. Pendant le « sommet » du Caire, les Algériens ont lancé la nouvelle, connue de nous depuis un certain

temps, de ce fonctionnaire mauritanien passé à l'Algérie (1), mais ils ne sont pas parvenus ou n'ont pas tenté de susciter un incident comme à Lomé, en introduisant dans la conférence une délégation de la prétendue République sahraouie.

— Entreprenez-vous une issue ? — Pour l'instant, nous faisons la guerre que l'Algérie nous a imposée à faire. Mais, naturellement, nous sommes prêts à participer à toute initiative destinée à faire baisser la tension dans la région, pourvu que la réconciliation de notre pays ne soit pas remise en question.

— D'aucuns prétendent que vous êtes en train de passer sous la dépendance marocaine. D'autres voient une fissure dans le front mauritanien-marocain depuis que vous n'avez pas suivi l'exemple de Rabin. Après l'incident de Lomé, en ne suspendant pas votre participation aux organismes de l'O.U.A.

— Depuis que le Maroc a accepté de nous reconnaître en 1969 — d'ailleurs en partie grâce à l'Algérie, notre amie à l'époque — le comportement de Rabat à notre égard est tout à fait correct. Nos rapports sont excellents. La coopération s'organise. La circulation est libre entre nos deux pays. Nous projetons de construire une route qui reliera un jour la Méditerranée au fleuve Sénégal.

Propos recueillis par  
J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.  
(1) Le Monde du 10 mars.

## FAITES VOS JEUX !

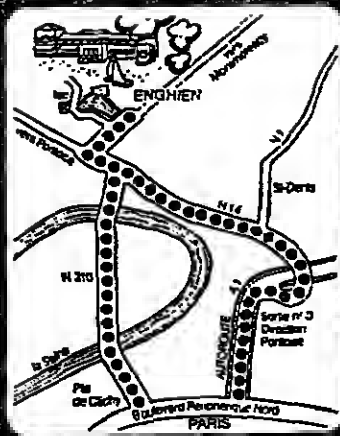
samedi 12 mars 1977

## casino d'enghien

réouverture

Cocktails dans la salle de jeux de 20 h à 21 h 30

les samedi 12 et dimanche 13 mars

BACCARA  
BANQUE  
A TOUT VABAR-RESTAURANT  
DES JEUX  
OUVERT  
TOUTE LA NUITLA MUSARDIÈRE  
Déjeuners et dîners  
tous les joursLA PERGOLA  
Dîners les mardis et vendredisGRAND HÔTEL  
DES BAINS \*\*\*\*L  
989.85.85

989.95.95

A 11 km de Paris. Autoroute A1, sortie n° 3.

## A travers le monde

## Autriche

• M. JOSEF TAUS A ETE REELU mercredi 9 mars président du parti populiste autrichien par le congrès du parti réuni à Linz. Les populistes sont, avec quatre-vingt députés, la plus forte formation d'opposition au Parlement autrichien. Les socialistes disposent de la majorité, avec 83 sièges. — (Reuters.)

## Grande-Bretagne

• LE PREMIER MINISTRE, M. James Callaghan, a chargé lord George Thomson d'une mission dans les pays du Commonwealth. Son objet principal serait de dissuader le président ougandais, Idi Amin Dada, d'assister à la conférence du Commonwealth qui se tiendra en juin prochain à Londres, indiquant-on de source officielle, mercredi 9 mars, dans les milieux proches du gouvernement.

Lord Thomson, ancien mi-

nistre chargé des relations avec le Commonwealth et ancien commissaire à la Commission européenne, se rendra en avril en Afrique, aux Antilles et dans l'Océan Pacifique. Mais il ne séjournera pas en Ouganda, pays avec lequel la Grande-Bretagne a rompu ses relations en juillet 1976. — (A.F.P.)

## Mexique

• LE GOUVERNEMENT a affirmé, mercredi 9 mars, qu'il n'y a au Mexique qu'environ soixante-dix prisonniers pour des motifs d'ordre politique, et que leur prochaine mise en liberté est actuellement à l'étude. De source officielle, on a précisé que ce chiffre ne comprend toutefois que les personnes incarcérées sous la loi fédérale, et n'inclut donc pas les personnes détenues dans les différents Etats du pays. Une trentaine de prisonniers politiques ont déjà été mis en liberté conditionnelle il y a quelques jours. — (A.F.P.)

محضان الاميل



**Si vous pressez ce bouton, au cours de votre prochain voyage en Amérique du Sud avec Swissair, vous obtiendrez:**

**des cartes de bridge, une brosse à habits, des serviettes rafraîchissantes, du ketchup, des lunettes pour dormir, une couverture, des cachets contre les maux de tête, de la pâte dentifrice, des aliments pour bébés, des journaux quotidiens, du chewing-gum, l'horaire des CFF, du thé à la menthe, de la ficelle d'emballage, une carte du monde, des cartes postales, un guide des hôtels, un stylo à bille, un jouet d'enfant, des crackers, un nécessaire de couture, des allumettes, ou simplement un renseignement.**



A partir du 1<sup>er</sup> avril 1977, Swissair se rendra deux fois par semaine avec ses modernes et spacieux DC-10-30 à Rio de Janeiro et São Paulo — l'un des vols continuera pour Buenos Aires, l'autre pour Santiago du Chili. Il y aura également un vol hebdomadaire par DC-8 pour Rio de Janeiro, São Paulo et Buenos Aires.

Elle dessert 10 destinations en Extrême-Orient, 9 au Moyen-Orient, 18 en Afrique et atterrit chaque jour à New York, Boston et Chicago. En plus, il y a 3 vols hebdomadaires pour Montréal et Toronto.

Le bouton d'appel, pour faire venir l'hôtesse, se trouve ou bien sur votre pupitre de commande personnel, sur

l'accoudoir (DC-10 et Boeing 747), ou bien au-dessus de votre siège (DC-8). Alors, si vous vous ennuyez, si vous avez faim ou soif, si quelque chose a éveillé votre curiosité, si vous êtes fatigué ou de mauvaise humeur, n'hésitez pas, pressez ce bouton. L'hôtesse vous apportera ce qu'il faut pour raccourcir le voyage et ramener la bonne humeur.

Nous souhaitons à notre hôtesse un vol agréable.

Votre agence de voyages IATA ou Swissair se fera un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements. Par exemple sur les vols de correspondance les plus avantageux à destination de la Suisse.



aux pays africains  
progressivement

nt enfin pris conscience  
route de destin »  
Ould Daddah

avers le monde

Mexique



# AFRIQUE

## Algérie

### Les autorités doivent faire face à une crise de croissance

De notre correspondant

Alger. — Y aura-t-il ou non un remaniement ministériel ? Des mutations sont-elles prévues à la tête des sociétés nationales et de l'administration ? L'Assemblée populaire nationale élue le 25 février sera-t-elle une chambre d'enregistrement ou apportera-t-elle réellement et rapidement des solutions aux problèmes qui se posent quotidiennement ? Telles sont les questions qui reviennent actuellement dans toutes les conversations à Alger.

Il est vrai que, depuis l'approbation de la Charte nationale, en juin dernier, bien des décisions sont restées en suspens alors que la population attendait qu'elles soient adoptées. Ainsi, au cours du débat sur la Charte, des responsables ont été mis gravement en cause par des militants de base. Or, se disent les Algériens, ou bien les accusations étaient fondées, et il convenait d'ouvrir une enquête et de prendre des sanctions, ou bien elles étaient fausses et diffamatoires, et leurs auteurs auraient dû être poursuivis. Pourrait-on, sans les autres, continuer à vaquer à leurs occupations comme si de rien n'était. On a même conseillé à quelques accusés de « se tenir tranquilles », bien qu'ils aient eu, semble-t-il, raison.

Après chacune des consultations électorales, tout le monde s'attendait à un remaniement. L'actuel gouvernement est en place depuis 1970, et une dizaine de ses membres sont ministres depuis 1965, voire, pour quelques-uns, depuis l'indépendance. Outre l'usage du pouvoir, il est évident que dans quelques secteurs les résultats n'ont pas été à la mesure des possibilités ou des prévisions. De même, quelques sociétés nationales appellent des mesures énergiques : réorganisation de celles qui fonctionnent mal, réaménagement de celles qui, trop importantes, sont difficiles à gérer et gagneraient à être scindées. Dans l'attente des décisions, il s'est produit une certaine démotivation qui se prolonge.

Il est fréquent d'entendre des cadres dire : « Le pays tourne au quart de ses capacités ». L'assertion est difficile à vérifier, mais il ne fait pas de doute que beaucoup de secteurs fonctionnent au ralenti. Il y a aussi des points noirs. Les défaillances des circuits de distribution entraînent des pénuries dans les grandes villes et des gaspillages. La disparité entre les revenus agricoles et urbains s'accroît.

#### L'éventail des revenus s'élargit

Dans les villes, l'éventail s'élargit entre hauts et bas revenus. La minorité nantie de la population hésite à investir, et ne sait comment dépenser son argent, la gamme des produits proposés étant réduite, tandis que les autres, au mal à acheter divers biens de consommation qui ont fortement augmenté, comme la viande. Il est aussi de cette même catégorie, qui ne mangeait autrefois de la viande qu'une ou deux fois par an, souhaiterait en consommer maintenant au moins une fois par semaine.

Malgré une réalité exceptionnelle, et un net redressement, l'agriculture laisse à désirer, et l'hydraulique est défectueuse. Dans le domaine industriel, nul ne peut nier les réalisations spectaculaires depuis une décennie, mais les problèmes de gestion et d'adaptation se posent toujours. Bien que les dépenses pour l'habitat aient doublé en deux ans, la situation continue de se dégrader en raison des retards accumulés et de l'explosion démographique. Enfin, la population supporte de plus en plus mal les lenteurs et les tracasseries administratives, qui entraînent un énorme gaspillage de temps, de même que des mesures comme l'autorisation de sortie du territoire. Le bruit court que cette

## République Sud-Africaine

● LE PARTI UNI (opposition officielle) a conservé, mardi 8 mars, la mairie de Johannesburg, malgré sa défaite électorale de la semaine dernière (le Monde du 5 mars), grâce à un accord avec le Parti nationaliste au pouvoir. M. Marten Powell a été élu maire de la plus grande ville sud-africaine, tandis que M. Otto (Parti nationaliste) devient maire adjoint. Pour la première fois, le parti gouvernemental participe à la gestion municipale de Johannesburg, fief traditionnel de l'opposition. — (A.F.P.)

## Transkei

● M. BOTHA SIGAU, président de l'ancien Bantoustan sud-africain, indépendant depuis octobre 1976, a déclaré mercredi 9 mars, à l'ouverture de la session de l'Assemblée nationale, que toute personne critiquant les dirigeants du pays sera « bientôt passible de la peine de mort ». — (Reuters.)

## Maroc

### LA CENSURE EST LEVÉE POUR LA PRESSE NATIONALE

Rabat (A.F.P.). — Les journaux marocains, particulièrement ceux de l'opposition, ne seront plus soumis à la censure du ministère de l'Intérieur, a-t-on appris de sources officielles, mercredi 9 mars.

Les directeurs des journaux nationaux ont été informés de cette décision, qui a été prise le 8 mars par le sultan à la demande des dirigeants politiques nommés récemment ministres d'Etat (le Monde du 3 mars).

La censure sur la presse était en vigueur depuis la dissolution du Parlement en 1971. [Survient après la nomination de M. Sococet et Bouahid comme ministres d'Etat, la suppression de la censure, qui s'est faite essentiellement à l'occasion des journaux de l'Union nationale des forces populaires et du P.S. (communiste), entrainera à détendre le climat politique à l'approche des élections législatives. On ne peut que se féliciter de ce retour à la liberté d'information, en espérant toutefois qu'il ne s'étende pas au « Monde » et à ses publications annexes, qui restent interdits dans le royaume, bien que le sultan ait déclaré le 21 novembre dernier, lors d'un débat organisé par un poste périphérique français : « Nous ne pouvons pas nous en passer ».]

## CORRESPONDANCE

### Une mise au point de l'ambassade de Sierra-Leone

L'ambassadeur de Sierra-Leone à Paris nous adresse la mise au point suivante à propos de la série d'articles de Philippe Decanne publiés sous le titre « Les dimanches de la misère » (le Monde du 5 et 6-7 février).

Votre envoyé spécial affirme que le Dr Stevens a multiplié les éparpillements dans l'armée, sans hésiter à recourir aux « coups de main » sur ce point, il est à noter qu'il a omis de rapporter le fait que la résidence du Dr Stevens a été attaquée au milieu de la nuit par des soldats, tuant plusieurs de ses gardes, et que les auteurs de ce crime odieux ont été arrêtés, puis jugés et condamnés à la suite d'un procès en bonne et due forme.

Il a également omis de rapporter que la maison de l'ancien ministre des finances, M. C.A. Kamara-Taylor, a été dynamitée et détruite, et que les coupables ont été arrêtés, jugés en cour, déclarés coupables et condamnés. Ces événements eurent lieu il y a plus de deux ans, et ceux qui furent jugés coupables furent exécutés le 19 juillet 1975, seulement après que leur appel eut été rejeté par la plus haute instance du pays — la Cour suprême. Il est donc manifestement

inexact d'affirmer que ces conjurés « ont été pendus il y a quelques semaines ».

Je dois également signaler que, lorsqu'en 1976 le parti du Dr Stevens remporta une victoire électorale aux élections, l'armée se souleva pour soutenir le premier ministre battu, Albert Margai, et que ce n'est que deux ans plus tard que le parti du Dr Stevens fut en mesure d'arriver au pouvoir.

Les responsables de ce premier complot furent jugés pour trahison : certains furent condamnés à mort, lorsqu'ils furent appelés à leur acquiescence à une erreur de farde dans la réquisition. Je suis fier de souligner que le gouvernement n'a pas cassé cet arrêt de la Cour suprême, mais immédiatement acquitté tous les accusés, démontrant, sans nul doute, que la justice doit prévaloir en Sierra-Leone.

Comment votre envoyé spécial peut-il affirmer que les « parlementaires ont été à l'expiration, sans que le gouvernement songe sérieusement à organiser de nouvelles élections » ? Il n'est pas difficile de savoir que ledit mandat n'arrive pas à expiration avant 1978 et, en publiant le contraire, il fait preuve de malhonnêteté pure et simple et s'efforce de nuire à l'image du gouvernement de Sierra-Leone. Je peux assurer que les élections auront lieu avant que le mandat ne vienne à expiration.

Dans son second article, M. Philippe Decanne poursuit ses allusions malveillantes quant au Star of Sierra Leone, le troisième plus gros diamant du monde : « A Demandez donc aux Libanais où se trouve l'énorme Star of Sierra Leone, un diamant de 800 carats, et dont nul n'a plus de nouvelles. Où a-t-il été vendu ? A qui ? Par qui ? » Tout le monde sait en Sierra-Leone que ce diamant, en fait de 988,2 carats, a été régulièrement et légalement vendu à la société Harry Winston Incorporated des Etats-Unis.

● L'auteur de la correspondance intitulée « Qui trompe-t-on au Sénégal ? » (publiée dans le Monde du 12 février), M. Dossou Robert Sevi, n'a rien à voir, nous prétend-on d'indiquer, avec M. Dossou Robert Sevi, ancien avocat à Paris, installé à Colonou.

## DIPLOMATIE

### M. SOARES ENVISAGE L'INTÉGRATION COMPLÈTE DU PORTUGAL DANS LA C.E.E. EN 1987

M. Soares, premier ministre du Portugal, a été reçu, mercredi 9 mars, à Strasbourg, au siège du Parlement européen.

Dans une conférence de presse, M. Soares a déclaré qu'il pouvait compter sur l'appui de tous les pays qu'il a jusqu'ici visités pour l'entrée de son pays dans la Communauté européenne. Il envisage le calendrier suivant : 1) Le Portugal poserait sa candidature avant la fin de mars ; 2) La commission examinerait son avis sur la demande portugaise d'ici la fin de 1977 ou le début de 1978 ; 3) Sur la base de cet avis, le Conseil de la Communauté déciderait, en mars 1978, de l'ouverture des négociations ; 4) Les négociations pourraient commencer aussitôt après à dans la perspective d'une intégration complète d'ici dix ans au maximum. M. Soares s'est ensuite rendu à La Haya, où le premier ministre néerlandais, M. Den Uyl, a déclaré : « Pour nous, l'adhésion du Portugal est une certitude ». Le chef du gouvernement de Lisbonne est ce jeudi à Luxembourg.

● M. Gaston Tharn, président du gouvernement du Luxembourg, a eu mercredi 9 mars, à l'Élysée, un entretien de près d'une heure avec M. Giscard d'Estaing. Les relations bilatérales ont été évoquées ainsi que la préparation du Conseil européen du 28 mars. Ce conseil, a souligné M. Tharn, sera dominé par les problèmes économiques.

● La Suisse a déposé, mercredi 9 mars, à Londres, Moscou et Washington, les instruments de ratification du traité de 1968 sur la non-prolifération nucléaire. Le nombre des parties contractantes est désormais de cent trois. — (U.P.I.)

# POLITIQUE

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 9 mars 1977 au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

### LES CADRES ET LA FONCTION PUBLIQUE

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi instituant des modalités exceptionnelles d'accès aux emplois de la fonction publique pour les cadres du secteur privé inscrits comme demandeurs d'emplois à la suite d'un licenciement pour cause économique. La limite d'âge supérieure pour se présenter aux concours d'accès aux corps classés en catégorie A et aux corps assimilés ouverts aux candidats n'appartenant pas à l'administration sera fixée à quarante-cinq ans. Les conditions de titres ou de diplômes requises par les statuts particuliers pour se présenter à ces concours ne seront pas exigées des candidats qui justifieront de la qualité de cadre pendant cinq années complètes par les statuts particuliers de cadre pourront être partiellement prises en compte lors de leur classement dans la grade de début de corps auquel ils auront accès.

### La politique familiale

#### CONGÉS DES MÈRES DE FAMILLE

Le ministre du travail a exposé les conditions dans lesquelles pourrait être accordée aux mères de famille salariées un congé sans rupture de contrat de travail au moment de la naissance ou de l'adoption, l'éducation de leur enfant.

Le code du travail accorde actuellement à la femme salariée qui désire diriger son enfant la possibilité de rompre son contrat de travail à l'issue du congé de maternité ou du congé d'adoption en conservant une partie de ses droits. Cette disposition, toutefois, en pratique, la crainte de ne pas retrouver un emploi avec certitude conduit beaucoup de femmes à ne pas user de cette faculté. L'adoption de la loi présentée par le ministre du travail le 21 mars 1976 les avait invitées à négocier des dispositions conventionnelles prévoyant, au bénéfice des femmes salariées, un congé d'absence de leur enfant, un congé d'une durée maximale de deux ans, des conventions ainsi dans ce sens ont d'ailleurs été conclues au cours des dernières années et en particulier depuis cette recommandation.

Le gouvernement, soucieux de permettre aux femmes salariées de concilier plus facilement leurs obligations professionnelles et familiales, considère qu'une telle mesure doit être franchie et qu'il convient de prendre une mesure de portée générale assurant un meilleur équilibre entre ces deux préoccupations. Les mères de famille salariées pourront, à l'issue d'un congé de maternité ou d'adoption, prendre un moment d'absence de six mois, renouvelable trois fois pendant lequel le contrat de travail ne sera pas rompu mais seulement suspendu. Le projet de loi mentionné en œuvre ses dispositions sera soumis à un prochain conseil des ministres. (Lire page 1 et 33.)

#### COMPLÈMENT FAMILIAL

Après avoir présenté un bilan des mesures de politique familiale mises en œuvre depuis deux ans, dans le cadre de la politique globale de la famille définie par le président de la République et des orientations retenues par le conseil des ministres le 31 décembre 1975, le ministre de la santé a présenté le projet de réforme des prestations familiales servies sous condition de ressources. Il s'agit d'un complément familial de 240 francs par mois au profit des familles ayant un enfant de moins de trois ans, ou plus de trois enfants à charge, quel que soit leur âge. Compte tenu du plafond de ressources retenu, qui sera indexé sur les salaires, près de 75 % des familles salariées (soit plus de deux millions) auront droit à ce complément. Le complément familial sera porté à 510 francs par mois pour les parents isolés (veufs, divorcés, célibataires). Plus d'un million de familles verront ainsi leurs prestations familiales augmenter de plus de 200 francs par mois, et au tiers d'environ celles de plus de 300 francs.

Le coût de cette réforme dépasse 2,5 milliards de francs. Elle fera l'objet d'un projet de loi soumis au prochain conseil des ministres et déposé au Parlement pour un vote au cours de la prochaine session. Elle devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1978.

#### LA SESSION PARLEMENTAIRE

Le ministre des relations avec le Parlement a fait le point de la préparation de la session parlementaire. Il a rappelé qu'aux cinquante-trois textes inscrits en instance devant l'un ou l'autre des deux Assemblées à la fin de la dernière session sont venus s'ajouter trois projets de loi et huit conventions internationales. Le 18 janvier dernier, il a informé les présidents des deux Assemblées des intentions du gouvernement pour l'établissement de l'ordre du jour de la session de printemps. Il les a également informés du schéma du gouvernement que les commissions se réunissent pendant l'inter-session. La commission des lois et la commission des affaires sociales ont rapporté ou commencé à étudier divers textes qui pourront être ainsi examinés en séance publique dans la durée de la session d'avril.

Le président de la République a rappelé l'engagement pris par le gouvernement à l'égard des Assemblées de ne pas déposer de projets de loi après la fin du premier mois de session. Il a demandé aux ministres de hâter la préparation des textes qui doivent être déposés, notamment le projet de loi de finances rectificative, les projets de loi de nouvelles garanties aux contribuables, une modification de la loi sur la taxe professionnelle, divers projets à caractère social, plusieurs textes relatifs à la réforme de l'entreprise ainsi que le projet de loi concernant l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. Le conseil a également pris acte des propositions de loi qui pourront être débattues pendant la session et examinées les thèmes sur lesquels le gouvernement pourrait demander l'organisation de débats généraux faisant suite à une déclaration du gouvernement.

Le président de la République a déclaré : « L'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel constitue un projet essentiel, qui engage la parole de la France. Le Parlement sera appelé à le ratifier au cours de sa prochaine session. » [Cette session s'ouvrira le 2 avril.]

● HEURE D'ÉTÉ. Le ministre de l'Industrie et de la recherche a présenté une communication sur l'heure d'été. L'expérience de 1976, bien accueillie dans l'opinion, a été concluante : une économie d'environ 300 000 K de pétrole a été réalisée. Pour 1977, l'heure d'été sera en vigueur à partir du 3 avril à 2 heures, jusqu'au 25 septembre à 3 heures.

#### TREMBLEMENT DE TERRE EN ROUMANIE

Le gouvernement a marqué la sympathie de la France à l'égard de la Roumanie ébranlée par un tremblement de terre d'une gravité exceptionnelle. [Lire page 25.]

#### PROBLÈMES VITICOLES

Le conseil des ministres du 9 janvier 1977 avait arrêté les grandes orientations de la politique menée dans le domaine des vins de table. Le ministre de l'Agriculture a rendu compte des décisions prises depuis le 19 janvier : — Les mesures tendant à renforcer de la qualité du vignoble produisant du vin de table, à l'industrialisation des viticulteurs minuscules, à l'encadrement de la qualité et des actions de promotion ont été arrêtées ; — Les contrôles applicables en matière de prix, de qualité et de respect de la réglementation phytosanitaire à tous les stades commerciaux sur l'ensemble du territoire ont été renforcés ; — Un mémorandum sur la réforme du régime rituel-vinicole de la Communauté a été adressé à la Commission des Communautés européennes. Il souligne notamment les mesures nécessaires pour empêcher les vins étrangers de pénétrer sur

notre territoire à un prix inférieur au prix de déclenchement. Le gouvernement a confirmé l'importance qu'il attache au développement d'une politique active des promotions des vins de qualité, à la bonne exécution des dispositions strictes sur le plan national et à l'établissement des plus justes conditions de concurrence dans les échanges intracommunautaires.

Il a rappelé, à l'occasion de la visite de M. Soares, sa position constante selon laquelle l'adhésion éventuelle de nouveaux pays méditerranéens à la Communauté ne saurait intervenir sans une réforme probable et profonde des règlements communautaires concernant le vin, les fruits et les légumes.

#### M. DE GURINGAUD EN POLOGNE

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la visite officielle qu'il a faite en Pologne du 2 au 4 mars. Cette visite a confirmé l'excellente qualité des relations franco-polonaises, et l'importance attachée par les deux pays à la poursuite de la politique de dialogue et à la mise en œuvre pleine et entière des dispositions de l'Acte final d'Helsinki.

#### M. SOARES A PARIS

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la visite que vient d'effectuer à Paris le premier ministre du Portugal, M. Mario Soares. Celui-ci a indiqué l'intention de son gouvernement de déposer prochainement une demande d'adhésion à la Communauté économique européenne.

Le gouvernement français recoit la visite du Portugal à l'occasion de l'entreprise finale que le projet de l'adhésion devra faire l'objet d'études approfondies portant d'une part, sur les effets qu'elle pourrait avoir sur son économie, et, d'autre part, sur une adaptation indispensable des mécanismes et règlements communautaires destinée à tenir compte aussi bien des problèmes posés par un nouvel élargissement de la Communauté que par la protection nécessaire des productions agricoles qui pourraient affecter de nouvelles adhésions.

#### HOTELS MERIDIEN

Le conseil des ministres a approuvé un projet autorisant la Compagnie nationale Air France à reconstituer le capital de sa filiale, la Société des hôtels Meridien.

#### RELATIONS FRANCO-IVOIRIENNES

Le conseil des ministres a adopté un décret instituant une procédure d'identification et de mesures de contrôle des opérations de transport maritime avec la Côte d'Ivoire. Les embarquements et débarquements de marchandises de tout genre, échanges entre la France et la Côte d'Ivoire par la route maritime sont soumis à déclaration préalable auprès du ministre chargé de la marine. Les marchandises ainsi qu'en sera ce ministre. Ces dispositions, qui permettront de contrôler la valeur du fret et le volume des cargaisons transportées par les flottes des deux pays et par celles des pays tiers, ont pour objet de faire respecter la part globale du trafic venant au pavillon français et de ne répartir le fret entre les différentes compagnies françaises.

#### BREVET EUROPÉEN

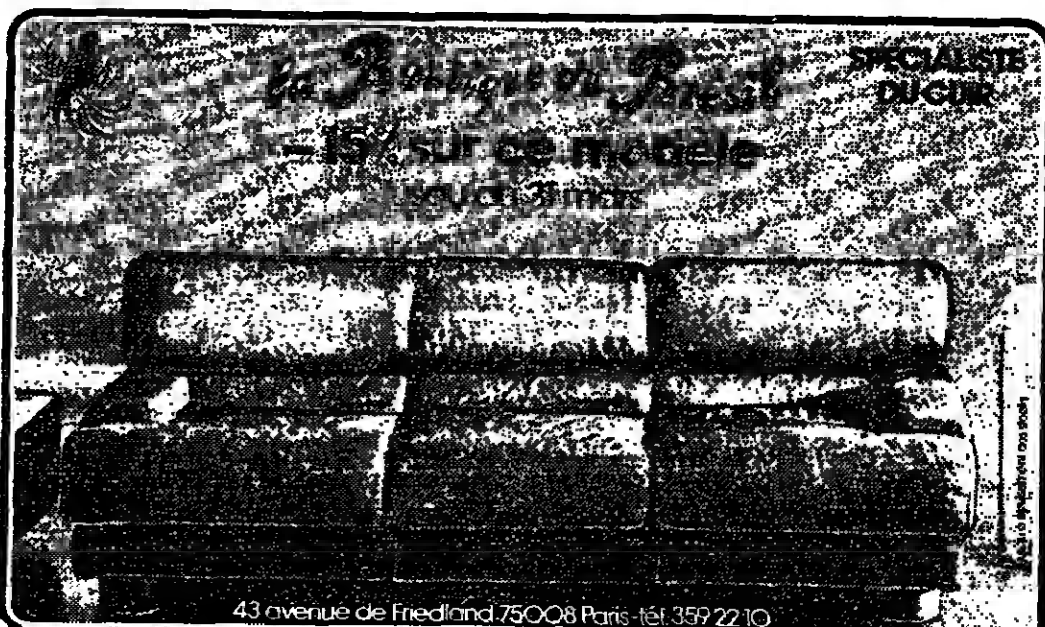
Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant la ratification de la convention de Luxembourg sur le brevet européen, qui a été conclue à Luxembourg le 15 décembre 1975, et un projet de loi concernant l'application de cette convention. La convention de Munich, signée le 5 octobre 1973, avait institué une procédure européenne de délivrance de brevets applicable aux seize États signataires. La convention de Luxembourg institue à l'intérieur de la Communauté européenne un brevet, appelé brevet communautaire, soumis à une législation unique et aux mêmes droits dans tous les États de la Communauté.

#### ACCORD FRANCO-MALTAIS

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Malte, signé à La Valette le 11 août 1976, sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements.

#### L'ETAIN

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant l'approbation d'un cinquième accord international sur l'étain, signé à Genève le 21 juin 1973. Cet accord prévoit qu'un conseil paritaire composé de représentants des pays producteurs et des pays consommateurs d'étain gère, notamment, un stock régulateur financé par les contributions des participants et éventuellement par des emprunts. L'intervention du stock régulateur est décidée par le conseil lorsque les stocks tendent à évoluer trop rapidement, la hausse ou la baisse. Lorsque le stock régulateur n'est pas suffisant pour maintenir les cours au-dessus d'un prix plancher, le conseil peut instaurer un contrôle et un contingentement des exportations. De même, en cas de grave pénurie, il peut prendre des dispositions nécessaires pour répartir équitablement les approvisionnements disponibles entre les pays consommateurs signataires de l'accord.



43 avenue de Friedland 75008 Paris tél. 357 22 10

دعوات النحل



POLITIQUE

# Un débat qui pose une fois de plus le vieux dilemme: réforme ou révolution

De nombreuses revues de gauche, se référant au marxisme, développent dans leurs colonnes un débat sur la gauche et l'Etat. Les mêmes noms se retrouvent d'un titre à l'autre: Budt-Glucksmann, Poulantzas, Castells... Que cette discussion s'exprime dans « Réponses » (1), revue du CERES (la minorité du parti socialiste), il n'y a rien là de très surprenant. Il est déjà plus significatif que « Dialectiques » (2), revue trimestrielle qui se situe en marge du parti communiste, lui consacre un numéro. Que « la Nouvelle Critique » (3), revue des intellectuels du P.C.F., fasse de même, et l'on peut presque parler d'événement.

En fait, ce qui concerne le parti communiste, le débat qui se développe actuellement a un peu valeur de substitution. Il permet d'écarter la discussion relancée à l'occasion du XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. sur les mérites de la dictature du prolétariat. Ce sujet hante la direction

du parti communiste, car il permet une critique non seulement de son orientation mais surtout de ses méthodes d'intervention. Il met en outre mal à l'aise un grand nombre d'intellectuels marxistes, car il se limite trop souvent à un débat théorique sur les mérites du léninisme qui n'a que peu de rapports avec la réalité politique de la France de 1977.

## LA GAUCHE ET L'ÉTAT

par NICOS POULANTZAS

L'imminence des élections engage et renouvelle la réflexion politique: la question fondamentale propre aux situations historiques semblables de l'Etat, surgit au premier plan.

Le débat de la gauche autour de l'Etat montre de façon évidente que certains verrous théoriques et politiques importants sont en train de sauter. Du côté du parti communiste, on renvoie à une conception de l'Etat léguée essentiellement par le stalinisme, celle d'un Etat capitaliste envisagé comme instrument monopolistique et sans doutes, manipulable à volonté par la bourgeoisie, dont on se satisfait par un assentiment et qu'on décrédite dans une situation de double pouvoir. On substituerait en bloc à cet Etat-outil l'autre pouvoir, celui des Soviets, en fait celui du parti et du syndicat uniques, bref un Etat dit de type nouveau, puisque censé travailler lui-même à son propre dépeuplement; on sait où cela mène, qu'on renonce enfin explicitement à cette conception.

qu'incarneraient ses élites dirigeantes: le rapport de l'Etat à la bourgeoisie ne déterminerait pas sa structure, mais dépendrait seulement de la volonté de ses élites. Cet Etat, on l'occuperait en installant aux postes de commandement une élite de gauche et, en se contentant de quelques réaménagements, on attendrait ainsi de l'Etat, dans le meilleur des cas, qu'il mette la bourgeoisie au pas et conduise au socialisme par une sorte de parthénogénèse ou auto-démocratisation d'en haut: on sait également où cela mène.

On peut saisir ainsi, au-delà de leurs différences, la connivence du stalinisme et de la social-démocratie, qui se légitiment en s'appuyant, bien même qu'ils présentent sur certains points une troublante parenté: la « stakholmie », la félicite d'Etat hostile à l'initiative démocratique des masses populaires. L'un et l'autre ont trouvé en France un terrain politique et culturel fécond où se développer de façon spectaculaire: la constitution, avant la révolution française, d'un Etat puissant et centralisé, ainsi que la tradition jacobine présente jusque dans le mouvement libertaire. François Mitterrand, à l'occasion d'une aide spéciale de l'Etat bipartite pour l'émancipation de la classe ouvrière, fait preuve, c'est le moins qu'on puisse dire, d'un stalinisme autrement plus constant que celui qu'on attribue à Marx.

### Les vrais problèmes d'un socialisme démocratique

Quoi qu'il en soit, ces barrières théorico-politiques sont en train de céder, au grand dam de la droite. C'est ainsi que, récemment, Raymond Aron, tout marié de ne plus reconnaître sa bonne vieille gauche, s'avise d'administrer au P.S. sa leçon de social-démocratie et au P.C. sa leçon de marxisme-léninisme (4). Une nouvelle problématique de l'Etat se dégage d'une large partie de la gauche, bien que les positions diffèrent selon ses composantes. Adaptée à la situation présente, cette problématique doit autant à un marxisme renouvelé, dépassant le modèle écrasant de la révolution d'Octobre, et se libérant de la chape stalinienne, qu'à l'expérience socialiste et démocratique du mouvement populaire. L'Etat capitaliste y est conçu, comme système complexe de rapports de forces, comme champ stratégique

de contradictions internes et traversé en permanence par les luttes populaires qui entraînent une part importante de son personnel. Cet Etat correspond, par sa structure, aux intérêts du bloc bourgeois au pouvoir, plus particulièrement de sa fraction hégémonique, tout en présentant une autonomie relative par rapport à ce bloc.

Cette nouvelle configuration théorique permet de poser, à la lumière d'expériences historiques récentes — Chili, Portugal — les vrais problèmes d'un socialisme démocratique: ouvre un débat de fond, des lacunes importantes subsistent néanmoins qui risquent de devenir dramatiques dans le cas d'abandon de la gauche au pouvoir. Tout se passe comme si une fois reconnu le fond du problème, la discussion avait tendance à dévier vers le seul terrain, et cher à familiariser du juridique. Exemple récurrent: quels seraient les droits et les devoirs constitutionnels du président de la République dans le cas d'une victoire de la gauche? Question, certes, passionnante, mais il en est d'autres et de plus graves, d'autant que celle-ci ne sera sans doute pas réglée au niveau où on la situe.

**A 17 km de PARIS**  
**bord ANTORROUTE SUD**  
(première sortie)  
**TERRAINS INDUSTRIELS**  
Location bail emphytéotique  
(12,50 F le m2 par an)  
Tél.: 909-10-25

Ainsi, d'une part, il semble désormais acquis qu'une voie démocratique au socialisme ne peut se contenter de modifications secondaires de l'Etat, et, au-delà de la question de son personnel, implique une transformation profonde de sa structure, condition nécessaire pour la réussite de la gauche: que cette transformation exige entre autres une démocratisation de l'Etat, c'est-à-dire l'extension et le développement des institutions de la démocratie

Le conflit du double pouvoir

Cette situation gâche la gauche et la droite. On le sait aussi maintenant: une situation de double pouvoir, effective ou larvée, même entre deux pouvoirs de gauche, ne ressemble en rien à un jeu de pouvoirs et de contre-pouvoirs qui s'équilibreraient mutuellement pour le plus grand bien du socialisme et de la démocratie. Cette situation conduit rapidement à un affrontement aigu entre les deux pouvoirs, tandis que la bourgeoisie, en profitant de la faiblesse de la gauche, se prépare à l'offensive. Ce conflit, après une première phase de paralysie de l'Etat, serait d'ailleurs, indubitablement résolu, selon des scénarios qu'on n'a nulle peine à imaginer: la droite musclée anticipe déjà.

**La formation permanente est un droit dont tout le monde peut bénéficier.**

*Mais qui le sait?*

Cette semaine dans ELLE.

**AUJOURD'HUI EN LIBRAIRIE**

**marcel légaut**

**intériorité et engagement**

1 vol. 33 F

cubier montaigne

**Une interview de François Mitterrand.**

Cette semaine dans Elle.

**Vienne**

Voix quotidiennes en DC 9 départ 20 h 45 Orly-Sud

**AUSTRIAN AIRLINES**

Lignes aériennes Autriches

12, rue Auber, Paris - Tél. 266.34.66

Enseignements touristiques: Office National Autrichien du Tourisme

**VOITURES D'EXPORTATION T.T.**

**SEDAX** 3, rue Scheffer, 75016 Paris  
727.64.64 + 553.28.51 +  
Citroën - Peugeot - Renault - Simca - Chrysler - Mazda

Toutes marques étrangères

Finition exportation  
Faible kilométrage  
Garantie usine  
Toutes possibilités  
de crédit-leasing

EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H.  
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIERE

**Près des seins, fine à la taille, épanouie aux hanches, à vous donner envie de danser.**

Cette semaine dans ELLE.

*la mode "Ballerine."*







Les élections municipales

La Seine-et-Marne n'est plus ce qu'elle était

A l'entrée du marché du boulevard Jean-Bouvier à Meaux, une pancarte avec les armes de la ville sur fond de toile cirée accueille les ménages et les cabas. « Allez Meaux ! ». En vert émeraude, l'insigne est transparent. Le slogan municipal se veut sportif. Cinq jeunes gens — parmi eux un chef d'entreprise — distribuent des journaux, verts également, sans trop mot dire, un peu intimidés.

Ce sont les militants de la liste « apolitique », d'union et de progrès social, du docteur Jean-Louis Happey, maire sortant, ancien radical de gauche devenu modéré et soutenu par la majorité.

Une petite affiche manuscrite annonce que M. Happey a répondu aux questions à partir de 11 heures. Pour l'instant, il donne ses consultations. Il a pu, avec la collaboration de Serge Grafeaux, un témoin professionnel, « Médecin des H.L.M. », entre le stand des livres d'occasion et un camion-citerne, le maire sortant vient passer un quart d'heure, sans répondre aux questions — il n'y en a pas — et sans en susciter, puis il s'en va.

A côté, autour, les militants de la liste d'union de la gauche distribuent journaux pour journaux. « Venez, madame, c'est un contre-pois ! », discutent, accostent, plaisantent, interrogent, écoutent, lancent quelques slogans dans un cortège-voix. A la voir geler depuis deux heures, les pieds nus dans ses chaussures, l'un d'eux achète

discrettement une paire de chaussettes pour une petite vendeuse de joujoux.

Des policiers municipaux qui font leur tournée viennent confier que la température de la ville n'est pas bonne pour le maire sortant, et un inspecteur des renseignements généraux le confirme.

Avec Meaux et Chelles, Meaux — 43 500 habitants — est l'une des trois villes de Seine-et-Marne de plus de cent mille habitants où la majorité risque de céder la place à l'opposition. Près de la moitié de la population vit dans les quartiers nouveaux qui ont fleuri à la périphérie de la ville ; on y compte 20 % d'étrangers, les équipements sociaux sont comme ailleurs, insuffisants. La ville est étreinte par une « pénétrente ».

« Dans un mouchoir »

Dépenses de prestige, erreurs d'urbanisme, gestion autoritaire, manque d'information : ce sont les mêmes critiques que l'on entend dans la frange ouest du département, qu'elles s'adressent au docteur Happey, à M. Marc Jacquet (R.P.R.), ancien ministre, maire sortant de Melun — sa liste a fait appel à « Allez Melun ! », — ou à l'équipe qui tente de recueillir à Chelles la succession de M. Guy Rabourdin (R.P.R.), ancien député battu en 1973 par M. Borden (P.C.), — qui a quitté la Seine-et-Marne pour les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements de Paris.

La réponse des « apolitiques » ne varie guère non plus. « Allez Meaux ! », « Allez Melun ! », il faut « barrer la route de la mairie aux communistes ».

A Meaux, n'était une liste modérée dirigée par un membre du Rotary Club, qui est venu humilier quelques cartes de la gauche, semble avoir de bonnes chances de l'emporter, peut-être même dès le premier tour.

A Melun, il n'y a que deux listes : M. Marc Jacquet retrouve, avec le docteur Pierre Lespiat, un adversaire connu. Radical de gauche, M. Lespiat conduit une liste composée de 9 M.R.G., 13 P.S. et 9 P.C. M. Alain Vivien, député P.S., qui a enlevé le siège de député à M. Jacquet en 1973, se présente à Combe-la-Ville. C'est une manière de renvoyer l'ascenseur à M. Lespiat, qui, candidat réformateur en 1973, avait concouru à la défaite de M. Jacquet en se maintenant au second tour.

Le maire sortant, qui a conquis son poste en 1971, après avoir quitté la mairie de Barbizon, n'est pas sûr de le garder. Cela se joue, « dans un mouchoir ». Du côté de la gauche, la gauche électorale — la vitrine du cabinet médical bistré, la plaque de la permanence M.R.G. dévisée, les affiches décollées au fur et à mesure par les employés de la voirie — entretient l'optimisme.

A Chelles, enfin, à moins de vingt kilomètres de Paris, tout près de la Seine-Saint-Denis, la bataille oppose la liste issue de la municipalité sortante, conduite par le premier adjoint M. Grousselle, à celle de l'union de la gauche (2 M.R.G., 20 socialistes, 11 communistes), conduite par M. Gérard Bordin, qui voit seulement sa tâche un peu compliquée par une candidature écologiste.

Ailleurs, d'autres combats à l'issue plus incertaine peuvent amener de petits bouleversements.

A Dammarie-les-Lys, dans la banlieue melunoise, Mme Provencat, maire communiste, est menacée par un socialiste.

A Montesson, on se souvient que l'union de la gauche à dominante communiste est passée avec seulement 191 voix d'avance en 1971.

A Nemours, M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat (radical), doit se battre avec vigueur pour conserver son siège « pour la dernière fois ».

Tandis qu'à Provins M. Alain Peyrère, R.P.R., est assis dans son fauteuil de maire avec autant de sérénité que sur son fauteuil d'académicien.

FRANÇOISE BERGER.

POLITIQUE

L'AMBIENT  
LE BRAVE HOMME  
ET L'IFOP

M. Aymeric Simon-Loriot, député R.P.R. du Var et maire sortant de Sainte-Maxime, interrogé à l'assaut de la mairie de Toulon jusqu'au bout occupée par M. Maurice Arreckx (R.L.), qui se représente (« le Monde » des 23 et 24 février), nous semble particulièrement foudré à l'idée d'un sondage réalisé par l'IFOP, récemment publié dans la presse locale et très abondamment diffusé par les amis du maire sortant.

Les propositions avec lesquelles les Toulonnais sont invités à se désolidariser d'accord à ce qu'il s'agit d'accorder à son effet, les suivantes : « M. Simon-Loriot est trop amate de la ville », « M. Simon-Loriot ne connaît pas suffisamment la ville », « M. Simon-Loriot ne passe pas vraiment à la ville », Toulon n'est qu'un tremplin pour la suite de sa carrière politique.

Qui dit mieux ?

HÉRAULT

MONTPELLIER. — M. Mitterrand a participé mercredi 9 mars à un meeting de soutien à la liste d'union de la gauche, conduite par M. Georges Frêche, député P.S., et qui s'oppose à celle du maire sortant, M. François Delmas, R.L. (le Monde des 8 et 7 mars).

L'issue de la bataille est attendue avec d'autant plus d'intérêt et d'incertitude qu'un sondage publié par le journal *Libération* plaçait les deux principales listes à égalité (50-50), et qu'un premier tour d'autres listes compliquent la situation : celles de l'extrême gauche, conduite par M. Paul Allié (U.C.R. de Montpellier-Ecologie, la plus jeune par la moyenne d'âge et qui comprend notamment un architecte, un avocat agricole, et une troisième, apolitique, emmenée par M. Guy Bati, industriel, l'un des animateurs des clubs sportifs de la Paillade, et un autre, un club de football. En 1965 et 1971, M. Delmas avait été élu dès le premier tour.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

BIARRITZ. — Une liste d'écologistes se présente, conduite par M. Georges Hénichart, et sur laquelle figure M. Louis Pons, ancien ambassadeur.

PYRÉNÉES-ORIENTALES

PERPIGNAN. — Quatre listes sont en définitive en concurrence. Deux appartiennent à la majorité. La première est conduite par M. Paul Abau, député sortant, et apparaît comme soutenue par l'Élysée. La seconde est celle de M. Louis Camo, conseiller général républicain indépendant. Elle est soutenue par les différents groupes locaux de la majorité.

La liste d'union de la gauche est menée par M. Angélique, ex-cit (ex-P.S.), maire sortant, une liste d'extrême gauche s'est constituée. Elle comprend des membres de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskistes) et de l'Équipe des Trotskistes. Elle est conduite par M. Pierre Baron.

SAVOIE

● UGINE. — La fédération de Savoie du parti socialiste a exclu quatre conseillers municipaux sortants d'après avoir engagé sur une liste d'extrême gauche aux côtés du maire, M. Jean-Marie Menier, démissionnaire du P.S. Elle précise que cette exclusion est intervenue pour avoir refusé le terme à toute ambiguïté due à la présence de membres du P.S. sur deux listes concurrentes à Ugine.

Le maire a démissionné, le P.S. le veut dernier parce qu'il estime ne pas avoir trouvé auprès de son parti les appuis qu'il espérait dans la conduite des négociations avec le P.C.F. sur la constitution d'une liste d'union de la gauche.

SEINE-SAINT-DENIS

NOISY-LE-GRAND. — Mme Marie-Thérèse Goutmann, sénateur communiste, nous précise que la composition de sa liste présentée dans le Monde du 10 mars est inexacte. Cette liste comprend 15 P.C.F., P.S.U., 1 gaulliste d'opposition, et 6 têtes personnelles sans appartenance politique représentant différents courants de pensée.

VAR

TOULON. — Le secrétariat national du parti socialiste a confirmé, mercredi 9 mars, que les vingt socialistes dont M. Jean-Paul Barrière, animateur local du C.E.R.S., qui figurent sur la liste conduite par le P.C.F., sont exclus du P.S.

YVELINES

RAMBOUILLET. — M. Jean-Denis Casque, conseiller technique au cabinet du président de la République, qui conduit la liste de la majorité, contre celle de la municipalité sortante de même thèse « Patrimoine », précise qu'il se présente sous les couleurs de la majorité présidentielle et non comme républicain indépendant.

**Vienne**  
Vois quotidiens en DC 9 départ 20 h 45 Orly-Sud

**AUSTRIAN AIRLINES**  
Lignes aériennes Autriches  
12, rue Auber, Paris - Tél. 266.34.66  
Renseignements touristiques : Office National Autrichien du Tourisme

Le nouveau livre de  
**RAYMOND ARON**

**Plaidoyer pour l'Europe décadente**

Les enceintes :  
fiez-vous à vos oreilles,  
pas à leur taille.

Encelintes Célestion  
Dillon UL 6

Chaine Quartz n° 2 :

1 - Plateau Technique St. 20  
2 - Ampli-tune Paresse SX-150  
3 - Encelintes Célestion Dillon UL 6

**3.980 F**

en pop, confort d'écoute, tels sont les vrais critères. Ceux que nous avons utilisés pour sélectionner les Célestion Dillon UL 6. Venez les écouter avec nous. Et prendre les "Dossiers Quartz-IFT" que nous avons mis de côté pour vous.

**QUARTZ IFT**  
Pour bien réussir votre chaîne.

Neuilly 110 av. Ch. de Gaulle  
M<sup>o</sup> Sablon

Paris 31, bd Sébastopol  
M<sup>o</sup> Châtelet

Marseille 39, av. J. Cantini  
M<sup>o</sup> Castellane

IMMENSE  
GARDE-MEUBLES  
**BAILLY**  
148 AV. DU MAINE  
75014 PARIS  
567.43.00

NUMÉRO  
SPÉCIAL  
1957-1977

La  
Communauté  
20 ANS  
après

Du Traité  
de Rome  
à l'élection  
européenne

**30 JOURS D'EUROPE**

La vie quotidienne  
de 260 000 000  
d'Européens.

**GRATUIT**

Si vous voulez  
recevoir gratuitement  
30 JOURS D'EUROPE  
pendant 3 mois  
envoyez ce bon  
à :  
61, rue  
des Belles-Feuilles  
Paris 16<sup>e</sup>

NOM \_\_\_\_\_

RUE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

ou mont st-michel

**DEAUVILLE**  
52 WEEK-ENDS PAR AN

Après "Castel Guermantes et Castel Nörmänd"  
PRODOMO VOUS PROPOSE SA DERNIÈRE RÉALISATION

**Castel Saint-Clair**

en plein centre, à 200 mètres du casino  
luxueux studios et appartements dans un immeuble de style  
avec grand jardin intérieur.

Services intégrés facilités : entretien, petits-déjeuners,  
abonnements sportifs : golf, tennis, piscine, etc., gestion de votre propriété.

Renseignements et vente :  
● Deauville : 64 rue du Général Leclerc  
Tél. : 88.09.75, tous les jours  
● Paris : Prodomo S.A.  
7 place de Valois, 75001 Paris  
Tél. : 261.66.52

Bon pour une documentation gratuite, à adresser à :  
Prodomo S.A., 7 place de Valois, 75001 Paris

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

61766

Office National Autrichien du Tourisme

**M. OLIVIER GUNCHARD : le P.S. est notre adversaire numéro 1.**

M. Olivier Gunchard, ministre délégué, garde des sceaux, a déclaré mercredi 9 mars à Grenoble : « Pour le parti communiste, les municipalités qu'il a conquises sont depuis toujours des bastions, des centres de propagande, des tribunes pour l'opposition, pour la mise en cause permanente de l'Etat. Les socialistes d'hier croyaient, eux, au socialisme municipal, et dans cette expression, les tribunes pour l'opposition, pour la mise en cause permanente de l'Etat. Le parti socialiste d'aujourd'hui veut des municipalités murzistes et là encore c'est l'adjectif « murziste » qui compte. Le parti socialiste s'est aliéné. Le parti communiste refusait de considérer que la démocratie locale s'occupe d'affaires locales. Pour lui, tout relève de l'Etat, tout est affaire de société et il faut changer de société. Les socialistes d'hier croyaient à la démocratie locale, ils s'occupaient de gérer des affaires locales, ils étaient à l'Etat. Mais le parti socialiste d'aujourd'hui est d'accord aujourd'hui pour dire : « C'est tout ou rien, il est d'accord pour nationaliser la vie locale, il est aliéné ». Le parti socialiste est notre adversaire numéro un. Il est dangereux pour la démocratie locale : il est d'autant plus dangereux qu'il est tout ignorant de bonne conscience démocratique. »

les FEMMES  
représentent  
53% du corps électoral

**LES FEMMES A LA MAIRIE !**

nous, conseillères municipales

**CERF**

11.145 en 1965  
20.694 en 1971  
sur 466.682 conseillères municipales

Combien seront-elles en 1977 ?

Différentes par leurs situations sociales, par leurs options politiques, des conseillères municipales disent avec humour comment elles sont arrivées à la mairie et assurent leurs responsabilités dans les Conseils municipaux à une forte majorité masculine.

Col. Pour quoi je vis 20F.

**CERF**

après inventaire  
prix exceptionnels  
sur tous nos  
**tapis**

**20 % ORIENTS**  
d'origine

**15 % CHINOIS ROUMAINS**  
d'origine

Les Lisses de France  
98 bd haussmann Paris 8  
tél. 522.68.25 - 88.68  
VELIZY 2 tél. 946.28.36

Le nouveau  
**STUDIO 1**

7cv.

**SAFI**

**LEROI**



## POLITIQUE

## M. Sarre : l'écologie, il y a ceux qui en parlent et ceux qui en font

M. Georges Sarre, candidat socialiste à la mairie de Paris, a déclaré, jeudi 10 mars, au cours d'une conférence de presse sur un bateau-mouche :

« Il en va de l'écologie comme de bien d'autres domaines. Il y a ceux qui en parlent et ceux qui en font. Le tapage de ceux qui en parlent est à la mesure des mutations et des forfaits qu'ils ont accomplis en étant au pouvoir. »

« M. Chirac revêt le masque de l'impopulaire : lui qui compte bien poursuivre le règne du béton et de l'automobile dont il veut hériter. Quant à M. d'Ornano, c'est plutôt de souffler court et de basse détermination qu'il faudrait parler. Aurait-il déjà publié que ses amis républicains indépendants ont voté le principe de la voie express pour la gauche ? Attendez la semaine des élections pour ouvrir au public les jardins de son ministère jusqu'ici rigoureusement interdits même à son propre personnel depuis près de trois ans, relève de l'indécence. »

« Nourri de la désapprobation générale à l'encontre de ces pratiques, le mouvement écologiste est une force complémentaire qui va dans le sens de notre action pour sensibiliser, faire comprendre et agir. Mais à l'heure des élections municipales, ce mouvement se comporte comme un parti politicien. Il révèle alors ses propres limites. Composé, il en est réduit, sous peine de défection, à s'appuyer sur une fausse rentabilité, bref, sur une irresponsabilité qui risque d'induire l'électeur en erreur et de différer les choix

fondamentaux. L'écologie est politique, tout simplement parce que l'environnement quotidien est la capitale. »

« Voilà pourquoi, inlassablement, avec obstination et sérieux, les partis de gauche multiplient depuis cinq ans les propositions de lois novatrices qui ne sont pourtant jamais examinées par une majorité qui se targue d'améliorer le cadre de vie. Conscients que les principales dispositions à prendre relèvent d'un changement de société, les partis de gauche font néanmoins les propositions immédiates dont les grandes lignes sont les suivantes :

« 1) Réduction de l'usage de la voiture pour mettre un terme à la congestion, la fatigue et la nervosité qui résultent de son développement anarchique ;

« 2) Reconquête du dixième des rues de Paris, aujourd'hui occupées par la voiture et demain réservées aux piétons, aux marchands, aux jardins, aux cyclistes, aux autobus ;

« 3) Ouverture de 85 hectares d'espaces verts, au coin des rues de Balleville et des Pyrénées (19<sup>e</sup>), à la sortie du métro, les gens qui, l'air absent ou fatigué, reviennent de leur travail ne sont pas pressés d'aller « entretenir avec Henri Fiszbin », comme les y invite une dizaine de militants du P.C. Ceux-ci sont sur les lieux depuis une bonne heure à distribuer des tracts, à recueillir des signatures (une cinquantaine déjà), à discuter avec qui le veut bien. »

« Le « chef de file » des candidats communistes à la mairie de Paris, M. Fiszbin (qui est aussi député de Paris), vient d'arriver, au volant de sa voiture. Il est vêtu avec élégance, manie son bien coupé, cravate de bon ton. Plus professeur qu'agitateur. Avec ses lunettes à monture d'éclaire, ses cheveux grisonnants, sa simplicité de manières qui se refuse à la familiarité de façade, il fait sérieux. Cet ancien ouvrier tourneur de près de quarante-sept ans, a tout de lui la silhouette d'un maire... »

## Face aux « créateurs »

## LE CANDIDAT SOCIALISTE DÉFINIT LA POLITIQUE CULTURELLE DE SON PARTI

M. Georges Sarre a lu une déclaration définissant les options du parti socialiste en matière culturelle pour la capitale au cours d'une réunion organisée mercredi 9 mars au Théâtre d'Orsay et à laquelle assistaient des personnalités du monde des arts et du spectacle.

« Signifiant, M. Sarre a déclaré : « la mise en œuvre de la culture n'est pas une affaire de spécialistes, c'est une affaire de tous. » M. Georges Sarre a quelque peu révisé les conclusions de ses précédentes déclarations, faites à quelques jours de l'ouverture du Centre Georges-Pompidou, qui semblaient indiquer que l'offensive culturelle du parti socialiste se limiterait à la mise en place de centres d'expression spontanée et à la remise en service des lieux de culture. Fidèle aux options antérieures, M. Sarre a défini, cette fois, trois priorités concrètes : l'enseignement et la formation, la vie des quartiers, l'aide à la création, en s'appuyant sur des critères comme la pauvreté des conservatoires d'arrondissement, les difficultés des Maisons des jeunes et de la culture, ou l'absence d'ateliers accessibles à de jeunes artistes. »

« Si la capitale est administrée par un maire socialiste, elle consacrerait 5 % de son budget aux activités culturelles », a déclaré M. Sarre, avant de promettre qu'« un effort particulier serait fait en faveur des bibliothèques » et que « la beauté reprendrait bientôt tout sa place dans la cité ». A R.

« M. Georges Sarre, candidat du parti socialiste, est revenu mercredi 9 mars au métro de France-Inter sur le débat qui, la veille, l'avait opposé sur TF1 à M. Chirac et au cours duquel le président du R.P.R. l'avait présenté comme un « marxiste » et un « révolutionnaire ». Il a déclaré : « En me collant l'étiquette de révolutionnaire, la droite entend bien sûr me dénigrer comme un personnage inquiétant. Je dois lui rappeler que le parti socialiste a un programme : changer la vie. En me présentant comme son candidat, le parti socialiste engage par moi à changer la vie quotidienne des Parisiens et des Parisiennes. Ce n'est pas forcer les mots que de dire qu'il s'agit d'un programme tout naturellement révolutionnaire. »

## PARIS-ÉCOLOGIE DÉNONCE LA RÉGIE IMMOBILIÈRE DE LA VILLE

Paris-Écologie, qui a manifesté mercredi 9 mars devant les locaux de la RIVP (Régie Immobilière de la Ville de Paris), 4, place Saint-Thomas-d'Aquin, dans le septième arrondissement, affirme dans un communiqué qu'en cas de succès dans l'élection à la mairie de la capitale il retirera tout pouvoir à cet organisme chargé de la gestion et de la restauration d'immeubles appartenant à la ville.

Paris-Écologie déclare : « Nous trouvons scandaleux que ce parti-moine soit géré par une société d'économie mixte dont les actions appartiennent en majorité à des banques d'affaires. Cette société agit exactement comme un promoteur privé, exploitant les habitants traditionnels et construisant du grand standing. »

« M. René Ribière, député (non-inscrit) du Val-d'Oise, demande au ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, dans une question écrite, « s'il a pris connaissance de la proposition de loi tendant à limiter l'indépendance de l'environnement urbain et rural par une stricte réglementation de l'habitat, déposée par le député de la République, M. d'Ornano, et s'il en a pris connaissance ». Il souhaite connaître s'il en approuve les termes et ce qu'il pense de « l'ajoutage sauvage d'actuellement précipité par amis politiques (M. Poniatowski est président du comité exécutif de la Fédération nationale des R.I.) au régime de la réglementation existante, à l'occasion de la campagne municipale. »

## M. Chirac multiplie les appels aux abstentionnistes et aux hésitants

Bien qu'il ait affirmé le 26 février que sa fonction de président de l'Assemblée nationale lui imposait « une certaine réserve », M. Edgar Faure est venu, mercredi 9 mars, apporter son soutien à la liste paritaire par M. Chirac dans le 19<sup>e</sup> arrondissement. Il est venu, en outre, conduit par M. Allard, se réclamer aussi du Nouveau Centre social, que préside M. Edgar Faure. Celui-ci s'est vivement attaqué au programme commun et notamment aux nationalisations. Évoquant l'élection du Parlement européen au suffrage universel, il a affirmé : « L'Assemblée européenne doit avoir des pouvoirs limités et ne rien valoir qui puisse porter atteinte à l'indépendance nationale. Toutefois, l'Europe de l'Europe peut se manifester sur un certain nombre de problèmes qui relèvent de l'Europe : c'est le cas, par exemple, de l'environnement et des problèmes sociaux. »

M. Jacques Chirac a pris la parole à deux reprises dans la soirée de mercredi. Dans le dix-huitième arrondissement, pour soutenir la liste de M. Joël Le Tac, député R.P.R. il a été reçu par quelques centaines de sympathisants à quelques mètres du chapiteau où M. d'Ornano tenait un meeting. Affirmant que dans ce secteur la liste gaulliste pourrait maintenir l'emploi sur celle qui conduit le ministre de l'Industrie, M. Chirac a surtout lancé un appel aux abstentionnistes et aux hésitants.

Au même moment se tenait dans une école du seizième arrondissement une autre réunion où, devant plus de mille personnes, M. Yves Guéna, député politique du R.P.R., a notamment affirmé : « La désignation de M. d'Ornano s'est faite sans aucune concertation. Je ne puis le dire, car j'y suis personnellement. Ce n'est pas un arbitrage, c'est une désignation impériale et arbitraire. » Il a déclaré en provoquant les rires : « Partout nous sommes en tête, selon les derniers sondages... qui sont les bons. »

Après M. Frazat, qui conduisit la liste, M. Jacques Chirac a lancé à son arrivée : « Je veux vous annoncer une nouvelle : c'est que nous allons gagner dans ce secteur. Je le sais et je le sais, pour peu que nous réussissions à convaincre les hésitants. »

L'ancien premier ministre a assuré que M. Poniatowski avait toujours souhaité des élections primaires à Paris « afin d'éliminer ceux qui avaient soutenu le général de Gaulle et Georges Pompidou ». Il a ajouté : « C'est une analyse dangereuse et injuste, car ces élus méritaient au moins quelques considérations. » M. Chirac a longuement insisté sur le caractère « marxiste-téniste du parti communiste malgré ses écarts tactiques » et il a cité des documents du C.E.R.E.S. qui, a-t-il dit, sera bientôt majoritaire dans le parti socialiste « pour affirmer qu'il veut « prendre les municipalités pour en faire des bases d'essor contre le pouvoir de l'État ». Il a répété que « la démocratie

Le bureau national du P.S.U. a publié lundi 7 mars une déclaration dans laquelle il indique que les socialistes unifiés seront présents dans 101 villes de plus de 30 000 habitants et 287 de moins de 30 000. Le nombre des villes dans lesquelles le P.S.U. figure sur une liste d'union de la gauche est respectivement, dans chacune de ces deux catégories, de 75 et de 200. À l'État, le P.S.U. présente 1 400 candidats.

Le « Bulletin d'information sur Paris et l'Île-de-France » vient de publier son numéro 2. Le sommaire (20 pages) comporte des reportages et des interviews concernant les élections municipales des statistiques sur l'évolution des prix, des nouvelles sur l'emploi, la vie des immigrés, l'actualité culturelle, des renseignements pratiques et des listes d'adresses utiles.

L'abonnement au bulletin, édité par l'Association Région Paris-Press, est de 250 F par an. La somme de 200 F mentionnée dans nos éditions datées du 8 mars correspond à un abonnement de lancement valable jusqu'au 31 mars 1977, rue de la Roquette, 75011, Paris).

## M. LE PEN : la campagne a pris un tour illégal et choquant

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a pris la parole, mercredi soir 8 mars, au palais de la Mutualité, à Paris, au cours d'un meeting organisé par les candidats des listes Paris aux Parisiens, dont l'ancien député est le chef de file. Devant un millier d'auditeurs environ, M. Le Pen a déclaré : « La bataille municipale a pris dans la capitale un tour à la fois illégal et choquant. Illégal, parce que les dispositions assurant l'égalité des candidats devant les urnes sont constamment bafouées. Choquant, parce que de nombreux candidats politiques tentent de détourner les électeurs de leur devoir le plus simple et le plus clair : apporter leurs suffrages à ceux dont ils portent les idées. »

Le président du Front national a accusé la majorité d'avoir « envahi la France en violant le statut de la gauche ». A propos de l'entreprise de M. Jacques Chirac, il a estimé que l'ancien premier ministre « est un prodigieux animal politique, qui a le mérite de poser à la majorité un problème intéressant, mais qui manque la foi en la France. »

## INSTANTANÉ

## M. Couve de Murville ou l'art discret d'un candidat

« Couve » aux municipales ? Qui l'a dit ? Qui l'a dit ? Lui-même n'y songeait pas l'an dernier et ne se serait pas engagé dans la bataille de Paris si elle n'avait pris un tour politique tel, que son siège de député risquait d'être bientôt mis en question.

De l'Etoile à la Concorde, de Clichy à la Seine, s'étend le 8<sup>e</sup> arrondissement, l'un des plus vastes de la capitale, et des moins peuplés : cent trente-sept habitants à l'hectare, et des habitants (chefs d'Etat, ambassadeurs, ministres, P.-D.G. de grandes sociétés) qui voient ailleurs.

Norpois ou autres, quelques fantômes hantent aussi le quartier, sortis de l'observation d'un antan de Monceau et des jardins Marigny, mort prématurément à quelques pas de là, il y a plus d'un demi-siècle.

Ce siège de député, que M. Maurice Couve de Murville occupe depuis 1973 (8<sup>e</sup> secteur), recoupe exactement les limites du 8<sup>e</sup> arrondissement, dont le conseiller sortant, M. Philippe Tolly (C.D.S.), a été, aux dernières législatives, son adversaire malchanceux.

En chassant de l'Hôtel de Ville ce conseiller, tête de la liste d'Ornano, l'ancien premier ministre effectuait donc une opération à double détente. Il espérait également entraîner à sa suite, au conseil municipal, les trois autres candidats de la liste Chirac, qu'il anime, et notamment M. Raymond Bourguin, directeur de l'habitat de la Ville de Paris, président de la fédération parisienne du Centre national des indépendants. Ce conseiller, qui l'avait combattu en 1973, lui apporte aujourd'hui, sur sa droite, un soutien non négligeable.

« Il est si peu candidat », confie l'un de ses partisans. Déjà, en 1968, un chroniqueur avait qualifié M. Couve de Murville « d'élophé blanc de la politique française ». C'était à la Baule, aux Journées de l'U.N.R. Premier ministre depuis peu, il avait montré un homme très britannique et un humour au second degré qui avaient consacré son originalité. Réputation très méritée ce jour-là : on l'avait vu, en effet, s'amuser du succès populaire de Jean Bédaride, alors vedette du journal télévisé. Monnant les marches du « casino » où se tenait le colloque gaulliste, notre confrère, aujourd'hui décédé, avait été longuement oclamé, et le contraste était saisissant

entre ces applaudissements démesurés et ceux qui avaient ensuite salué le premier ministre. A en avoir ri sans amertume.

« Si peu candidat », c'est une autre étiquette. Candidat subtil et discret, certes (M. Couve de Murville n'aime pas le « cirque » électoral et préfère les contacts personnels), mais candidat habile. D'ailleurs, serait-il convenable d'être malade ? Dans son journal, dans ses réunions, les bons arguments sont distillés avec calme, parfois avec ce grain de candeur qui sied à la bonne foi.

Parlant de son adversaire centriste : « Il est plaisant, déclarait-il, de le voir se prévaloir contre notre liste, contre moi-même en particulier, du nom de M. Raymond Barre (...) Je ne l'ai pas attendu pour entraîner avec M. Barre des relations amicales et confiantes, et pour soutenir en toutes occasions l'action qu'il a entreprise pour le bien du pays (...). Si M. Barre n'était soutenu que par ses amis (ceux de M. Tolly) il y a longtemps qu'il ne dirigerait plus le gouvernement. »

M. Couve de Murville souhaite la réconciliation des « frères séparés », après le premier tour. « Mais, précise-t-il, le désistement électorale des maux placés n'est pas encore accepté par M. d'Ornano (...). Or des désistements de maux grés n'entraîneraient pas les électeurs. » De politique étrangère, il n'est pratiquement pas question. En revanche, le candidat ne craint pas d'évoquer le loi sur l'avortement et la législation sur les plus-values, « qu'il n'a pas vu ». »

« Ce n'est pas à moi qu'on apprendra ce qu'est un puriste », avait-il naguère déclaré à Ben Gourion (1). Etait-ce l'avoué d'une tendance profonde ou la simple affirmation d'une conscience due à sa formation protestante ?

Cette confiance témoigne de l'ambiguïté d'un certain langage que M. Couve de Murville effectue toujours. Mais, s'il existe à son sujet un « mystère » que l'ancien premier ministre ne cherche pas à dissiper, le candidat ne dissimule pas ses choix politiques ou éthiques. Son art est de les proclamer sans éclat.

ALAIN GUICHARD.

(1) Propos rapportés par René Debarrat dans la Vie française du 27 septembre 1968.

## INSTANTANÉ

## Un «débat tranquille» au métro «Pyrénées»

« La plus dure, c'est d'accrocher. » C'est vrai, en cette fin d'après-midi, au coin des rues de Balleville et des Pyrénées (19<sup>e</sup>), à la sortie du métro, les gens qui, l'air absent ou fatigué, reviennent de leur travail ne sont pas pressés d'aller « entretenir avec Henri Fiszbin », comme les y invite une dizaine de militants du P.C. Ceux-ci sont sur les lieux depuis une bonne heure à distribuer des tracts, à recueillir des signatures (une cinquantaine déjà), à discuter avec qui le veut bien.

« Le « chef de file » des candidats communistes à la mairie de Paris, M. Fiszbin (qui est aussi député de Paris), vient d'arriver, au volant de sa voiture. Il est vêtu avec élégance, manie son bien coupé, cravate de bon ton. Plus professeur qu'agitateur. Avec ses lunettes à monture d'éclaire, ses cheveux grisonnants, sa simplicité de manières qui se refuse à la familiarité de façade, il fait sérieux. Cet ancien ouvrier tourneur de près de quarante-sept ans, a tout de lui la silhouette d'un maire... »

« Le « chef de file » des candidats communistes à la mairie de Paris, M. Fiszbin (qui est aussi député de Paris), vient d'arriver, au volant de sa voiture. Il est vêtu avec élégance, manie son bien coupé, cravate de bon ton. Plus professeur qu'agitateur. Avec ses lunettes à monture d'éclaire, ses cheveux grisonnants, sa simplicité de manières qui se refuse à la familiarité de façade, il fait sérieux. Cet ancien ouvrier tourneur de près de quarante-sept ans, a tout de lui la silhouette d'un maire... »

## Un plateau d'argent

Une question sur le Centre Beaubourg est l'occasion d'un bref exposé sur la politique culturelle. Une autre, sur la Concorde, amène un développement sur l'industrie française, « brisée » par ceux qui veulent faire de la France « une puissance de troisième ou quatrième zone ». Toujours le même refrain : « Nous ne vous apporterons pas le bonheur sur un plateau d'argent. »

Toujours le même souci pédagogique et la même volonté de tenir un langage responsable. Un vieil homme, au bord des larmes : « Pourquoi m'a-t-on coupé les assurances sociales ? Qu'est-ce que je vais faire de ma vie ? » M. Fiszbin tente de l'apaiser, lui conseille de venir le voir à sa permanence.

Un contradicteur s'étonne du petit nombre de femmes à la tête des listes de gauche. Sur vingt et un candidats communistes dans les cinq secteurs tenus par la gauche, onze sont

des femmes, souligne le chef de file du P.C.

Une dernière question : la victoire de la gauche peut-elle entraîner des élections législatives anticipées ? « Il faut se méfier de la dramatisation », répond M. Fiszbin. L'avis est partagé : l'image de la campagne menée par le P.C. Les communistes proposent aux Parisiens un « débat tranquille ».

Avant cette rencontre avec la population, M. Fiszbin recevait, comme chaque semaine, à la mairie du dix-neuvième, quelques-uns de ses électeurs. L'un voulait lui exposer ses difficultés à trouver un logement. L'autre demandait à bénéficier de l'aide sociale. Une très vieille dame souhaitait obtenir de lui un rendez-vous avec le préfet. Aucun de ses visiteurs ne songait à lui parler de la « bataille de Paris ». Comme si cette bataille se confondait, pour eux, avec la vie quotidienne. — T. F.

Une dernière question : la victoire de la gauche peut-elle entraîner des élections législatives anticipées ? « Il faut se méfier de la dramatisation », répond M. Fiszbin. L'avis est partagé : l'image de la campagne menée par le P.C. Les communistes proposent aux Parisiens un « débat tranquille ».

Avant cette rencontre avec la population, M. Fiszbin recevait, comme chaque semaine, à la mairie du dix-neuvième, quelques-uns de ses électeurs. L'un voulait lui exposer ses difficultés à trouver un logement. L'autre demandait à bénéficier de l'aide sociale. Une très vieille dame souhaitait obtenir de lui un rendez-vous avec le préfet. Aucun de ses visiteurs ne songait à lui parler de la « bataille de Paris ». Comme si cette bataille se confondait, pour eux, avec la vie quotidienne. — T. F.

**CINQUANTENAIRE de MADELIOS**  
DU LUNDI 14 AU SAMEDI 26 MARS  
**DES PRIX CINQUANTENAIRE**  
DANS TOUS NOS RAYONS

Place de la Madeleine - Paris ouvert de 9 h à 18 h 30 - Parkings gratuits pour nos clients

محضان النجل



## La plainte contre Mme Giroud a été déposée par d'anciens résistants pour «usurpation de titre»

100



# PHALLOCRATES!

## LISEZ CHARLIE HEBDO

Tous les Jendish, F50

### PROSPECTIVE DE L'ÉTAT

ALAIN PLANTÉY  
conseiller d'Etat

## LES PRINCIPES D'UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE / L'AVENIR DE LA CHOSE PUBLIQUE

16 x 21/208 p./broché  
ISBN 2-222-01857-2

38 F

Editions du CNRS en vente chez votre librairie  
15 quai Anatole France, 75000 Paris documentation MPE gratuite sur simple demande.

# ALFASUD

- berlines, coupé, break de 7 cv, 2, 3 et 4 portes
- traction avant, boîte 5 vitesses
- freins à disques sur les 4 roues et double circuit
- insonorisation poussée, volant et sièges réglables

**VOTRE CONCESSIONNAIRE ALFA ROMEO EST DANS LE SECRET.**

**alfa dupleix** 6 rue Dupleix 75015 Paris  
Tél. 566 09.09  
ESSAIS et VENTES du lundi au samedi soir sans interruption.

## POLITIQUE

LA « BATAILLE » POUR LA MAIRIE DE PARIS

CORRESPONDANCE

Dans le douzième arrondissement

## Requiem pour une majorité décadente

M. Jean-Baptiste Bonis, membre du parti socialiste, tête de liste d'union de la gauche dans le douzième arrondissement, nous écrit à la suite de la tribune du 13 mars de M. Doublet, ancien préfet de la région parisienne, candidat républicain de gauche sur la liste d'Union pour Paris (M. Chirac) dans le même arrondissement (le Monde du 3 mars) :

Le douzième arrondissement de Paris, récemment encore présenté et traité comme fief de la majorité triomphante, figure désormais parmi les secteurs où la défaite de la droite peut survenir. Pour une majorité qui romprait et vaquait à ses intérêts personnels et concurrents, quelle surprise et quelle crainte ! Quel ! le temps où M. Frey pouvait gérer tout à la fois le douzième, le ministère de l'Intérieur, les postes et les affaires de l'U.M.F.-C.D.R. le temps où M. de Benouville gisait le douzième et les affaires de son patron M. Dassault n'est plus ? En ce temps, si proche, pour régner et dominer le douzième, les recettes étaient faciles : un ou deux photographes zélés, un jour de prise de vues par mois pour les visites des élus à quelques commerçants impressionnés, les poignées de main à quelques personnes âgées coiffées à queue de carrefour, devant les bâtiments publics, sur des lieux de construction où s'échouaient les vrais travailleurs, pouvaient tenir lieu d'action et de gestion des intérêts des habitants du douzième.

Ce temps est bien fini, en effet. Le chant unanime des conseillers sortants à la gloire de leur gestion passée a fait place à une cacophonie où les cris et les dénégations réproches vont bon train : l'un se proclame pacificateur et homme d'union, l'autre affirme le gestionnaire fidèle à M. Frey et dénonce « les candidats de diversion qui ne représentent qu'eux-mêmes ». Mais, derrière tout cela, quel manque de discrétion ! L'ancien syndic de Paris (M. Planchet), récemment remercié (la suite à qui ?) de l'Union pour Paris, patron de M. Dassault, pour céder bientôt sa place au petit-fils dudit patron, Olivier Dassault, aux dires d'un élan rival : et la U.M.F.-C.D.R., figure l'ancien conseiller de M. de Benouville (M. Roquet), toujours journaliste à Jours de

France, nonobstant ces querelles. La majorité, toujours assise sur ses intérêts bien compris, présente le visage mi-tragique mi-grotesque de Janus.

Duit-on attendre plus de cohérence dans les positions prises à chacun des dans de la majorité ? Il n'est pas sans comique de relever dans le même numéro du journal *Mon quartier* les affirmations du député Magaud sur les luttes qu'il a menées contre l'administration pour faire schématiser les projets de rocade Italie-Nation, de construction d'un hypermarché dans le bois de Vincennes, etc., et les propos de gestionnaire satisfait de son collègue M. Doublet, hier encore préfet de la Seine et représentant de ladite administration, contre lequel M. Magaud, si on l'en croit, guerroyait il y a quelques années.

Cela explique que l'on ne puisse guère prendre au sérieux les propos de l'ancien préfet Doublet, prétendument garant, par sa compétence, de la réussite de la gestion à venir. La gestion du douzième par la majorité montre à l'évidence le manque de prévision, le manque d'attention aux intérêts des habitants de cet arrondissement, mais révèle au contraire le sens de l'intérêt des groupes financiers qui ont mis notre arrondissement en coupe réglée. Le réquisitoire des électeurs est donc sensé.

Au plan immobilier, les conseillers sortants ont ignoré les opérations d'amélioration de l'habitat ancien (50 % des logements n'ont pas de salle de bains, 40 % n'ont pas de WC), pour céder les terrains aux groupes immobiliers pressés de réaliser d'importants profits au hasard d'opérations de rénovation : de 1969 à 1977, le douzième par la majorité a passé de 5 000 F à 7 000 F dans le douzième, et l'augmentation du prix à été de 72 % dans les deux dernières années. Depuis un an, les promoteurs immobiliers ont passé de balcon ou de loggia à 50 % du prix du mètre carré habitable. Sur un total de quelques milliers d'habitants, ils ont fait passer de 12 000 F à 15 000 F le prix fort, le nombre d'habitants et d'ILLN est ridicule (à peine 10 %). En quoi la Caisse des dépôts et consignations intervient dans des opérations de rénovation, c'est une de ses filiales spécialisées qui vend à des prix équivalant à ceux des promotions privées. Ainsi, toute une population a été poussée de ses foyers vers les banlieues, cependant qu'une nouvelle couche de cadres moyens, attirés sur ces lieux, continuent de payer des loyers élevés, ont, eux aussi, renoncé : 30 % ont disparu récemment.

Sur le plan des transports et de la circulation, malgré l'amélioration de quelques lignes ou voitures, les modifications sont sans rapport avec les besoins nés de cet urbanisme anarchique (13 personnes au mètre carré aux heures de pointe dans les métros de la ligne Vincennes-Neuilly). Certaines artères (rue de Cha-

renton, rue des Meuniers, rue de Wattignies...) sont encombrées à toute heure parce qu'on y a construit des milliers d'appartements sans étudier les moyens de stationnement, de parking et de circulation. Cinq mille quatre cents voitures sont décomptées à midi sur le pont d'Austerlitz. Des secteurs entiers de notre arrondissement se trouvent ainsi paralysés pour longtemps.

Dans le domaine des équipements collectifs, pas une seule maison de jeunes dans le douzième ; si peu de places d'habitation dans les crèches que la moyenne reste inférieure de moitié aux normes de l'O.M.S. Et, cependant, la moitié de la surface de l'arrondissement relève d'emprises publiques.

Les besoins en activités sportives et de loisirs ne sont pas pris en compte. Sur le plan culturel, notre arrondissement est quasiment désert. Et ce n'est pas quatre ou cinq cinémas de quartier, une bibliothèque-discothèque à peine suffisante pour les riverains immédiats, qui feront oublier l'utilisation de tous les locaux publics au profit d'un centre culturel de prestige (Beaubourg) sans effet réel sur la vie culturelle de cet arrondissement. Quant aux associations sportives, réduites à se disputer les quelques courts de tennis, elles ont appris avec stupeur par le journal de la majorité qu'elles étaient toutes subventionnées pour faire face à leurs dépenses d'équipement et de fonctionnement.

Face à ces carences, le parti socialiste a proposé dans le douzième arrondissement un plan global où figurent en première urgence :

- La création d'une maison pour tous ;
- La transformation de la gare de la Bastille en lieu d'exposition ;
- L'aménagement sur le viaduc de ce viaduc pour promenade publique jalonnée d'espaces verts et d'espaces de jeux ;
- La restauration des arches de ce viaduc pour abriter des associations d'habitants de local ;
- L'utilisation des terrains publics (lot Chalon, Bercy, gare de Reuilly) à des fins d'implantation de logements H.L.M.-I.L.N. sans méprisisme et d'équipements socio-culturels.

En vérité, une majorité aux abois, contrainte de rendre des comptes, cherche des fautes pour camoufler le peu de souci qu'elle a pris de la vie et de l'équilibre humain du douzième. Les électeurs, de plus en plus conscients des problèmes d'environnement qui les assaillent, et sachant désormais où les conduirait un nouveau mandat confié à des conseillers

sortants peu responsables, chercheront de prendre leur ville et leur arrondissement en main les 13 et 20 mars prochains.

### Le président et le maire

M. Bruno Isaac nous écrit : Il nous semble que le président du Rassemblement pour la République ne dit, peut-être, pas tout.

Le maire de Paris ne sera-t-il pas immédiatement après le président de la République, le deuxième élu de France ? Par le nombre des voix qui se seront portées sur ses listes dans la capitale, assurément oui ! Ne serait-ce pas là le moyen le plus efficace, et le moins contestable, pour se parer d'une stature d'ampleur quasi nationale ? Pour préparer un très grand match « au sommet » ? Si oui, l'affrontement avec l'union de la gauche à bon dos ! Qui nous répondra ?

### Les immigrés et l'hôtel de ville

M. Fakhreddine Mzou, rapporteur de la commission sociale de l'Assemblée des Français en France, souligne l'intérêt que portent les « immigrés parisiens » à l'élection municipale de Paris. Il nous écrit :

Pour les nombreux immigrés, la bataille pour la mairie de Paris ressemble étrangement à un film du Far-West. On tire de partout. C'est là, peut-être, un aspect de la démocratie. Seulement, ce western est en version originale. Tous les acteurs — vedettes comprises — ne parlent qu'un dialecte, comme si Paris était un bourg quelconque.

Certes, Paris est la capitale de la France. Elle est aussi un centre mondial de rayonnement de la culture, des finances et de la politique. Paris est une capitale internationale, où vivent près d'un million d'étrangers. Ce sont les immigrés parisiens. Ils construisent Paris et sont les mal-logés. Ils nettoient Paris et habitent les quartiers insalubres. Ils payent les taxes locales et ne sont point consultés. Ils vivent l'insécurité et sont présentés comme la cause de l'insécurité.

Sont-ils parisiens ? Oui ! Car ils aiment Paris. Tout comme les Normands de Paris, les Corréziens de Paris ou les Bretons de Paris ; ils aiment Paris, y travaillent et y vivent. Pourtant, aucun des candidats n'en parle. Aucun des programmes proposés ne fait allusion aux problèmes complexes propres à cette catégorie de Parisiens.

### Sept thèses pour une majorité d'idées

par EDGAR FAURE

176 pages  
29 francs

ANDRÉ LESON 10, rue de Réperon, 75006 Paris

# LETTRE OUVERTE

ALBIN MICHEL

Maurice Duvenger  
Lettre ouverte  
aux socialistes

Michel Jobert  
Lettre ouverte  
aux femmes  
politiques

Pierre Vianson-Ponté  
Lettre ouverte  
aux hommes  
politiques

Francis Nourissat  
Lettre ouverte  
à Jacques Chirac

هناك من النحل



(PUBLICITÉ)

# LA FEMME, L'ENFANT ET LES PROFESSIONS DE SANTÉ

## Aider à mieux naître

### CHATENAY-MALABRY: Une prise de conscience collective

Le jeudi 25 novembre 1976 se trouvaient réunis à la faculté de pharmacie de Châtenay-Malabry plusieurs centaines de pharmaciens venus de toute la France s'informer des réalités de la femme enceinte et du nourrisson, deux catégories de personnes « normales » mais placées en situation particulière et qui exigent en conséquence de nombreux soins et conseils. Qui, en effet, mieux que le pharmacien, peut précéder ou prolonger l'avis du médecin en distillant au jour le jour, à la semaine, des conseils tout à la fois judicieux et pratiques à la mère pour elle-même et pour son enfant, avant et après la naissance? Encore faut-il que ce pharmacien soit apte à remplir cette mission, encore faut-il qu'il y ait été préparé, qu'il ait été formé, informé, voire rééduqué.

C'est dans cet unique but qu'a été organisée, à l'usage des pharmaciens, la journée d'enseignement post-universitaire du 25 novembre sous la présidence du doyen de la faculté de pharmacie de Châtenay-Malabry, le professeur Cohen. Deux thèmes ont été exclusivement abordés lors de ce séminaire :

#### ● LE PHARMACIEN ET LA FEMME ENCEINTE

Une demi-journée, modérée par le professeur Quévailler, doyen honoraire de la faculté de pharmacie de Paris, a été consacrée à trois exposés remarquables des professeurs Bourinnet (le pharmacien et la périnatalité), Royer (médicaments et grossesse), Papiernik-Berkhauer (conseils pratiques à la femme enceinte).

#### ● LE PHARMACIEN ET L'ALLAITEMENT DU NOUVEAUNE

Modérée par le docteur Mothieu, professeur de pédiatrie à l'hôpital Bretonneau, la seconde demi-journée a été consacrée aux bases théoriques de la nutrition du nouveau-né (professeur Royer), au choix du mode d'allaitement dans ses aspects psychologiques et sociologiques (professeur Satgé) et aux conseils pratiques à la jeune mère (professeur Gabillon).

Cette rencontre entre gynécologues, obstétriciens, pédiatres et pharmaciens fut un réel succès, et les questions qui fusèrent librement témoignèrent sans ambages de leur extrême diversité, leur simplicité et leur précision, de l'urgence que portaient les pharmaciens à ces problèmes mais aussi du besoin impérieux qu'ils ressentent d'en savoir davantage pour conseiller ensuite les mères ou les futures mères. Conscient depuis toujours que son rôle commercial doit s'accompagner d'une mission, la plus large possible, de diffusion des connaissances, Guigoz, qui, par son initiative, a permis l'organisation de cette journée d'enseignement post-universitaire des pharmaciens, a décidé de diffuser au plus grand nombre ce qui avait été si bien dit et si bien reçu à Châtenay-Malabry.

On trouvera sur ces deux pages du Monde des extraits ou des condensés des communications faites lors de ce séminaire, dont la revue Actualités pharmaceutiques publiera dans quelques jours l'intégralité dans son numéro 131.

L'ensemble des pharmaciens, ainsi que les abonnés aux « Actualités pharmaceutiques » recevront automatiquement le numéro mentionné ci-dessus.

**POUR RECEVOIR GRATUITEMENT LE COMPTE RENDU INTEGRAL DU SEMINAIRE DE CHATENAY-MALABRY**  
Il suffit aux membres des professions de santé d'un formulaire la demande auprès de :  
Service d'information médicale Guigoz  
10, quai du Président-Paul-Doumer, 92401 Courbevoie  
Téléphone : 780-35-60 ou 256-48-00.

La périnatalité, cette discipline qui a pour objet l'étude des phénomènes qui entourent la naissance, est inscrite au VII<sup>e</sup> Plan comme action prioritaire. A une époque où les démographes enregistrent avec inquiétude une stagnation des naissances, il apparaît plus

évident et plus indispensable que jamais d'aider les enfants à bien naître, d'aider les mères à mener à terme une grossesse correctement suivie de bout en bout, à mettre au monde des enfants sans risques, qu'elles pourront éduquer et nourrir dans les meilleures conditions.

Si les pouvoirs publics sont à l'évidence concernés par cette politique de la naissance, les 720 000 naissances environ enregistrées chaque année sont en réalité l'affaire de tous et, au premier chef, celle des responsables de santé, dont le corps médical, pour essentiel qu'il soit, est loin d'être le seul représentant.

## 720.000 naissances, 100.000 responsables

Près de cent mille personnes, appartenant à plus de dix professions, se trouvent étroitement mêlées à la vie, et à la qualité de la vie, de la femme enceinte et de son enfant, de la femme qui accouche, de la mère qui nourrit et du nourrisson.

Formés dans des facultés ou des écoles pour les uns, sur les tas pour les autres, tous rassemblent le besoin d'entretenir et de perfectionner leurs connaissances au vu des progrès des sciences et des techniques.

Il est de notre devoir nous, enseignants, non pas de former des étudiants une fois pour toutes, mais de leur offrir, dès le début de leur vie professionnelle, mais d'être au contact de la profession, d'être l'antenne sensible aux échos de la profession, et il est de notre devoir de penser à organiser des journées utiles et structurées. En ouvrant le séminaire d'enseignement post-universitaire de Châtenay-Malabry réservé au perfectionnement des pharmaciens, le doyen Cohen avait ouvert la porte, en réalité au-delà du secteur de la pharmacie, à toutes les professions de santé concernées par la naissance, et le bien-être de la mère et de l'enfant.

### Savoir et faire comprendre

Après les premières rencontres de Monaco, organisées en 1969 par Guigoz, sur le thème des « Premiers jours de la vie », deux mille scientifiques s'étaient réunis à nouveau en 1973, toujours à Monaco, sur l'initiative de Nestlé et de Guigoz, le Monde du 8 mai 1973, afin d'alerter l'opinion publique sur « le danger de naître ».

A ce colloque de Monaco-2, pluridisciplinaire comme celui de Monaco-1, avaient été définis les nouveaux axes de la recherche périnatale qui, de la prévention à la thérapeutique la plus sophistiquée, doit permettre aux enfants de « bien naître ».

Aujourd'hui, il convient de sen-

te éduquer et d'articuler autour d'un même socle — la santé de la mère et de l'enfant — tous les travailleurs de la santé, tous les relais de l'information et de l'éducation sanitaire. Il leur faut en savoir toujours davantage et toujours mieux pour pouvoir à leur tour mieux dire, mieux faire comprendre qu'un nouveau-né doit naître en France en 1977 dans de bonnes conditions ; qu'il ne devrait plus naître prématurément par négligence ; qu'il ne devrait plus être la victime des médicaments pris par sa mère ; qu'il devrait être convenablement nourri. Bref, toute

une éducation qui exige que l'on commence par motiver et éduquer les éducateurs.

On trouvera ci-dessous, de façon succincte et pratique, quelques-uns des enseignements que les plus compétents ont accepté de délivrer à ceux qui désirent acquiescer et transmettre la connaissance. Mais au-delà de ce qu'ils doivent savoir et de ce qu'ils doivent dire, les professionnels de la santé trouveront ici aussi ce qu'ils veulent savoir, ou travers des questions et réponses jaillies spontanément à Châtenay-Malabry et qui reflètent si naturellement l'envie de savoir.

## Médicaments et grossesse

### Ni trop, ni trop peu

Le professeur Royer, chef du service de pédiatrie à l'Université René-Descartes, a souligné les effets heureux et malheureux que peuvent avoir sur le fœtus les médicaments donnés à la mère durant la seconde partie de la grossesse. Cette seconde partie, qui se situe entre deux périodes de la pharmacologie du développement ; celle qui a trait à l'embryon au début de la gestation et celle qui concerne le nouveau-né après la naissance.

Entre ces deux périodes, embryonnaire et néonatale, se situe celle qui nous importe particulièrement maintenant, dit le professeur Royer : la période fœtale. Chez le fœtus, le médicament donné à la mère peut être nocif. Toutefois, il est pour l'instant très difficile d'imaginer l'ensemble des opérations qui se passent de la mère au fœtus.

En effet, l'efficacité — mais aussi la toxicité d'un médicament — dépend de la concentration moléculaire de la forme libre (non liée à une protéine) de ce médicament aux niveaux des cellules-cibles réceptrices où il va agir. Cette concentration chez le nouveau-né peut être « modélisée » dans un système simple dépendant de l'apport de médicament diminué de la destruction de celui-ci par unité de temps l'ensemble étant divisé par le volume dans lequel se situe ce médicament (sang, volume extra-cellulaire ou eau totale). Pendant les derniers mois de la gestation, le modèle théorique de répartition du médicament comporte trois compartiments principaux avec leurs sous-compartiments. Le premier compartiment est la mère qui traite le médicament de façon différente d'une femme non enceinte ; le volume de dilution est augmenté et l'inactivation hépatique est plus rapide ; car le système microsomal est saturé par l'abondance des hormones stéroïdes à inactiver. Le second compartiment est le placenta ; et son niveau il convient de tenir

compte de trois facteurs : la perméabilité placentaire aux médicaments qui est très variable et qui fait intervenir plusieurs mécanismes (transfert passif, transfert facilité, transfert actif et pinocytose) ; la vascularisation placentaire, qui elle-même peut être soumise à l'action vaso-dilatatrice ou vaso-constrictive des drogues ; le métabolisme du placenta qui peut oxyder, hydrolyser ou sulfiner certains médicaments. Enfin le troisième compartiment est le fœtus lui-même qui inactive mal les médicaments (sauf par sulfatation) qui a peu de protéines transporteurs (d'où une fraction libre élevée), dont l'affinité tissulaire est très originale et dont les récepteurs cellulaires sont mal connus.

### Quatre types d'actions

A partir de l'observation clinique, on a pu classer les actions possibles des médicaments sur le fœtus :

● Dans un premier groupe de faits, le médicament semble, tout au moins avec nos méthodes actuelles d'analyse, ne faire aucun mal chez le fœtus. C'est l'indifférence.

● Dans un second groupe de faits, le médicament est nocif pour le fœtus, mais ne détermine chez lui qu'un accident non spécifique : un défaut de développement désigné comme « hypoplasie fœtale chronique » qui aboutit à la mort fœtale ou à la naissance d'un enfant de faible poids pour son âge gestationnel. En vérité, beaucoup de molécules étrangères peuvent aussi entraîner ce trouble : les organo-mercurels et le plomb, le tabac et l'alcool, et surtout l'héroïne.

● Le troisième groupe d'anomalies observées chez le fœtus sont spécifiques. C'est-à-dire qu'elles présentent des caractéristiques cliniques variant avec le médicament consommé par la mère. Citons-en quelques exemples. Certains antibiotiques, comme la streptomycine, ont des effets toxiques pour l'oreille interne ; la perméabilité placentaire aux antibiotiques est, d'une façon générale, très élevée ; aussi est-il exclu d'employer chez la femme enceinte des antibiotiques ototoxiques, des cas de surdité ayant été observés chez l'enfant. Outre les antibiotiques, les hormones sont des substances dont il faut se méfier pendant la grossesse ; les hormones protéiques ne traversent pas le placenta, mais les stéroïdes le font avec aisance. On a ainsi décrit des cas d'insuffisance surrénale du nouveau-né lorsque la mère a pris des corticoïdes ; des cas d'intoxication lorsque la mère a reçu des médicaments virilisants (testostérone ou progestérone ou leurs dérivés).

● Enfin le quatrième groupe assemble les résultats heureux. Car il y a des conséquences heureuses pour le fœtus de l'administration de médicaments à la mère dans les trois derniers mois de la grossesse. Il est possible, par exemple, en donnant de la cortisone à la mère, d'induire le fœtus prématuré, la synthèse du surfactant et de prévenir la maladie des membranes

Ils sont près de 100 000 qui, sous des aspects divers, ont une relation sanitaire avec la femme et l'enfant :

Pédiatres	7 200
Gynécologues-obstétriciens	1 400
Médecins généralistes	35 000
Sages-femmes	9 100
Praticiens (D.F.P.)	1 600
P.N.L.	6 015
Crèches	1 100
Pharmaciens d'officine	12 125
Assistants sociaux	13 000
Travailleurs familiaux	5 370
Diététiciens (nés)	1 800

hyalines. On peut, en outre, en administrant à la mère du phénotharbutal, induire le système microsomal hépatique de conjugaison de la bilirubine chez le fœtus et prévenir chez le nouveau-né à haute risque une hyperbilirubinémie grave pour son cerveau.

(Suite page 14, 2<sup>e</sup> col.)

## LES QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ

### SPORT

— Quels sports peuvent être poursuivis par la femme enceinte ?  
— Les efforts violents, tel le tennis, sont à déconseiller. En revanche, les sports plus modérés, pratiqués habituellement (marche, natation), peuvent être poursuivis.

### SEXUALITE

— Qu'en est-il des rapports sexuels durant la grossesse ?  
— Il n'y a pas de raison de les interrompre sauf lorsqu'ils déclenchent des contractions utérines. Ces dernières peuvent être provoquées par une stimulation mécanique du col, par une forte émotion ou par la présence de prostaglandines dans la liqueur séminal.

### DROGUE

— Qu'arrive-t-il pour les enfants nés de mère droguée ?  
— L'enfant naît souvent avec un petit poids, comme un enfant prématuré ; mais surtout il naît intoxiqué et peut rester dans un état somnolent, étonné, semi-comateux. Les médecins lui administreront une drogue de remplacement et diminueront les doses progressivement.

### CONTRACEPTION

— La contraception peut-elle provoquer des malformations congénitales ?  
— La pilule qui puisse arriver est la mort de l'enfant, mais non sa malformation. C'est-à-dire un avortement inopérant. Mais la faille pour une femme d'être enceinte peu de temps après l'arrêt des pilules ne présente pas de danger.

### NAUSEES

— Que donner à une femme atteinte de nausées ?  
— Il n'y a pas réellement de médicament efficace ; le meilleur traitement reste encore l'isolement, qui guérit les trois quarts des cas.

### CONSTIPATION

— Que faire pour les nombreuses femmes enceintes qui se plaignent de constipation ?  
— Il faut éviter les produits irritants et prescrire une médication simple (huile de paraffine, mucilage). Encore faut-il que ces futures mères prennent leur mal en patience !

(Suite page 14, 6<sup>e</sup> col.)

## Lait maternel ou maternisé : l'idéal et le substitut idéal

Une seule formule semble convenir universellement durant les premières semaines à l'alimentation du nouveau-né : le lait de sa mère.

Cette constatation a été faite par le professeur Satgé, directeur de l'Institut de pédiatrie, de façon simple, par le fait de constater que, dans sept ans de séjour en Afrique, que les nourrissons élevés dans leur village dans des conditions infra-humaines présentent un meilleur état physique que les nourrissons suivis par la suite à Paris en clientèle privée ; or, en Afrique, la plupart des femmes allaitent leur enfant au sein.

De nombreux travaux théoriques touchant à ce qu'on appelle la « biologie du développement » sont arrivés à des conclusions semblables. L'étude de l'état de développement des fonctions digestives, hépatiques et rénales tend, d'après le professeur Royer, du hôpital de la Pitié, à confirmer cette idée : le lait de la mère est la plus adaptée à la physiologie du nouveau-né.

En effet, si les structures intestinales sont matures avant même la fin de la vie intra-utérine et permettent au nouveau-né de digérer sucres, protéines et graisses, le stade de développement d'autres fonctions conduit à un certain nombre de recommandations.

Il est ainsi déconseillé de donner au nouveau-né des quantités de protéines trop importantes. Des études ont montré que les enzymes qui interviennent dans le cycle de l'urée ne sont pas complètement développées à la naissance. De ce fait, la capacité de synthétiser de l'urée à partir des protéines est limitée et donc une consommation excessive de protéines risque d'élever le taux d'ammoniaque dans le sang.

Pour le professeur Royer, en outre,

l'abus de protéines risque, en raison de l'état d'immaturité des fonctions rénales, de conduire à une eczéma chez le nouveau-né. On ne peut estimer que l'apport protéique ne saurait être supérieur à trois grammes par kilo.

Plusieurs raisons ont pu être avancées par le professeur Royer pour expliquer la qualité du lait maternel.

D'une part, la maturation des systèmes de sécrétion biliaire n'est

pas achevée à la naissance. L'insuffisance de sels biliaires empêche un certain nombre d'acides gras présents dans les graisses d'être solubilisés correctement et absorbés normalement. Mais ceux de ces acides qui sont placés en position interne dans la molécule de glycérol sont solubilisés beaucoup plus facilement que ceux qui sont placés en position externe.

(Suite page 14, 1<sup>re</sup> col.)

## CONSEILS PRATIQUES A UNE FUTURE MÈRE

« La grossesse est un travail », dit le professeur Papiernik, chef du service de gynécologie-obstétrique à l'hôpital Antoine-Béclère, qui consacre sa vie à lutter de toutes ses forces préventivement contre le prématurité. Si on le considère comme tel, elle peut être soustraite à des accidents majeurs ou à des microévénements mineurs que des mesures préventives peuvent permettre d'éviter.

● LES CONSULTATIONS. — Les quatre consultations prénatales obligatoires sont insuffisantes ; huit ou dix visites chez le médecin apparaissent souhaitables durant la grossesse : une par mois au début et deux au cours du dernier mois de la gestation.

● LES TRANSPORTS. — La longueur des transports en commun apparaît lors des enquêtes épidémiologiques comme un des facteurs déterminants qui augmentent les risques d'accidents. Il ne sera jamais assez conseillé, d'autre part, à une femme enceinte d'éviter les trajets en voiture trop longs à six ou sept mois de grossesse : le choix du lieu de vacances doit en tenir compte.

● LA MUSCULATION. — Il suffit de mettre au repos les muscles abdominaux pendant six mois pour qu'une ou deux années soient nécessaires à la récupération de ces muscles. Et donc le ceinture de grossesse apparaît dans la plupart des cas à déconseiller ; en son absence, les muscles montrent seulement trois mois à reprendre leurs formes.

● LE TABAC. — L'habitude de fumer peut réduire en moyenne de 200 à 300 grammes le poids des enfants à la naissance. De plus, les femmes fumeuses présentent un risque d'hypertrophie fœtale, qui ont un enfant mort in utero et qui fument, ont mille fois plus de risques que les femmes qui ne fument pas d'avoir à la grossesse suivante un enfant mort in utero.

● LES VACCINATIONS. — Le vaccin antigrippal est conseillé. Pour la rubéole, il est conseillé avant la grossesse de faire une sérologie de la rubéole et le cas échéant de pratiquer un vaccin.

● L'ALIMENTATION. — Il faut éviter toute restriction calorifique, nuisible à l'enfant. Souvent des considérations esthétiques poussent la femme à se restreindre, notamment sur les sucres. Ces restrictions ne sont pas étrangères à certains poids insuffisants à la naissance ou à certaines mortalités périnatales. Les régimes sans sel ne présentent pas d'avantages déterminants pour éviter l'hypertension artérielle et la toxémie gravidique.

L'alimentation doit comporter assez de fer pour les besoins nutritionnels de l'enfant. Toute insuffisance peut provoquer des anémies.

● L'ALCOOL. — On dispose d'éléments épidémiologiques de plus en plus sérieux. L'alcool en excès peut entraîner une dénutrition maternelle et une carence vitaminique sévère, sans parler d'un effet toxique important.



# L'ALIMENTATION DE L'ENFANT ET LES PROFESSIONS DE SANTÉ

## Le lait de la mère : un idéal physiologique

(Suite de la page 13.)

Or dans les premières semaines de la vie, les trois quarts de ces acides sont placés en position interne, alors que pour les autres, les deux tiers de ces acides sont en position externe.

D'autre part, l'activité enzymatique qui précède la digestion dans la chaîne de transformation de la méthionine en cystine est très faible chez le nouveau-né : on le voit du moment où l'enfant en cystine beaucoup plus élevée que le lait de vache, et le professeur Rey a pu estimer qu'il y a toutes les chances que l'immaturité enzymatique puisse être compensée chez le nourrisson par un apport très important de cystine provenant du lait maternel.

On ne saurait ignorer, indépendamment de la composition des aliments que le nourrisson doit absorber, le niveau des besoins de celui-ci. A cet égard, des éléments assez précis ont pu être apportés : on estime les besoins énergétiques

de l'enfant durant les deux premiers mois de la vie à 110 kilocalories par kilo de poids, même si cette donnée doit être modulée en fonction du sexe et des constitutions individuelles. Le professeur Rey a tenu à souligner les dangers de la suralimentation très répandue : en effet, il existe une corrélation entre le poids des enfants à l'âge de six mois et l'obésité à l'âge adulte. Il est difficile de surmonter certaines réticences sociales, certaines réticences psychologiques qui s'opposent à l'allaitement au sein : on peut penser qu'alors le lait artificiel doit présenter une composition en graisses, sucres et protéines la plus proche possible de celle du lait de la mère. C'est ce que se sont efforcés de faire les fabricants en proposant, depuis plusieurs années, sur le marché des laits « maternisés », dont l'usage, selon les observations, en France, encore insuffisamment répandu, est rapporté aux autres laits maternels plus imparfaits mais aussi, il faut le reconnaître, moins coûteux.

## Le rôle déterminant du pharmacien

Prolongement de la mission du prescripteur, le rôle du pharmacien pour conseiller à la mère ou à la future mère le meilleur mode d'alimentation est déterminant. Une fois le choix fait, les conseils du pharmacien aideront au jour le jour, à adapter au mieux les aliments du nourrisson.

C'est avant même l'accouchement, comme l'a souligné le professeur Siffert, directeur de l'Institut de pédiatrie, que l'interdit de l'allaitement doit être soulevé : le choix du mode d'alimentation se fait dans 90 % des cas avant le sixième mois de grossesse.

Le pharmacien peut intervenir à un double titre : il est en dehors de son officine une autorité écoutée qui peut soulever les problèmes posés par l'allaitement au sein, ne serait-ce qu'après des proches de la femme enceinte. Surtout, dans sa propre officine, par des phrases en apparence magnifiantes, le pharmacien est le mieux à même à tout moment de jouer son rôle d'éducateur sanitaire : à une jeune femme qui s'interroge dans une phar-

macie sur les aliments qu'elle sera amenée à donner à son nourrisson, le pharmacien peut lui suggérer l'intérêt du mode naturel d'alimentation par quelques mots : « Vous savez, il y a la boîte de lait bien sûr, mais il y a aussi l'allaitement au sein ».

### Sécuriser

En prodiguant leurs conseils à la jeune mère, les pharmaciens doivent respecter deux impératifs. Il importe d'abord qu'ils n'hésitent pas à recourir à tous ceux qui contribuent à la surveillance des nourrissons : ainsi leurs conseils annoncent souvent ceux des médecins de famille ; ils peuvent être amenés à envoyer les jeunes mères aux consultations de nourrissons de la protection maternelle et infantile (P.M.I.) et aux pédiatres à domicile qui dépendent de la Direction départementale d'hygiène et de Santé (D.D.A.S.S.). D'autre part, les pharmaciens doivent rendre avant tout à sécuriser les femmes qui, plus qu'un conseil, recherchent souvent un appui, l'importance des facteurs psychologiques dans ce domaine doit être soulignée.

Le professeur Gablitz, chef du service de pédiatrie néo-natale à l'hôpital Antoine-Bécère, a montré que la mère qui allaitait rencontrait des difficultés particulières, à deux moments où l'intervention du pharmacien peut alors être particulièrement efficace. Tout d'abord, lors du retour à domicile, vers le deuxième jour, une baisse de la sécrétion lactée peut être constatée. Elle n'est liée, le plus souvent, qu'à une simple fatigue physique ou à un surcroît de soucis qu'une meilleure hygiène de vie permettra de supprimer. La mère retrouvant une lactation stable, ses soucis disparaîtront des difficultés mineures.

Ensuite, une deuxième période critique se situe vers quatre ou six semaines, car sou-

vent apparaissent alors des crevasses à l'origine de poussées de lymphangite. A cet égard, des mesures préventives apparaissent essentielles : application fréquente de pommades, séchage du haut du sein après chaque tétée, préservation contre la macération. Quant aux médicaments, ils passent facilement dans le lait, il s'agit donc d'éviter, encore, durant l'allaitement au sein, toute consommation excessive de médicaments, sans l'avis d'un médecin. Il est entendu que la mère ne doit pas hésiter à suivre les prescriptions médicales lorsque celles-ci s'avèrent nécessaires.

Pour les mères qui ont choisi, dans leur majorité, de nourrir leur enfant au biberon, le rôle du pharmacien n'est pas négligeable. Il peut aider la jeune mère inexpérimentée à mesurer, par exemple, l'importance des troubles digestifs à partir de quelques critères : une prise de poids inférieure à 20 grammes par jour, un nombre de selles supérieur à six, l'importance des vomissements peuvent révéler une réelle intolérance à certains constituants des laits et conduire à consulter un médecin.

Mais le pharmacien peut aussi donner des conseils simples : donner le biberon de façon calme et posée, pratiquer un débourrage ventral après le biberon.

Dans la plupart des cas, il apparaît peu opportun de se prêter à la demande la plus courante de changer de marque de lait. Seul un contrôle sur les quantités d'eau et de lait pour la composition des biberons apparaît tout à fait souhaitable : un excès de poudre de lait peut, d'après le professeur Gablitz, se révéler très dangereux.

Tous ces conseils demandent un peu de temps, mais la preuve est faite que les résultats heureux sont à la mesure des minutes consacrées.

Il s'impose et qui sont importants sous prétexte qu'on commence à parler de pharmacologie du fœtus et de l'embryon. Toutefois, il faut que de façon raisonnable, tranquille et calme, on ait l'idée que, malgré tout, à chaque fois qu'une femme enceinte vient vous consulter, l'idée générale est qu'avant de choisir un médicament il faut : 1) qu'il soit vraiment tout à fait indiqué ; 2) et que, en tout cas, on ait bien conscience qu'il n'y a pas de fait connu prouvant qu'il est nocif pour le fœtus.

Au fond, nous retombons dans un système général concernant la consommation des médicaments inutiles chez la femme non enceinte ; on peut les supprimer sans ennui chez la femme enceinte ou les réduire vraiment ou strict minimum.

## LES QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ

(Suite de la page 13.)

### TENSION

— Que conseiller à une femme enceinte présentant une tension artérielle élevée ?  
— Une hypertension même modérée et sans danger pour la mère peut être néfaste pour l'enfant : un régime sans sel est peu efficace. On est donc conduit à prescrire des anti-hypertenseurs.

### ANTIBIOTIQUES

— Quels antibiotiques prescrire à la femme enceinte ?  
— La novoblocine et la kanamycine.  
— Que penser du traitement à la tétracycline pendant la grossesse ?  
— On relève des colorations jaunes sur les bouffées de la seconde dentition de l'enfant, seul si l'on expose les dents de première dentition aux ultraviolets.

### ASPIRINE

— L'aspirine présente-t-elle des inconvénients ?  
— Non, à condition d'être utilisée avec modération et d'éviter les troubles digestifs.

### VITAMINES

— La vitamine D est-elle bonne pour la femme enceinte ?  
— Les femmes carencées en vitamine D mettent au monde des enfants qui risquent de subir des accidents d'hypocalcémie néonatale dont certains peuvent être très graves. Pour les femmes qui travaillent dans les villes industrielles, il sera utile d'en prescrire, surtout en début de grossesse.

### CONTRACEPTION

— La prise d'une contraception orale agit-elle sur la lactation ?  
— Non, absolument pas. Et donc la reprise peut se faire avant le fin de premier mois.

### QUALITE DU LAIT

— Existe-t-il des différences de qualité entre les laits des femmes ?  
— En principe, le lait d'une mère est toujours bon pour son enfant. Globalement, la manipulation agit non sur la qualité du lait, mais sur sa quantité. Dans ce cas, on peut suppléer l'allaitement avec un biberon.

### SEVRAGE

— A partir de quel âge peut-on donner de la farine ?  
— On peut en donner dès les premiers mois même si, avec les laits maternels, les besoins du nourrisson ne sont plus les mêmes. Cette farine, en tout cas, ne doit pas contenir de gluten pour les enfants insuffisamment développés.

### JUS DE FRUITS

— Est-ce une bonne chose de donner des jus de fruits aux enfants ?  
— Le jus de fruit a pour but d'apporter de la vitamine C. Or aucune carence en cette vitamine n'est observable chez le nourrisson avant le troisième mois. Donc le troisième mois est un bon moment pour commencer à donner des jus de fruits aux enfants. Il n'en va pas de même pour la vitamine D, qui, elle, devrait être administrée dès la première ou la seconde semaine après la naissance.

## L'ALLAITEMENT MATERNEL EN 1976

L'allaitement maternel en France est très inégalement réparti selon les régions et les conditions sociales. A l'occasion de la publication du nouveau rapport sur les aliments de l'enfance, deux enquêtes, l'une auprès des mères, l'autre auprès des mères, ont été conduites par Guipoué à la MAFRES. La première avait pour but de faire le point sur la façon dont sont allaités les bébés pendant leur séjour à la maternité, et de connaître l'opinion du corps médical sur l'allaitement maternel et les laits maternisés ; la seconde, de savoir combien de mères ont allaité leur enfant, pendant combien de temps, et de connaître les raisons de leur choix.

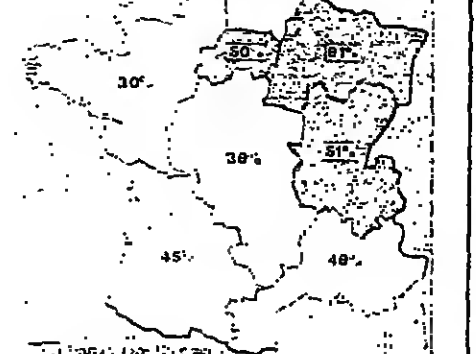
Bien que la méthodologie employée ne soit pas identique, les résultats obtenus ont été comparés à ceux de l'enquête du même genre réalisée par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) en 1972. Il en ressort notamment que :

1. L'allaitement maternel a augmenté

entre 1972 et 1976 ; il est, d'ailleurs, dans les centres hospitaliers universitaires et les centres hospitaliers universitaires, avec une dominance dans les grandes villes (c'est dans la région de l'Ouest qu'il est le plus répandu) ; il est plus élevé chez les primipares de dix-huit à vingt-neuf ans, chez les femmes de cadres supérieurs ou de professions libérales. Parmi celles qui allaitent, 51 % continuent à le faire au moins deux mois et 22 % au moins trois mois.

2. Les consultations prénatales et les cours de préparation à l'accouchement sont considérés comme des lieux privilégiés pour l'information sur l'allaitement maternel, et 25 % des mères déclarent avoir pris leur décision avant l'accouchement.

3. Les médecins sont considérés comme promoteurs de l'allaitement maternel, mais, lorsque les mères ne peuvent ou ne veulent pas allaiter, leur préférence se porte plutôt sur les laits maternisés.



L'allaitement maternel est très inégalement réparti en France. Assez curieusement, l'enquête a révélé que ce sont les mêmes régions qui présentent une proportion élevée d'allaitement maternel et de consommation de lait maternisé.

## Comment le lait vient aux femmes

Le sein se compose de multiples unités qui sont faites d'une alvéole dont l'épithélium puise dans le sang les éléments constitutifs du lait et le sécrète à l'intérieur même de cette alvéole. Puis, à partir de là, il y a une série de canaux qui aboutissent au mamelon et permettent la sortie du lait. Ce mécanisme est sous la dépendance de deux hormones. L'une est la prolactine, elle est sécrétée par l'hypophyse antérieure et sa sécrétion provoque par la succion du mamelon se fait suivant un mode de réflexe assez simple avec un contrôle au niveau de l'hypothalamus. Mais dans l'ensemble elle est facile à obtenir si on observe certaines règles : la mise en train de la sécrétion de prolactine est facilitée si la mère est détendue dans les heures qui suivent l'accouchement. Elle se maintient sans difficulté si la mère est vêtue soignée, enfin elle s'arrête lorsque l'alvéole est pleine.

Pour vider l'alvéole, c'est l'ocytocine qui entre en jeu : sécrétée par l'hypophyse postérieure, cette hormone provoque la contraction de petites fibres musculaires qui entourent chacune de ces alvéoles, d'où une écoulement du lait hors de cette alvéole, sa vidange complète, et au niveau du mamelon une éjection du lait qui sort en masse. Ce résultat est souvent constaté lorsque la mère se prépare à donner le sein. La sécrétion d'ocytocine est alors provoquée par la seule vue de l'enfant et la plaisir que la mère a à avoir à donner le sein. Ce réflexe de sécrétion d'ocytocine est donc fondamental puisque c'est lui qui vide le sein et permet une reprise correcte de la sécrétion de prolactine ; mais, contrairement à la prolactine, la sécrétion d'ocytocine est sensible à une quantité d'influences extérieures, que l'organisme interne au niveau du diencéphale et de l'hypothalamus qui contrôlent cette sécrétion.

Ces influences extérieures peuvent être tout à fait banales : chez une femme qui a un bon réflexe d'ocytocine ou d'éjection de lait, il suffit au moment où elle va donner à têter de distraire son attention en lui posant un problème mathématique simple comme la table de multiplication, de provoquer une gêne mineure comme de plonger la main dans l'eau froide pour bloquer le réflexe d'éjection, à moins que ne jouent d'autres facteurs qui vont inhiber ou culpabiliser cette femme.

## SALUBRITÉ ET QUALITÉ : les garanties de la loi

Salubrité et qualité : tels sont les deux préalables à la mise sur le marché de produits diététiques destinés à l'enfance. Si cela va de soi en théorie, la politique a montré, au fil des années, que cela était bien loin d'être le cas en fait.

C'est pourquoi la réglementation des aliments diététiques de l'enfance, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 1976, paru au Journal officiel du 14 septembre 1976, représente un progrès essentiel.

Publiée treize ans après une recommandation de l'Académie de médecine et signée conjointement par les ministères de la santé et de l'agriculture, ce texte a été élaboré par la commission d'étude des aliments diététiques de régime, présidée par le professeur Gounelle de Pontalier.

Celui-ci avait défini dans le *Quotidien du médecin* du 1<sup>er</sup> décembre 1976 la philosophie de cette réforme en ces termes :

« Il s'agit d'une réglementation de connaissances actuellement admises : rôle du sel dans la genèse de l'hypertension, rôle très suspect du saccharose (sérène et carie dentaire).

« Cette politique préventive a pu être menée à bien grâce à une harmonieuse concertation qui a pu s'établir entre pouvoirs publics,

experts et industriels. Elle permet de placer la France à l'avant-garde en matière de réglementation de la diététique infantile, et se me des de soutenir l'esprit de collaboration que nous nous sommes fixé.

Le texte de l'arrêté complète la liste des contrôles qui doivent déjà effectuer ces industriels.

Il apporte à la mère une série de garanties portant sur la qualité de fabrication :

— Contrôles analytiques, exigeant une absence totale de germes pathologiques ;

— Garanties biologiques et microbiologiques très strictes ;

— Garanties concernant les résidus et les contaminants : les éléments touchés par cet arrêté ne doivent contenir aucune trace d'antibiotiques, et les substances hormonales, tels que les œstrogènes et les androgènes, sont limités à moins d'un millionième de gramme par kilo ;

— Garanties portant sur la conditionnement : il doit préserver les qualités hygiéniques, nutritionnelles et organoleptiques des produits.

Cet arrêté comprend quatre chapitres principaux, correspondant à chaque type de produits : laits et préparations diététiques pour l'alimentation des nourrissons (laits « maternisés »), farines et produits

diététiques assimilés ; aliments diversifiés (petits pois) ; aliments de régime pour enfants atteints de troubles métaboliques et nutritionnels.

Les quantités et les qualités des divers composants (lipides, protéides, vitamines, etc.) sont minutieusement définies, en particulier la teneur en sodium (200 mg pour 100 g) sont adaptés pour les produits à base de légumes, 150 mg pour ceux à base de légumes). Des études épidémiologiques ont, en effet, indiqué une corrélation entre les habitudes alimentaires données aux bébés et l'apparition, à l'âge adulte, de certaines maladies, telles l'obésité, l'hypertension ou les maladies cardio-vasculaires.

Les critères de qualité bactériologique sont détaillés en annexe de cet arrêté. Ils tiennent en compte de cet arrêté la teneur en nitrate ne doit pas dépasser 50 mg/kg, celle en résidus de pesticides doit être nulle. Les contrôles de fabrication semblent par ailleurs une grande sécurité sur ce point.

C'est la première fois que l'on va aussi loin dans le détail pour définir la salubrité et la qualité des produits diététiques destinés à l'enfance. Un délai de trois ans est toutefois accordé aux industriels, pour permettre leur « reconversion ». Ce délai, qui paraît bien long, ne sera peut-être pas inutile pour assurer également la reconversion des habitudes familiales.

## MÉDICAMENT ET GROSSESSE : ni trop ni trop peu

(Suite de la page 13.)

Lorsqu'on administre une drogue à la mère dans les derniers jours de la gestation ou même pendant le travail, celle-ci peut passer avant la naissance chez le fœtus, persister chez lui après la naissance et être épurée avec les limitations propres au nouveau-né. On a beaucoup étudié le cas des anesthésiques donnés à la mère pendant le travail : la plupart des anesthésiques volatils administrés à la mère sont éliminés par voie respiratoire chez le nouveau-né, et l'épuration dépend donc de l'efficacité respiratoire de ce nouveau-né : les barbituriques à vie longue sont mal métabolisés par le nouveau-né et peuvent entraîner un sommeil prolongé et une dépression respiratoire. On peut encore observer des

hypoglycémies chez les nouveau-nés de mères prenant des sulfamides ou des diurétiques. Très récemment, on a observé des accidents hémorragiques chez des nouveau-nés de mères prenant de l'aspirine (par trouble de l'aggrégation plaquettaire) ou consommation du phénothiazine (par anomalie de synthèse de certains facteurs de coagulation).

Ces différentes complications, dont la liste n'est certainement pas close, obligent à une grande vigilance lorsqu'on prescrit des médicaments aux femmes dans le dernier trimestre de la grossesse. Cependant, il convient aussi de se rappeler que l'abstention thérapeutique chez la femme enceinte malade peut être nocive pour le fœtus. La pratique ne peut donc s'établir

que sur le principe général de la pharmacologie clinique : ne pas faire de traitement inutile, ne pas hésiter à utiliser les médicaments lorsqu'ils sont nécessaires à la santé de la mère, en connaître les inconvénients possibles chez le fœtus et tout faire pour les éviter.

En conclusion, le professeur Royer résume les choses ainsi : « Il n'y a pas à avoir de crainte monumentale de l'emploi de la maternité des médicaments que nous employons tous les jours chez la femme enceinte ou début du 1<sup>er</sup> trimestre de sa grossesse. Dans l'immense majorité des cas, le résultat sur le fœtus est l'indifférence. En tout cas, ce serait une faute grave dans l'état actuel de notre ignorance de priver des femmes enceintes de traitements qui

s'imposent et qui sont importants sous prétexte qu'on commence à parler de pharmacologie du fœtus et de l'embryon. Toutefois, il faut que de façon raisonnable, tranquille et calme, on ait l'idée que, malgré tout, à chaque fois qu'une femme enceinte vient vous consulter, l'idée générale est qu'avant de choisir un médicament il faut : 1) qu'il soit vraiment tout à fait indiqué ; 2) et que, en tout cas, on ait bien conscience qu'il n'y a pas de fait connu prouvant qu'il est nocif pour le fœtus.

Au fond, nous retombons dans un système général concernant la consommation des médicaments inutiles chez la femme non enceinte ; on peut les supprimer sans ennui chez la femme enceinte ou les réduire vraiment ou strict minimum.

دكتوران التخصص











**SEUIL**



# MARTHE ROBERT

un inédit

## Livre de lectures

"Un livre d'une importance telle, que tout écrivain, plus généralement le simple consommateur de littérature, se doit de le lire et de le méditer."  
Maurice Nadeau.

grasset

une réédition attendue

## Roman des origines et origines du roman

dans la collection TEL gallimard

psychanalyse à l'université

Directeur de la Publication

JEAN LAPLANCHE

N° 6 - Mars 1977

## DE LA VIE ET DU SAVOIR

Scène parlée entre le sage Sapoza et un homme connu de moi

un texte inédit de  
VIKTOR TAUSK

en vente dans les librairies

ÉDITIONS RÉPLIQUE

9, rue Dupont-des-Loges  
75007 Paris Tél. 555 40 71

LE NUMÉRO : 35 F

ABONNEMENT :  
(4 N°) 100 F


**Myriam Anissimov**  
**Rue de nuit**

"Soudain, ce petit livre se charge d'une force, d'une réalité insoupçonnables. On était parti pour une brève croisière d'insolite; voilà qu'on nous débarque en enfer sans prévenir."  
MATTHEU GALEY  
"L'EXPRESS"

ROMAN JULLIARD

A travers la biographie de l'énigmatique Mgr Benigni l'histoire du mouvement social catholique aux prises avec les grands problèmes qui sont encore les nôtres.

## catholicisme, démocratie et socialisme

Le mouvement catholique de Léon XII à Pie XI.

Emile POULAT  
casterman

## La vie littéraire

### Un historien au cinéma

Marc Ferro, qui a terminé en 1976 son Histoire de la révolution de 1917 (Aubier-Montaigne), publie un court essai chez Denoël : *Cinéma et Histoire. De la Grande Illusion à Lacombe Lucien, du Juif Süss, au Troisième Homme*, sans oublier le Chagrin et la Pitié, Cuitassé Potemkine, la Glorie, A l'Ouest rien de nouveau, ou Tant qu'il y aura des hommes, autant de films dont l'histoire de demain devra tenir compte. Dont Marc Ferro tient déjà compte. Une révolution, une guerre, une société, ne s'étudient plus seulement à l'aide des traces écrites ou orales qu'elles ont laissées. Là encore, l'image est à la fois source et agent d'histoire. Et pourtant Marc Ferro constate que le cinéma n'entre pas dans l'univers mental de l'historien. Il veut dire, bien sûr : pas encore.

### A corps retrouvé

Plus d'un million d'exemplaires vendus aux États-Unis... Il y avait de quoi faire rêver un éditeur, en ce temps où « les femmes », à en croire le marketing, se vendent bien. Aussi un recueil de militantes françaises a-t-il traduit *Notre corps, nous-mêmes* (Albin Michel), manuel pratique de médecine et d'hygiène composé par le « Collectif de Boston pour la santé des femmes ». Anatomie, contraception, homosexualité, diététique, avortement, ménopause (entre autres...) y sont passés en revue et en détail, avec clarté et bonne humeur. Un guide qui se veut, avant tout, utile et qui le sera sans doute beaucoup.

### Pierre Louys, pasticheur

« Les Amis de Pierre Louys » ont désormais leur bulletin (N°1, mars 1977 Renseignements : William Thém, 79, rue du Barbâtre, 51 100 Reims). Bannes indications biographiques et bibliographiques sur le poète méconnu auquel nous devons, entre autres, ce pastiche inédit de Victor Hugo : « Gaspard, homme à la carabine ! Disait Péas. Prends ce miroir, voit quelle est ta bobine Et ne ris pas ! Tu ne sais plus, lu caresses mon pagne : Le vin qu'on boit dans les terres d'Espagne T'a rendu sot ! » Brasseurs, qui a mis en musique l'original, aurait, peut-être bien, préféré la version pastiche.

### Question de principe

La salle d'actualité de la bibliothèque publique d'information, au rez-de-sous-sous du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, est « appropriée » gracieusement par les maisons d'édition, livres et disques. Elles ont été ainsi environ cent quatre-vingt à fournir deux cents titres en janvier, une centaine en février, en « service de presse ». On compte pourtant des exceptions. Au rayon des disques, les nouveautés de Barclay et de Philips sont absentes. Et dans les présentoirs de livres, celles du Seuil. Pas pour les mêmes raisons. Les deux premières maisons d'édition estiment que le jeu n'en vaut pas la chandelle. La troisième, en fait une question de principe. « Ce n'est pas pour les deux cents volumes par en que nous enverrions », Beaubourg, dit-on rue Jacob. Nous pensons seulement que le Centre a été doté de moyens financiers tels qu'il devrait pouvoir acheter les livres qui lui sont nécessaires.

### Banc d'essai

A côté des éditeurs boudeurs, il en est d'autres qui, au contraire, tiennent déjà cette salle d'actualité pour un excellent banc d'essai de leur production. Et ceux-là ne répugnent pas à venir eux-mêmes, à regarder discrètement ce qui est lu, par qui, comment. C'est le cas par exemple de Raymond Hallery, directeur des éditions Le Cercle d'art et président du groupe des éditeurs d'art ou Syndicat national de l'édition. Pour lui, c'est une certitude : les livres et albums d'art ont connu depuis un mois à la salle d'actualité un succès majeur. Dès lors, parmi ces curieux, il est mathématiquement sûr qu'existent des acheteurs. C'est aussi le sentiment de certains auteurs. Mais eux, en venant voir si tel ou tel de leur livre est en place, entendent aussi tester... leur éditeur.

### Du passé, faisons table rase...

Auteur de *Etre maire communiste*, écrivain de talent, Fernand Dupuy vient de publier aux éditions Fayard *l'Albine*. C'est un peu, pour le maire de Choisy-le-Roi, une façon de dire que son Limousin natal lui fut ce que la Bretagne a été à Pierre Jakez-Hellès. Ce retour vers le passé pourrait-il inquiéter les électeurs des prochaines municipales ? On le croirait en lisant dans *Châty Informa-*

tion de février 1977 l'article de M. Chavanel, maire adjoint. Songez à ceux qui s'étonneront de voir Fernand Dupuy, « homme de progrès », s'attarder sur une époque qui, que... M. Chavanel explique : « Un communiste ne tait pas le passé, il ne jette pas aux oubliettes la culture du passé, il s'appuie au contraire sur ce passé, il en tire l'expérience pour en tirer un futur meilleur ». On peut donc, le 15 mars, voter Dupuy et lire *l'Albine*.

### Obscurantistes

#### de tous les pays...

« La crûte de la pensée bourgeoise », qui est-ce ? Lévi-Strauss. Et « la pantomime petite-bourgeoise » ? Lacan. Et « la scolastique de la bureaucratie » ? Althusser. Tels sont, au moins, les titres de chapitre d'un pamphlet intitulé (évidemment...) : *Contre Lévi-Strauss, Lacan, Althusser* (Ed. Savoir). Son sous-titre : *Trois essais sur l'obscurantisme contemporain*. Son auteur : Pierre Fougeyrolles, qui tut parait mieux inspiré.

Car s'il peut être joyeux de s'en prendre aux monstres sacrés, il n'est pas très sérieux d'y prétendre à l'aide d'un marxisme péremptoire, messianique et lyrique, répétant sans cesse que la révolution mondiale est pour demain, et que la « pensée bourgeoise » agonise avec le capital.

C'est une bonne chose parfois d'aller contre son temps, encore faut-il en avoir les moyens.

### Contre la torture

Docteur en droit, ancien banquier, citoyen suisse, Jean-Jacques Gaudier a récemment proposé une action contre la torture : une convention signée à l'origine par quelques Etats qui accepteraient toute visite inopinée de leurs lieux de détention par une commission internationale. Le texte de cette proposition vient d'être publié en brochure par la Vie protestante, 13, rue des Rois, à Genève. Il est complété par les opinions de dix-huit personnalités qui donnent leur sentiment sur l'idée de Jean-Jacques Gaudier. Pierre Mendès France y est « favorable sans réserve ». Benoite Groult croit à « un bon foras de discussion ». Jacques Ellul et Duncan Wood sont plus sceptiques. Tous pourtant voudraient bien penser avec Hubert Beuve-Méry que « c'est au plus profond de la nuit qu'il faut croire à la lumière ».

## en bref

## vient de paraître

### Romans

FRANÇOIS DABON : *Le Bûche de Noël*. — Le troisième roman d'un comédien-metteur en scène, qui traite de l'amour. Denoël, 200 p., 11 F.

### Nouvelles

GILBERT TALLON : *Tout et Man-tern*. — Encore le rythme de l'amour. Mais il s'agit cette fois des amours adolescentes. Denoël, 187 p., 34 F.

### Essais

ANDRÉ STIL : *La question du bonheur est posée*. — Ce volume regroupe le *Notre corps, nous-mêmes*, la *Sexualité à l'école*, la *Sexualité à l'université*, la *Sexualité à l'adolescence*, la *Sexualité à l'adulte*, la *Sexualité à la vieillesse*. Les quatre nouvelles éditions. Préface de Roger Chateaugay. (Librairie club Didier) 937 p., 10 F.

### Histoire

EMILE HENRY : *Coop pour coop*. — Présenté par André Ludes, révisé et annoté par Roger Ludes, les textes de l'association Emile Henry, qui fut guillotinée le 21 mai 1894. Le premier volume d'une collection intitulée *Table rase*. (Ed. Plasma, 58, rue des Moines, 75017 Paris, 209 p., 38 F.)

### Essais

GABRIEL MATZNEFF : *Le Delfin*. — Gabriel Matzneff réédite ce recueil d'essais, qui paraissait en 1963, l'espérance de mai 1968. L'ouvrage est augmenté d'une préface et d'un texte relatif à « La disparition des cendres de Montblanc », à Rome. (La Table ronde, 208 p., 35 F.)

JEAN LACHATRE : *Poèmes (inter-méditerranéens)*. — La poésie de loi d'un sage convaincu de détenir le secret du bonheur et de pouvoir le mettre à la portée de tous. (Les publications coöperatives, 155 p., 20 F.)

THEODORE QUONIAM : *Introduction à une lecture de l'Esprit de loi*. — Par un spécialiste de Montaigne. (Lectures modernes, Minard, 96 p., 30 F.)

YVES DELAHAYE : *La Frontière et la terre*. — L'auteur étudie le langage des relations interculturelles. (Payot, 252 p., 55 F.)

PIERRE FRESNULT-DERUELLE : *Recits et discours, par le bûche*. — Une étude sur les « Comités ». L'auteur avait publié en 1972 la *Bandes dessinées, art et littérature*. (Hachette, 223 p., 45 F.)

### Politique

CHARLES HERNU : *Conscience d'Europe*. — Présentation de la commission de la défense nationale du parti socialiste, l'auteur a écrit dans ce livre les chroniques qu'il tient régulièrement dans la presse sur les sujets militaires ; océaniques, Concorde, mais aussi les grandes questions nationales et internationales, la vie locale, la crise économique, etc. (Tema, 289 p., 35 F.)

### Document

JEAN-MARIE DANBLAIN : *La Tragédie du Nègre*. — Le témoignage d'un journaliste sur les souffrances et les révolutions d'Éthiopie. (Presses de la Cité, 191 p., 32 F.)

### Correspondance

ANDRÉ E. ELBAZ : *Correspondance d'Edmond Fleg pendant l'Affaire Dreyfus*. Les lettres d'un jeune juif geocrois, élève de Normal à Paris, bouleversé par ce que lui disait découvrir l'« Affaire ». Préface de Jacques Madaule. (Librairie A.-G. Nizet, 184 p., 48,15 F.)

François Mitterrand, Michel Debré, Olivier Guichard, Georges Marchais, Michel Rocardowski. (Bel-lond, 188 p., 39 F.)

JEAN-MARIE DANBLAIN : *La Tragédie du Nègre*. — Le témoignage d'un journaliste sur les souffrances et les révolutions d'Éthiopie. (Presses de la Cité, 191 p., 32 F.)

ANDRÉ E. ELBAZ : *Correspondance d'Edmond Fleg pendant l'Affaire Dreyfus*. Les lettres d'un jeune juif geocrois, élève de Normal à Paris, bouleversé par ce que lui disait découvrir l'« Affaire ». Préface de Jacques Madaule. (Librairie A.-G. Nizet, 184 p., 48,15 F.)

## en poche

### E.-M. Remarque et l'amitié

« L'E cognac coulait comme de l'or, le gin lui-même comme de l'aigue-marine au le même... l'existence était claire et forte... la désolation des solitaires chambres meublées... la désespérance de vivre étaient oubliées. Le campir du bar était le passage de commandement de la vie, et nous cinglions, en mugissant, vers l'avenir. »

La guerre de 1914 est terminée depuis quelques années, mais les souvenirs du carnage sont tenaces. Les gosses qui arrosaient leurs di-tuils ens avec les bombes et les gaz, dans la boue des tranchées, sont devenus des adultes ils cherchent, ils se cherchent dans cette Allemagne névrosée des années 30, qui glisse, de plus en plus vite, vers la folie brune d'une tuerie encore plus meurtrière. Solitude bruyante des pensées dites de famille, courses folles de voitures, le passé qui, le nuit, lorsque vous n'avez pas de compagnie, ne casse de vous dévisager de ses orbites creuses, l'alcool, enfin, cet ami qui désigne les couchemars et transforme chaque exil en une île. C'est cela les Camarades, un des meilleurs romans de l'histoire du célèbre A l'Ouest rien de nouveau (quinze millions d'exemplaires, quarante traductions), et, encore plus : le refuge dans l'amitié virile, lorgnée sur les champs de bataille, qui résiste à la grisaille de la vie citadine et l'amour « démodé » fait de discrétion, de pudeur, de silences et d'humour.

Les automobiles bricolées qui foncent à 200 à l'heure, les batis et les putes ne sont pas pour l'heure le prétexte d'un discours esthétisant sur l'Allemagne d'entre les guerres. Encore moins le support d'une métaphysique du désespoir, qui n'ose s'avouer, mais, tout simplement, le toile de fond d'une histoire d'amour très belle et très grave qu'on a envie de reprendre encore et encore. C'est une prose qui vous sollicite et qu'on regrette de quitter.

EDGAR REICHMAN.  
\* LES CAMARADES, d'E. M. Remarque. Traduit de l'allemand par Marcel Stora. Gallimard, « Folio », 2 vol. 328 p., 28 F.  
\* Parmi les autres rééditions : Sartoris, de Faulkner (Folio, 475 pages, 10 F.) ; Alexis Zorba, de Kazantzaki (Presses Pocket, 348 pages, 10 F.) ; le Griffe, de Jean Anouilh, pièce en deux actes (Folio, 155 pages, 6 F.) ; Fœrie pour une autre île, de Céline, qui évoque dans ce récit sa dévotion au Danemark (Folio, 281 pages, 8,50 F.) ; l'Autobiographie, d'Angèle Devès (Le Livre de poche, 511 pages, 9,50 F.)

دکتران التعلیم



## histoire littéraire

## Cette Sapho « fin de siècle »

● Paul Lorenz retrace l'existence brève et pathétique de Renée Vivien.

PAULINE MARY TARN est née à Londres le 8 juin 1877. Elle est célèbre en littérature sous le pseudonyme de Renée Vivien. Cette Sapho « fin de siècle » connaît une existence brève et pathétique, traversée de passions sombres, noyées d'alcool. Paul Lorenz, qui a connu divers protagonistes du drame, retrace cette étrange vie avec verve et justesse. Exhilaramment dévouée au culte lesbien, Renée Vivien s'était adonnée à l'étude du grec avec une conviction si profonde

qu'elle mit en français les fragments de Sapho alors connus. Il est vrai qu'elle s'inspira pour ses paraphrases de Swinburne, cet écrivain exagéré qui convenait à son tempérament. Elle s'était pénétrée de Baudelaire, ce qui lui fit une facture parnassienne, mais où elle mêla du Verlaine par amour des vers amples et des imprécisions qu'ils permettent.

Studes et Préludes, recueil inaugural que suivra bientôt Ombres et Poussières (1), montre qu'elle était en accord avec les préraphaélites.

Quand tu passes, pendant un court instant, Blond pastel surchargé de perles d'um et de pierres, Je songe à la splendeur de ton corps libre et nu...

Renée Vivien était de cette cohorte d'amazones que Pierre Louÿs disait être « les jeunes filles de l'opéra ». Il faut lui reconnaître cette vertu d'avoir avoué ses goûts sans détours et de n'avoir célébré que la femme. Elle ignore le port des masques.

Elle vécut, avec un bonheur inégal, diverses amours. Sa liaison la plus tumultueuse, elle la connaît avec Natalie Clifford Barney, dont Jean Chalon a conté l'histoire et qui est présente dans *Studes et Préludes* de bout en bout. Elles accomplirent ensemble le pèlerinage de Mytilène.



\* Renée Vivien en compagnie de son amie Natalie Clifford Barney.

lène, puis se séparant en se bécotant, pour se retrouver et se bécoter encore.

Désespoir de l'âme, je t'ai aimé comme un cœur qui s'écarterait.

Il y a dans l'œuvre de Renée Vivien des diatribes contre l'oppression. Mais elle fut Sapho réinventée dans les décors modernistes. On la redécouvre aujourd'hui, et c'est tant mieux.

HUBERT JUIN.

(1) Régine Deforges va publier prochainement le second recueil de Renée Vivien : *Ombres et Poussières*.

\* SAPHO 1986, RENÉE VIVIEN, de Paul Lorenz. Ed. Julliard, 128 pages, 23 F.

\* STUDES ET PRÉLUDES, de Renée Vivien, poèmes de Jean Chalon. Ed. Régine Deforges, 26 pages, 23 F.

## romans

## GAILLARDESSES...

● Les vieilles dames s'exhibent aussi...

LES romans gaillards ne courent pas les victoires des libraires. Ils sont à ce que la librairie des romans pourrait laisser penser. Martin Rolland est un auteur gaillard, un écrivain dans la tradition des fabliaux de Rabelais, des contes de La Fontaine, de Marcel Aymé et de Georges Brassens.

En 1967, aux éditions Nolis, disparaissent depuis dans la tourmente commerciale, il publie *La Pipe en sucre*, un roman drôle, truculent, savoureux, qui nous raconte une histoire de vieillesse libidineuse dans ce qu'on appelait la zone outrefois, et maintenant les bidonvilles. Quelque chose dans le genre d'*Affreux, sales et méchants*, le film d'Étienne Sella. Le livre est bien accueilli par la critique et par le public. On parle de lui pour le Prix populiste. Et là, bien sûr, le mot est prononcé, celui qu'il ne fallait pas dire. L'étiquette collée sur Martin Rolland va lui coûter dix ans de pain sec.

Aux yeux de certains, populaire ça veut dire vieillie, vulgaire, ça a des rejets d'eau de vaisselle et de bonnets d'égout. Le temps du populisme est défilé. Bon, admettons... mais dans le cas de Martin Rolland c'est tout à fait injuste. Il ne s'agit pas de populisme chez lui, en tout cas au sens où on l'entendait à l'époque des écrivains mouchés, qui magnifiaient le peuple pour des fins idéologiques et politiques. Martin Rolland dépeint ses personnages tels qu'ils sont, et même avec un certain parti pris de noircir qu'il corrige toujours par un rire satirique.

Alors depuis cette *Pipe en sucre*, qui reste un fameux bonquin, Martin Rolland a été de malchance en débâcle. Livres que la presse boude, qui s'éloignent en piles au fond des librairies, qui traitent sur les quais, et puis livres sans éditeur... Comme c'est un garçon qui a de la suite dans les idées il a fini tout de même par dégauchir l'oiseau rare. Olivier Orban, l'éditeur des *Ramolis*, une joyeuse chronique des loubards de banlieue écrite par Éva Hanks qui manie l'argot comme un vrai Jules.

Voilà, ça nous vaut aujourd'hui *Edmonde et Léontine*, le pendant féminin de *La Pipe en sucre*, un roman où deux dames du troisième âge à la Falzant se conduisent à peu près comme certains vieux messieurs qui attendent les petites filles à la sortie des écoles. Pourquoi pas après tout... la femme étant l'égal de l'homme, elle a bien le droit de faire des fredaines en son âge mûr. Edmonde et Léontine s'exhibent gentiment, elles badinent, l'hibernent, défont un petit garçon de douze ans — le héros, sans doute Martin Rolland lui-même — du droit chemin de la sexualité interdite aux mineurs.

Ce se passe avant la guerre, au temps du président Lébun, dans le parc de Saint-Cloud à la belle saison, sous les charmes, au chant des oiseaux. C'est gai, c'est bucolique, d'un érotisme bon enfant, et jamais ça ne se prend au sérieux. La plume de Martin Rolland est vive, précise, toujours relevée de cette pointe d'humour sans laquelle il n'est point de salut pour les œuvres réalistes.

ALPHONSE BOUDARD.

\* EDMONDE ET LÉONTINE, de Martin Rolland. Ed. Orban, 236 pages, 24 F.

## histoire

## L'ombre féodale des pommiers en chiffres

● Le Moyen Âge eut aussi ses lois économiques et sa « croissance zéro ». La Normandie, auscultée par Guy Bois, a valeur d'exemple.

VERS 1330, la « France », dans les limites de l'Hexagone actuel, a peut-être 17 millions d'habitants. En 1500, elle en a peut-être 19 millions. Deux millions d'âmes de plus en deux siècles. En somme presque rien ne paraît avoir changé. C'est la croissance zéro ou le « zéro » des paysans français grattant le sol en seizième siècle avec les mêmes charrettes peu efficaces qu'utilisaient leurs ancêtres au quatorzième siècle. Ils jargonnent les mêmes dialectes, vénèrent les mêmes idoles, baptisent « saints », du catholicisme. Et pourtant, ce monde presque immobile en apparence est passé entre-temps dans l'enfer des pestes et des guerres de cent ans, au cours desquelles la population « nationale » est tombée (vers 1440) à 7 ou 8 millions d'habitants, moins que la Belgique d'aujourd'hui.

Bacilles et soldats Expliquer cet enfer momentané, et néanmoins cette reproduction fidèle, après coup, d'un modèle ancien (avec quelques retouches), au bout de deux cent trente années, telle est l'ambition de Guy Bois. Il a choisi pour cela de « s'enterrer » en Normandie, une province « type » de s'enterrer, pour mieux ressusiter. Il a créé ainsi l'une des œuvres ou « thèses » d'histoire économique les plus puissantes

qui aient été publiées depuis, disons, mai 1968.

La population normande s'effondre en trois « tourbillons » successifs, entre 1348 et 1450. Grande : 72 % des Normands disparaissent en un siècle, à cause des bacilles (pesteux) et des soldats (anglais). De 1450 à 1550 on revient, incomplètement, au niveau d'avant 1348. Les prix du blé et du seigle, calculés en grammes d'argent, suivent ce mouvement de bascule : ils baissent de 1330 à 1450 ; ils remontent au cours du siècle qui suit. Cette inflation finale de 1450-1550 résulte donc, entre autres, de l'essor de la population et d'une demande croissante. Les salaires réels, eux, ont un mouvement « pendulaire » en mouvement inverse : plus ça va mal pour la population (de 1348 à 1450), mieux ça ira, à la longue, pour les salariés survivants. Ils mangent de la viande tous les jours, boivent du vin, fument la pipe. De 1450 à 1550, s'installe le mouvement « ascensionnel » inverse. Trop de candidats au salariat se font concurrence et se disputent une embauche de plus en plus maigre. En trois générations, ils perdent les deux tiers de leur pouvoir d'achat, jadis passablement gonflé. Guy Bois nous donne ainsi dans le long terme une corrélation (directe, ou inverse, selon les cas) entre population, prix et salaires.

Il n'empêche : l'harmonie est assez parfaite, sinon entre les hommes et leur bonheur, du moins entre les différences « variables » dont se tisse et se compose leur destin. De 1340 à 1450 partout les friches vont repousser. Et puis de 1450 à 1550, quand les hommes se multiplient de nouveau « comme des souris dans une grange », la terre sera convertie au milieu du seizième siècle, de son habituelle parure de moissons, voire de prairies.

## I.n. malclés manuel de bibliographie

3<sup>e</sup> édition revue et mise à jour par Andrée Lheritier conservateur à la bibliothèque nationale

400 pages

puf

135 F.

## LES TROIS LANGAGES DE PIERRE EMMANUEL

PIERRE EMMANUEL a trois langages pour exprimer son essence. Et le premier, le plus visible, est son visage, sculpté dans la chair, ce front vaste, cette voix trépidante, sauvage, un peu météorologique. Et le second, expression est en prose : une banalité auroboros, analogie aux flots toujours recommencés. Et le troisième langage est cette voix prophétique, biblique, de sa parole. Je ne puis lire Pierre Emmanuel sans évoquer les trois aspects de son être, qui le cachent et le révèlent à la fois. Et le visage de l'homme une nouvelle expérience en lisant son dernier essai, qui me paraît le meilleur de ceux qu'il a écrits, du moins le plus apte à le faire connaître. Pierre Emmanuel a longtemps habité Lyon, cette ville indéchiffrable, mystérieuse, avec ses deux fleuves, dont l'un est tout entier, l'autre tout entier tout cela dans un certain brouillard. L'imagerie que le poète est secrètement inspiré par cette image naïve.

Dans ce témoignage sur la Vie, l'écriture, je découvre aussi deux courants conjoints, unis par la même. On pourrait dire que la première partie de ce livre traite de l'Éros, et la seconde de la folie, de la Pluie, les deux étant accordés sur la fonction poétique, cette imagination qu'Emmanuel célèbre et qu'il place au-dessus de l'intuition.

Sur le premier thème de l'amour dans son rapport avec la science (celui qui demeure profond et le plus mystérieux), le poète renvoie à plusieurs degrés cette vision. Il s'agit d'abord de la poésie de la métaphysique avec une farouche liberté. Et sur ce sujet si rebattu et vulgaire de la femme-objet, sur l'impasse de l'homme à « faire l'amour », sur cette aliénation rétrograde qui, loin de créer l'impossible androgyne, fabrique en série l'amiante, qui récrée la femme, Pierre Emmanuel jette des clartés neuves qui sont admirables.

Je ne m'attarderai pas sur le second, celui du divin, du sacré, du chrétien, qui approfondit, qui renouvelle. On ne s'étonnera pas que le poète, comme Cézanne (et même comme Jarry), soit attiré au mystère de la glorification de la chair. On enregistre qu'il ait, plus que tout autre, senti et vécu la spiritualité immanente au boudhisme. Et là, j'ai retrouvé l'ombre lumineuse de notre ami commun, l'abbé Monchamp, qui se consuma dans l'amour, de l'Inde — lui, lyonnais de la ville aux deux fleuves — pressé par le temps, éloquent comme l'éclair. Je contemple jadis son corps comme une hostie, dont il avait la plénitude et la transparence. Il donnait par transverbération, dit Emmanuel, tout ce qu'il avait reçu, mystique image du poète.

JEAN GUITTON.

\* LA VIE TERRESTRE, de Pierre Emmanuel. Seuil, 240 p., 45 F.



Remarquons que cette reconnaissance ou simple récupération des champs, pendant la « Renaissance », a été beaucoup moins difficile que ne le fut la primordiale conquête du sol quelques siècles auparavant, lors des grands défrichements des années 1080 à 1250 de notre ère.

## Un simple excès de mauvaises herbes

Ces défrichements primitifs s'attaquaient aux forêts et à la forêt vierge. Les débroussaillages des défrichements renaissants (1450-1500 et au-delà) se bornent à remettre à jour un capital de terre, tout au plus enrichi par un excès de « mauvaises herbes ». Cette facilité même explique la vitesse avec laquelle l'économie agricole, un moment reconquise et perturbée (vers 1450), reprendra, vers 1550, ses dimensions majestueuses de 1340. Superbe élasticité.

L'interrelation des variables concerne aussi le système social. En 1340, à l'apogée de la population normande (qui fait penser à certains surpeuplements du tiers-monde actuel), notre grande province de l'Ouest comptait dans ses campagnes un vaste prolétariat agricole (75 % des effectifs paysans) et une minorité

de ruraux aisés, qu'on appelait des « laboureurs ». Vers 1450, dans une population rétrécie de près des trois quarts, on compte 80 % de laboureurs aisés contre 40 % de manouvriers (prolétaires ou semi-prolétaires ruraux). La majorité a changé de camp. Et puis de nouveau entre 1450 et 1550, pendant l'essor, d'un siècle à l'autre, le sort changeant des ruraux de Normandie se compare fort exactement à celui de leurs frères les paysans de Langue-d'oc. La coïncidence dérive de la nature même des choses et de la convergence légitime des approches des historiens.

L'économie ne se borne pas à renouer tel quel en 1550. Il dérive lentement vers une structure moins « seigneuriale » et plus « capitaliste ». Ce mot, de « capitaliste », est en reste un peu fort. Il ne concerne, sous la Renaissance, que de simples fermiers normands dont l'envergure n'atteint pas, il s'en faut, à celle des véritables capitalistes comme seront les Rockefeller ou les Krupp... Mais quand il parle sans doute d'une agriculture qui devient « domaniale », mais qui reste fidèle quand même à l'exploitation de type « familial ».

## Une petite dose de marxisme

Passons sur ces détails... La synthèse de Guy Bois est austère, mais superbement brillante. Elle se situe dans l'esprit de Postan, de Wilhelm Abel, pionniers, tous deux, de notre histoire économique et agraire. Dans l'esprit des vieux maîtres aussi, qui formeront la réflexion de Postan et d'Abel. Je pense à Ricardo, à Malthus. Il est vrai que Guy Bois se dit, se veut marxiste. Mais parlons faits : au fond, cette orientation réelle ne se sent guère à la lecture serrée de son livre, quand on étudie celui-ci comme l'ai fait, avec une attention sympathique et sans préjugés. On ne tiendra certes pas rigueur à Guy Bois de cette volition idéologique un peu vaine. A l'heure où la plus haute autorité de l'état, entre la poire et le fromage, proclame sa compréhension éclairée pour un marxisme intelligent, on ne voit pas pourquoi un modeste historien normand, du reste excellentissime, n'aurait pas droit, lui aussi, à sa petite « dose » de marxisme.

EMMANUEL LE ROY-LADURIE.

\* CRISTO DI FRODALMARE, de Guy Bois. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 412 pages, 105 F.

## Roger Grenier

## La salle de rédaction

"Roger Grenier, qui fut longtemps journaliste, fait de ce métier un portrait nostalgique et amer, en même temps que fraternel et complice".

Francis Scott - Le Monde

## GALLIMARD

LA PENSÉE UNIVERSELLE NOUVEL ÉDITEUR PARIS RIVE GAUCHE RECHERCHE D'URGENCE POUR CRÉATION ET LANCEMENT DE NOUVELLES COLLECTIONS

MANUSCRITS RECHERCHES DE ROMANS, POÉSIE, ESSAIS, THÉÂTRE, LES ŒUVRES RECHERCHES RECHERCHES D'URGENCE POUR CRÉATION ET LANCEMENT DE NOUVELLES COLLECTIONS

ADRESSER MANUSCRITS ET CV À M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PENSÉE UNIVERSELLE 3 bis QUAI AUX FLEURS 75004 PARIS TEL. 325 85 44

## JEAN-MARIE DAMBLAIN

## LATRAGÉDIE DU NEGUS

Ce récit, vivant, lucide, se lit comme un roman. L'auteur n'a pas voulu écrire un livre de référence mais faire sentir, au plan humain, la dimension du drame éthiopien. Alors que les exécutions sommaires se multiplient, que la guerre civile ronge les restes de l'empire, ce livre-document apparaît comme étant d'une vibrante actualité.

PRESSES DE LA CITE

III. Nu. VII. — En-

On-

4.

— 6.

— 10.

— 15.

— 20.

— 25.

— 30.

— 35.

— 40.

— 45.

— 50.

— 55.

— 60.

— 65.

— 70.

— 75.

— 80.

— 85.

— 90.

— 95.

— 100.

— 105.

— 110.

— 115.

— 120.

— 125.

— 130.

— 135.

— 140.

— 145.

— 150.

— 155.

— 160.

— 165.

— 170.

— 175.

— 180.

— 185.

— 190.

— 195.

— 200.

— 205.

— 210.

— 215.

— 220.

— 225.

— 230.

— 235.

— 240.

— 245.

— 250.

— 255.

— 260.

— 265.

— 270.

— 275.

— 280.

— 285.

— 290.

— 295.

— 300.

— 305.

— 310.

— 315.

— 320.

— 325.

— 330.

— 335.

— 340.

— 345.

— 350.

— 355.

— 360.

— 365.

— 370.

— 375.

— 380.

— 385.

— 390.

— 395.

— 400.

— 405.

— 410.

— 415.

— 420.

— 425.

— 430.

— 435.

— 440.

— 445.

— 450.

— 455.

— 460.

— 465.

— 470.

— 475.

— 480.

— 485.

— 490.

— 495.

— 500.

— 505.

— 510.

— 515.

— 520.

— 525.

— 530.

— 535.

— 540.

— 545.

— 550.

— 555.

— 560.

— 565.

— 570.

— 575.

— 580.

— 585.

— 590.

— 595.



# L'Occident n'est-il qu'un accident ? par Bertrand Poirot-Delpech

(Suite de la page 17.)

L'Occident a civilisé le reste du monde, l'Occident a perdu l'occasion de sa civilisation lui-même en écrasant les cultures réputées moins avancées parce qu'il n'avait pas de techniques. Les Mayas ont eu l'idée des décimales avant tout le monde. Les Arabes ont imaginé avant nous la rotation de la Terre, la vaccination anti-varicelle, l'opération de la cataracte, la pénicilline, et même la percement du canal de Suez. Ils ont séduit plus que conquis l'Espagne. La bibliothèque de Cordoue rassemblait cent mille volumes quand celle de Charles V n'en comptait qu'un millier. A Poitiers, les plus barbares n'étaient peut-être pas ceux qu'on a dit.

Grâce à leur théorie du « champ continu » opposée à notre vision d'un monde d'atomes fermés de vide, les Chinois nous ont précédé de plusieurs siècles dans la découverte de la boussole, des horloges, de l'imprimerie, du gouvernail. La Bhagavad-Gîtâ, le soufisme ou l'art de vivre balinois contiennent plus de sagesse pour l'avenir que notre religion du désir et de la croissance infinie. En honorant Jésus, alors que Dante plaçait Mahomet en enfer, le Coran nous donne une leçon de tolérance. C'est au contact des cultures non occidentales que nos artistes ont préféré l'imaginaire à la géométrie.

Pour éviter notre désintégration à force d'individualisme violent, Garauzy suggère de substituer à l'éclectique perspective hégémonique un dialogue symphonique entre les civilisations. Cela suppose que l'enseignement donne au moins autant de place aux autres cultures qu'à la nôtre, à l'esthétique qu'à la science, et à la prospective qu'à l'histoire. Nous devrions notamment nous inspirer du tiers-monde, qui détient désormais, selon l'auteur, le monopole des « expériences créatrices » : les socialismes de Tanzanie et d'Algérie, la non-violence de Gandhi, la pédagogie du Brésilien Paulo Freire, la théologie de la libération en Amérique latine, la révolution culturelle chinoise, jugée plus proche du message évangélique que notre Eglise, rempart de la propriété et de la hiérarchie.

Pes une réserve, au passage, sur les tyrannies ou les impérialismes qui se mêlent à ces expériences ! Garauzy aurait plus de chances d'être entendu s'il admettait qu'en Orient, aussi, il y a des accidents, et s'il se montrait plus nuancé dans l'exaltation des autres comme dans le dénigrement de nous-mêmes. Il prend le risque d'eugénisme, par réaction, le nombre des Occidentaux lassés de battre leur coulpe.

Mais il est vrai qu'on ne compensera jamais assez le tort qu'a eu notre histoire, comme toutes les histoires, d'être écrite par les vainqueurs !

PARMI les artisans du dialogue entre les civilisations, Alan Watts occupe une place qui apparaît sans doute plus considérable que celle de Garauzy, parce que plus engagée et incarnée.

Né en 1915 et mort en 1973, cet Anglais fixé aux Etats-Unis dès 1938 et converti au bouddhisme zen après cinq années de prière épiscopienne n'a pas usé sa réputation de maître à penser, ou plutôt à dé-penser, des beatniks et des hippies de la côte Ouest. Par tous les moyens, de la méditation au LSD, il a prêché d'exemple pour un bonheur débarrassé du péché chrétien, d'un dieu extérieur à soi, du moi vaniteux et craintif, du temps, du corps, de la vie, de la mort, et - autres concepts sans réalité -.

## ● Pour un dialogue des civilisations de Roger Garaudy

### ● Mémoires, d'Alan Watts

Après avoir décrit ses expériences — Joyeuse Cosmologie, Psychothérapie orientale et occidentale (Fayard), le Bouddhisme zen (Payot), Amour et Connaissance, Matière à réflexion, le Livre de la sagesse (Denoël), — Alan Watts en donne aujourd'hui le journal. Il raconte comment la fascination pour le bouddhisme l'a saisi dès le collège anglais, l'aide que lui ont apportée dans sa synthèse des précurseurs comme Guénon et Huxley sa rupture avec l'Eglise épiscopienne en 1930 et la rayonnement que connaît l'Académie des études asiatiques de San-Francisco, à la mesure des besoins spirituels insatisfaits par les Universités et les Eglises existantes.

PERSUADE que les collectivités « opèrent toujours au niveau inférieur de l'intelligence et de la sensibilité », — cette défiance à l'égard de toute institution restera peut-être la clé de ces années 60. — Watts préfère bientôt au cadre universitaire les rencontres complètement informelles avec les marginaux de Sausalito.

Cette partie de ses souvenirs est celle qui apporte le plus d'éléments nouveaux par rapport à ses ouvrages théoriques. On croise Miller, Jung, Leary, des industriels en vadrouille. On surprend des jugements abrupts de l'auteur : sur la psychanalyse — à quoi bon lever des inhibitions sexuelles si c'est pour respecter les pires conventions sociales ! — ou sur le vie intellectuel des Anglais, que le sens de la liberté, poussé jusqu'à l'excès, n'empêcherait pas de sombrer dans un « élégant vide ».

Mais Watts n'échappe pas aux défauts de presque tous les auteurs de Mémoires. Le souci d'être complet fait perdre de vue ce que le lecteur attend. La place donnée aux copains et aux amours d'enfance répond à la vivacité des souvenirs de l'époque, plus qu'à leur intérêt. L'hiver fut froid, septembre arriva vite, Mme X... portait une robe verte, etc. : pas de plongée dans le passé sans ces sacrifices inutiles au pittoresque !

VENANT d'un Occidental qu'on croyait parfaitement orientalisé et défilé de son petit « moi », la déception est plus vive. On s'attendait que son histoire, et jusqu'à ses phrases, se passent de sujet. On la trouve bien Européenne, en définitive, pour quelqu'un qui se présente parfois comme une réincarnation de poètes taoïstes ou de yamabusi japonais, bien bavard pour un ennemi du verbal qui a juré de suggérer l'indicible des choses.

Watts dit quelque part qu'on ne peut pas plus enfermer le monde dans un système qu'expliquer Bach par des mots. Tout au plus approche-t-on la vérité et la sagesse par métaphore. Pour effacer les limites entre le « moi » et le « tout », l'homme doit développer sa « sensation océanique » de fusée. Le secret de l'univers et de la paix sont à épier dans une nervure de feuille, dans la son de la pluie.

Si l'auteur était pleinement cohérent, il supprimerait toute biographie de ses Mémoires, qu'il contenterait au niveau sans temps ni ego de la spiritualité et de la poésie.

Mais l'Occidental et le professeur, en lui, gardent un pied dans la raison et la pédagogie. Sa conversion n'est pas que plus convaincante, et tentant son calme de goutte d'eau sur bord d'un toit.

\* POUR UN DIALOGUE DES CIVILISATIONS, de Roger Garaudy, Ed. Denoël, 235 pages, 44 F.

\* MÉMOIRES, d'Alan Watts, Ed. Fayard, 406 pages, — F.

## policier

### Edgar aime Gaston

(Suite de la page 17.)

Un brin de politique aussi : avec ces photographies de Leroux, confrère de Jean Jaurès au procès Dreyfus de Rennes, en 1905, ou dans la suite de Georges Clemenceau, alors ministre de l'Intérieur, visitant la Vendée en septembre 1906, gibus sur la tête. C'est le temps des premiers coups au Maroc, des premières

secousses révolutionnaires dans la Russie du tsar. Autant de titres dans le Matin, et souvent de « scoops », comme on ne disait pas encore. Rouletabille était né, sourieur de toujours tenir « le bon bout de la raison ».

Ce « bon bout de la raison » devait tout sauver, Edgar Faure en est fasciné. « Comment », dit-il, Gaston Leroux a-t-il pu raconter des histoires tout à fait incroyables et faire pourtant qu'on y croie ? Comment a-t-il pu imaginer des histoires le plus souvent atroces et faire qu'il n'y ait rien de malin ? Il y a une réponse : « C'est parce que, si l'écriture est incroyable, les personnages, eux, sont toujours profondément vrais. »

Voilà pourquoi on peut, sans déchoir, passer d'une étude sur la capitulation de Dioclétien d'après le panegyrique VIII au panegyrique aimable de Théophraste Longuet et d'Antonin Rose. Voilà pourquoi Edgar aime Gaston.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

MANUSCRITS RECHERCHÉS  
par  
les Editions  
**LETTRES DU MONDE**  
PUBLICATION ÉVENTUELLE  
FIXÉE PAR CONTRATS  
prendre rendez-vous :  
346-70-96  
ou écrire :  
142, rue Saint-Antoine,  
75012 PARIS

## Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :  
YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.

## société

### Quand la terre devient chauve

#### ● Un milliard d'hommes sont menacés par la destruction des sols.

DANS nos pays nantis on s'inquiète de la dégradation des sites et de la pollution de la nature. Ces efforts d'esthètes nous font oublier un phénomène autrement plus grave qui affecte les pays du tiers et du quart-monde : la destruction des sols. Ce sont des millions d'hectares qui, soumis à l'érosion, au surpâturage, à la salinisation, se transforment actuellement en déserts. La Terre sans arbres, d'Erik P. Eckholm, révèle cette

maladie de la planète, fort peu connue. Une calamité naturelle ? Pas du tout, mais une série d'erreurs écologiques commises au nom du progrès et du développement.

Sous prétexte de gagner des terres on continue à déboiser furieusement, partout. Seuls l'Europe, les Etats-Unis, la Chine et l'Algérie ont des plans de reboisement cohérents. Ailleurs, les photos prises par satellites montrent que la terre devient chauve.

Les conséquences s'enchaînent. D'abord la pénurie de bois, inappréciable mais vraie. Dans la plupart des pays surpeuplés, le bois, seule source d'énergie pour le chauffage et la cuisine, est devenu combustible plus précieux (et parfois plus cher) que le pétrole. On y brûle donc les bouses de vaches préalablement séchées. Déplorable gaspillage d'engrais organique qui en Inde porte sur 30 millions de tonnes par an alors que l'on s'efforce à construire des usines d'engrais chimiques.

Autre retombée du déboisement : l'érosion accélérée des zones de montagne (le quart des terres émergées) dont les terres dégringolent vers les plaines à chaque pluie. Et, bientôt, avec elles, les montagnards affamés. Leurs limons, ils vont les retrouver dans le lit des rivières, dans le fond des barrages-réservoirs, dans les canaux d'irrigation. D'où encore inondations plus fréquentes, mauvaise rentabilité des grands barrages, entretien incessant des systèmes d'irrigation.

Le désert mord chaque année davantage les franges des régions sèches. Accusée : la sécheresse. Coupables : les experts qui, croyant bien faire, ont creusé des puits et vacciné le bétail des nomades. Accroissement des troupeaux, surpâturage, érosion des sols. L'engrenage fatal était déclenché.

Les ingénieurs qui, pour augmenter le rendement des terres, ont poussé partout l'irrigation,

ont-ils été plus heureux ? Ils ont oublié qu'il ne suffit pas d'amener l'eau mais qu'il faut évacuer celle que les plantes n'utilisent pas. Sinon elle s'évapore et laisse son sel dans la terre. Résultat : 20 millions d'hectares non drainés voient leur productivité s'effondrer.

Toutes ces terres en peril sont situées en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, là où un milliard d'hommes tentent d'émerger de la misère. On comprend

que l'ouvrage-cri d'alarme lancé par Eckholm — fondé sur une enquête mondiale et une monumentale documentation — ait été soutenu par le très officiel programme des Nations unies pour l'environnement. L'écologie n'est pas une rêverie rousseauiste. C'est aujourd'hui la science de la survie.

MARC AMBROISE-RENDU.

\* LA TERRE SANS ARBRES, de Erik P. Eckholm, Robert Laffont, 336 p., 44 F.

## « Les analyses parlent »

#### ● En écoutant les habitudes du « divan », Dominique Frischer a entrepris une psychanalyse de la psychanalyse.

A priori, l'idée n'était pas mauvaise : donner la parole aux analystes, essayer de comprendre avec eux ce qui avait motivé leur « entrée en analyse », ce qu'ils avaient retiré des centaines, voire des milliers d'heures passées sur le divan d'un inconnu à évoquer hors de leur monde les fantasmes, leurs désirs, leurs angoisses ; peut-être même qu'à partir de là une critique de la psychanalyse, des ambiguïtés qu'elle recèle, des abus auxquels elle donne parfois lieu, s'élèverait-elle possible. Et, surtout, le public serait enfin renseigné sur cette étrange pratique, dont on ne sait pas trop si elle est magique ou médicale, ou autre chose encore.

Dominique Frischer, après avoir recueilli, par le truchement de petites annonces, une centaine d'analyses ou d'ex-analyses, s'est donc mise à leur écoute, curieuse de comprendre, ce qui, cette expérience, ce « voyage initiatique », a signifié ou signifie encore pour eux. Bref, elle a

repris une psychanalyse de la psychanalyse.

Disons-le tout net : le résultat n'est guère convaincant. Outre que l'anecdote prend le pas sur la réflexion, on ne sort pas des lieux communs les plus rassurés sur le caractère de classe de la psychanalyse, privilège des nantis, sur la dépolitisation qu'elle entraîne ; pratiquement, tous les militants interrogés par Dominique Frischer avouèrent avoir troqué, une fois le traitement terminé, leurs enthousiasmes contre des ricanalements. Quant aux sempiternelles réminiscences sur le rôle exagéré de l'angoisse, elles s'inscrivent dans la même ligne et résultent d'une méconnaissance d'un aspect essentiel de l'analyse : le contrat qu'établissent librement un spécialiste et un client. Contrat auquel nul n'est tenu de souscrire.

Cela dit, personne n'a jamais prétendu que les psychanalystes sont intouchables ni que, par je ne sais quelle prérogative, ils échappent à la critique. On regrettera d'autant plus que dans son travail de démythification Dominique Frischer n'ait pas élevé ou renouvelé le débat.

ROLAND JACCARD.

\* LES ANALYSES PARLENT, de Dominique Frischer, Stock, coll. « Témoigner », 400 p., 38 F.

Écoutez nos messages sur  
**EUROPE 1**  
de 7h à 19h

## AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE - PARIS - OUVERT DE 9 H 45 A 18 H 30 PARKINGS GRATUITS POUR NOS CLIENTS

### du 7 au 12 mars, une semaine de découvertes

#### VENDREDI 11 MARS

### des prix sélection sur l'ameublement et les sièges

AUX TROIS QUARTIERS, RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

محلات الأثاث







**Michel Tournier**  
de l'Académie  
Goncourt

## Le vent Paradet

"Une sorte d'autobiographie intellectuelle où l'auteur, passant de l'anecdote à la métaphysique et de la chronique à l'esthétique littéraire, cherche à approcher le secret de la création."

**GALLIMARD**

## lettres étrangères

### Grands classiques japonais

(Suite de la page 17.)

Un drame à l'échelle d'un pays entier, qui jusqu'alors menait la vie relativement paisible d'un empire isolé du monde. Intrigues, coups d'État, massacres : en quelques années, l'irruption au Japon de la violence et de la force brutale, qui, à la même époque, déchirent l'Europe chrétienne, va bouleverser la vie du peuple nippon. Des armées innombrables parcourent le pays, des centaines d'hommes sont déplacés. Dans le brassage énorme qui se produit émerge peu à peu la conscience d'une communauté culturelle qui, au terme d'une période de gestation, a donné naissance à la civilisation de l'époque Tokugawa (dix-septième-dix-huitième siècle) : celle que l'Occident allait découvrir avec l'ouverture du Japon au siècle dernier.

Ces récits, dont les auteurs sont inconnus, furent écrits dans les premières années du dix-huitième siècle. L'ampleur du bouleversement qu'ils relatent en font une épopée. Destinés, au départ, à être lus, mais écrits dans une prose rythmée qui se prêtait à la récitation, ils furent copiés pendant des siècles par des scribes aveugles, les moines au *bhwa* (sorte de luth à quatre cordes). Ces récits héroïques et moralisateurs, qui soulignent la vanité des choses, l'insanité des conquêtes guerrières, ont non seulement joué un rôle déterminant dans la formation et l'unification de la langue moderne, mais ont été aussi une source pour toute la littérature postérieure : le théâtre n'y trouve-t-il pas ses thèmes, et même un auteur comme Akutagawa, qui mourut au début de ce siècle, est redevable au *Dit du Hei*. Ce sont encore ces héros épiques, familiers, à tous, qui inspirent certains films (*La Porte de l'en-*

fer, par exemple) ou des feuilletons de télévision. Ils sont, en fait, l'une des sources de l'imaginaire nippon.

#### « La sentie du bout du monde »

Ce ne sont ni le bruit ni la fureur qui traversent l'œuvre de Bashô, l'un des plus grands écrivains et poètes classiques. Imprégné de la tradition du *haïku* (poème libre par le ton et le vocabulaire, mais des règles strictes de la poésie de court), qui fleurit au dix-septième siècle, Bashô porte ce qui n'était qu'un divertissement de lettrés au niveau d'un véritable art poétique.

Quittant sa retraite Bashôan (l'écriture se fait au bannier, d'où son pseudonyme), dans la banlieue d'Edo (nom de Tokyo à cette époque) pour de longs périodes à travers le Japon, Bashô a relaté ses pérégrinations dans cinq carnets de voyages, qui sont sans doute le meilleur de son œuvre. Chemin faisant, dans une prose rythmée par les *haïku*, dans lesquels se cristallisent le fugitif d'un instant, Bashô note ses impressions avec cette conscience frémissante qui caractérise sa sensibilité.

Le plus connu des carnets est « La sentie du bout du monde ». C'est la description d'un voyage qu'il fit dans les montagnes du nord du Honshû (île principale de l'archipel) et le long de la baie de Matsushima. Ces lieux sont aujourd'hui jalonnés de stèles sur lesquelles sont

## Apocalypse à Francfort

● Ce roman a inspiré le scénario de « L'ombre des anges », le film de Daniel Schmid dont la sortie récente à Paris a provoqué de vives polémiques.

DECIDEMENT, les écrivains allemands d'ont pas la main heureuse avec leurs personnages juifs. Depuis 1945, lorsque l'un d'eux apparaît par hasard dans un roman d'outre-Rhin, il semblait condamné d'avance à être sympathique et à jouer un rôle positif par rapport à celui du héros positif de la littérature réaliste socialiste.

Sous prétexte de dépasser la mauvaise conscience de ses compatriotes, et d'oser pour la première fois montrer un juif qui soit un homme comme tout le monde, Gerhart Zwerenz nous présente cette fois un portrait si noir que l'on se croirait presque transporté dans un pamphlet antisémite d'il y a cinquante ans.

#### Battre ou être battu

Juif d'origine allemande, revenu d'Israël au pays des assassins de son père pour se venger (« Tu ne feras grâce à personne et tu extorqueras de l'argent à chacun », lui a fait promettre sa mère au moment de débarquer), Abraham a choisi pour terrain de chasse sa ville natale, Francfort, où il est devenu millionnaire dans la spéculation immobilière. Ayant décidé, une fois pour toutes, qu'il n'y a dans la vie qu'une alternative : battre ou être battu, il ne recule devant aucun moyen pour ne jamais

être, lui, parmi ceux qui se font battre. Faisant appel, à tour de rôle, aux services de la police, des tribunaux, et d'hommes de main recrutés dans les bas-fonds, il entasse par centaines, des travailleurs étrangers dans les maisons qu'il achète, pour faire pression sur les anciens locataires. Si cela ne suffit pas, il n'hésite pas à employer des commandos de casseurs.

Faisant succéder les scènes de violence — combats de rue, assassinats crapuleux — et d'érotisme, croquant avec la férocité d'un George Gorky ou d'un Otto Dix une galerie de personnages grotesques ou monstrueux, Gerhart Zwerenz réussit à dresser un tableau proprement apocalyptique de Francfort, ce Manhattan germanique de verre et d'acier, capitale de l'argent, du banditisme et de la contestation étudiante, cette ville, symbole de notre monde d'aujourd'hui, aussi inhabitable que la Lune, c'est parce qu'elle est dominée, selon Zwerenz, par un système implacable dont les oppresseurs comme les opprimés, ceux qui veulent changer les choses et ceux qui s'en arrangent sont, en fait, les complices volontaires ou involontaires. Enrôlé, finalement, contre son gré, dans les services secrets israéliens, Abraham finira par découvrir, lui aussi, qu'il n'est qu'une des marionnettes de ce système dont il croyait détacher tous les fils.

Le roman de Zwerenz propose, sans aucun doute l'un des constats les plus désespérés qui aient été jamais écrits par l'un des représentants de la génération perdue des intellectuels d'après 1945. Mais, pour quel diable avoir choisi, pour personnaliser tous les maux du système, un juif (ils ne sont plus que trente mille en R.F.A.) plutôt qu'un chinois, un Espagnol, ou un Allemand ?

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

\* LA TERRE EST AUSSI INHABITABLE QUE LA LUNE, de Gerhart Zwerenz. Traduit de l'allemand par Yann Daniel. Albin Michel, 300 pages, 49 F.



gravés les haïkus que le paysage, défiguré désormais par l'industrialisation, inspira à Bashô. Tous les Japonais en connaissent plusieurs par cœur.

Même séparés de leur contexte, les haïkus de Bashô conservent leur puissance d'évocation. Ainsi cette image de l'été :

Le silence !  
Vibrant le roc  
le cri des cigales  
ou celle-ci, automnale,  
qui résonne  
comme une promesse :  
Dans ma main fondra  
car chaude sont mes larmes  
le geste d'automne.

PHILIPPE PONS.

## Mystères et jeunes dentelles

UN collège chic dans la brousse australienne. Rien n'y manque : une directrice sévère et alcoolique qui étouffe ses passions sous les guimpes balnéaires de ses robes, une institutrice française et charmante, des servantes peureuses et dociles, des jeunes filles de bonne famille à corsets et bottines montées. Un beau jour d'été, tout le monde va pique-niquer dans la campagne au pied d'un énorme monticule volcanique. Trois étudiantes s'éloignent un peu pour aller explorer l'impressionnant rocher et disparaissent. Plus tard, on en retrouve une. Elle se rétablit mais ne garde aucun souvenir de ce qui s'est passé.

Tel est le point de départ de ce roman qui lisse, tantôt à points serrés tantôt dans le flou poétique, un mystère inquiétant entre frivoles mousselines, rituelles tasses de thé et coups de brandy pour reprendre ses esprits quand le surmaturé par trop menaçant. Nous faisons campagne en plein roman victorien à la recherche de cadavres exquies. Chevauchées de beaux jeunes hommes, ragots de cuisine, lettres de dénonciation, polices, turpitudes et convenances. Alimable paysage de fiction entre Jane Eyre et les romans d'Edith Wharton, tandis que passent, à l'arrière-plan, les fantômes du *Tour d'émeraude*.

Ces étranges disparitions provoquent le déclin du collégien insolite et insolent, tandis que veille encore à la barre, figée dans ses terribles manœuvres, la directrice. Les choses n'en deviennent pas plus claires pour autant. L'auteur aime à jeter de la gaze sur les situations et à ouvrir, c'est la règle du genre, de pareux chemins qui contournent l'action dramatique. Malgré les coups de théâtre spectaculaires de la fin, on reste encore dans l'attente de quelque chose ; le mystère n'est pas tout à fait rentré dans la cage des évidences.

Mais ne boudons pas le plaisir désoût que l'on tire d'une telle lecture. Le sadisme fait des frissons sous les dentelles empestées, les chevaux piaffent, les personnages aussi, l'orage éclate quand il faut et l'hygiène quand il ne faut pas, on s'habille pour dîner et les jeunes gens qui s'étaient séparés à jamais, en homme un divertissement bon chic pour âmes rêveuses.

PIERRE KYRIA.

\* PICNIC AT HANGING ROCK, de Joan Lindsay, traduit de l'anglais par Marlène Véron. Flammarion, 246 pages, 35 F.

## Le Monde de l'éducation

Numéro de mars

### LES COMMUNES ET L'ÉCOLE

Parmi les tâches qui attendent les élus des prochaines municipales, l'école tient une grande place. L'enseignement est la première dépense ordinaire d'une commune (près de 20 % du budget pour les petites, plus de 30 % pour les grandes).

C'est l'effort supporté par les communes qui a permis, depuis quinze ans, d'assurer la prolongation de la scolarité et la démocratisation. C'est ce qui ressort d'une enquête menée par Guy HERZLICH dans des communes de tailles et de régions différentes et de toutes les orientations politiques.

Malgré l'importance des dépenses obligatoires, une commune peut, si elle le veut, avoir une politique originale en la matière. Mais beaucoup de maires — et pas seulement ceux de l'opposition — se plaignent à la fois des « transferts de charges » qu'elles ont à supporter de la part de l'État et du contrôle tatillon exercé par l'administration.

Huit maires de grandes villes — MM. Mauroy (Lille), Duron (La Havre), Pflimlin (Strasbourg), Fréville (Rennes), Royer (Tours), Dabadout (Grenoble), Chaban-Delmas (Bordeaux) et Defferre (Marseille) — exposent également, dans des interviews, leur conception de l'action municipale en matière éducative.

#### Egalement au sommaire :

L'échec des C.E.S. : les lecteurs répondent. Des conseils de lecture pour les parents sur l'éducation des enfants. Suède : que vont faire les partis « bourgeois » ? Des collégiens à l'usine. L'amertume de l'université de Pau. L'université populaire d'Alsace. Le sens caché des contes, par Marc Soriano. Les métiers du droit. Que faire avec une année de psychologie ? Scolariser les enfants malades.

numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an), 50 F.

« LE MONDE DE L'ÉDUCATION »,  
5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09.

## Andréï Amalrik

### Voyage involontaire en Sibérie

Collections Témoins  
**GALLIMARD**

## Dans la brochure 1977 « Destination Nord-Bennett »

### 54 circuits, séjours et croisières dans les Pays nordiques

dont les fjords de Norvège, le Cap Nord,  
l'Islande et le Groenland

D'avantage de Français chaque année choisissent les Pays du Nord pour leurs vacances. Ils vont y chercher le calme et la détente, dans une nature grandiose et préservée, loin des foules bruyantes.

Pourquoi ne pas découvrir à votre tour la majestueuse beauté des fjords, l'étonnant spectacle du Soleil de Minuit, l'insolite des paysages lunaires islandais, la banquise du Groenland.

Demandez à Bennett, le grand spécialiste de ces destinations, de vous adresser sa brochure « Destination Nord 1977 ». Elle propose 54 programmes combinant avion, bateau, train ou voiture pour visiter les Pays Nordiques.

On peut choisir entre différentes formules de voyages. En groupe, avec accompagnateur, pour ceux qui préfèrent ne « s'occuper de rien ». Individuels pour les indépendants. En voiture — la sienne ou louée sur place — pour les amoureux du volant et de la liberté. Les croisières, enfin, pour ceux qui attirent le charme du bateau et un certain luxe. Les magnifiques paquebots de la Royal Viking Line combleront leurs désirs avec pas moins de 21 départs et quatre programmes différents, dont l'Alaska. Proposées également par Bennett, les célèbres croisières du Vistafjord vers les fjords, le Cap Nord et le Spitzberg.

Rappelons que Bennett est l'agent pour la France de nombreuses compagnies maritimes desservant les pays scandinaves dont Fred. Olsen-Bergen Line qui propose, cette année encore, un grand choix de circuits et séjours en Norvège, conçus surtout pour les automobilistes.

Ces différents programmes vous seront adressés gracieusement contre envoi de ce bon à Vnyages Bennett, 5, rue Scribe, 75009 Paris - Tél. 742.91.89.

Veuillez m'adresser, sans engagement de ma part :

☐ vos programmes de voyages vers les Pays du Nord,  
☐ les horaires/tarifs des services maritimes vers la Scandinavie.

Voyage envisagé :

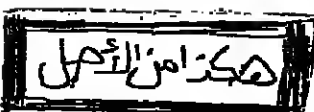
☐ accompagné ☐ individuel ☐ voiture ☐ croisière

Nom .....

Adresse .....

Licence 9 A

13 1









## DÉFENSE

### Le marché du siècle

Le constructeur américain ne tient pas ses engagements, estime le Danemark

De notre correspondante

Copenhague. — Il paraît de plus en plus douteux que l'échange des signatures définitives du contrat pour le « marché du siècle » — l'achat de l'avion américain F-16 par quatre pays européens — puisse avoir lieu, comme prévu, aux alentours du 1er avril. En effet, le ministre danois de la défense, M. Orla Møller, vient pour la seconde fois de demander à ses collègues de Norvège, de Belgique et des Pays-Bas qu'une rencontre soit organisée entre les représentants des quatre Etats afin d'examiner en détail certains

points du contrat dont il s'estime lui-même peu satisfait. M. Møller pense notamment que les compensations offertes à son pays à ce jour, elles intéressent une douzaine de firmes et se montent à l'équivalent de 850 millions de francs) ne répondent pas aux promesses faites au moment où les quatre membres de l'OTAN se sont décidés à commander ensemble trois cent quarante-huit chasseurs F-16 à la société américaine General Dynamics.

Toujours selon M. Møller, ces compensations pour l'achat de cinquante-huit appareils par le Danemark devraient se monter à 58 % du coût total du programme. Or, on ne serait arrivé actuellement qu'à tiers de cette somme. De surcroît, le bruit a couru, ces dernières semaines, que le prix des F-16 avait très nettement augmenté en deux ans, dépassant les estimations avancées lorsque les pré-accords avaient été conclus en 1975.

D'après le quotidien *Aktuel* (organe du parti social-démocrate et des syndicats), le gouvernement de Copenhague serait résolu à ne pas signer tant que les Américains n'auraient pas accepté de commander aux chantiers navals de Frederiksbavn quelques centaines de surveillance, du type Willemoes.

CAMILLE OLSEN.

## SOCIÉTÉ

### ON NE COMBAT PAS LE PLAN BARRE EN SE « DÉFONÇANT »

estiment les jeunes communistes à propos de la drogue

« La drogue est un piège dramatique », a déclaré mercredi 9 mars, à Lyon, au cours d'une conférence de presse, M. Pierre Zarka, secrétaire national du Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.), avant de souligner que son mouvement refusait d'entrer dans la distinction « subtile » et « dangereuse » entre drogues « dures » et drogues « douces ». Pour les jeunes communistes, il n'y a pas de distinction : la toxicomanie soit importante ou pas, elle est une véritable plaie de la société et des possibilités de changements réels sont absentes.

Le M.J.C.F. juge « criminelle » la « caution de gauche » apportée par les « gauchistes » et le journal *L'Éducation* à la drogue. Cette caution « fait le jeu de la démolition que cherche à obtenir le pouvoir pour mener sa politique et rester en place ». A ce propos, M. Zarka a ajouté : « On ne combat pas la drogue en se défendant, on la combat en la détruisant. Les injustices flagrantes et les pourri-tures qui sont le fait des privilèges de la fortune en se « défendant ».

Estimant qu'« il n'y a jamais eu d'antagonisme de gros bonnets », les jeunes communistes accusent le pouvoir « de ne pas combattre la drogue ». Ils jugent néanmoins que « la répression qui s'abat sur les victimes n'est pas un remède. Elle permet juste aux jeunes drogués de se sentir un peu plus du bon de la société ».

© Les jeunes giscardiens et la drogue. M. Dominique Bussere, président de la Fédération sociale et libérale, a annoncé que son organisation avait demandé aux docteurs Michel Villaret et Jacques Waybemps de préparer un livre blanc sur les jeunes Français et la drogue.

## EQUIPEMENT

A PROPOS DE...

LA RÉVISION DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EUROPÉENNE

### De Bruxelles à la Rue de Rivoli

Continuant ses consultations dans les capitales européennes, M. Antonio Gioritti, commissaire de la C.E.E. chargé de la coordination des divers fonds communautaires et responsable de la politique régionale, a expliqué, mercredi 9 mars, à Paris, après avoir rencontré plusieurs membres du gouvernement français, dans quel esprit la Commission de Bruxelles envisageait pour l'avenir la politique d'aménagement du territoire pour les Neuf.

C'est à la fin du mois d'avril que la Commission fera son conseil des ministres des propositions précises sur la gestion du Fonds européen (FEDEP) à partir de 1978. Dans ces négociations avec les Etats, étant donnée la conjoncture, nous ne prévoyons pas un parcours très facile », a avoué M. Gioritti. La Commission souhaiterait notamment que le budget du Fonds soit sensiblement accru (il est pour 1977 de 500 millions d'unités de compte : 2,3 milliards de francs). Mais l'Allemagne fédérale, par exemple, qui apporte au Fonds 26 % de ses ressources pour ne recevoir que 8 % des aides, rechigne naturellement. Les Etats bénéficiaires (l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Irlande) appuient, en revanche, la nouvelle Commission qui, par la voix de M. Gioritti, estime que « le FEDEP doit cesser de n'être que l'instrument d'une banale politique d'assistance voire d'aumône aux régions défavorisées ».

Pour faire une véritable politique de rééquilibrage — d'autant plus urgente que les distorsions s'accroissent entre les zones les plus prospères de l'Europe et les provinces touchées par l'exode — les Etats et la Commission doivent amplifier leur action et réviser leurs méthodes de gestion du FEDEP, qui, après trois ans seulement, risquent de « tomber dans la routine ».

La Commission de Bruxelles demande que les interventions communautaires soient « plus souples et plus flexibles », se méfiant des critères trop précis et des « esprits de système ». « Pour remédier au mal essentiel qui constitue le chômage, pour lutter contre le déclin de la sidérurgie européenne, il faut que les Etats et les responsables de la Communauté puissent déterminer avec plus de liberté qu'avant les lieux et les modalités des aides, en fonction des situations ».

#### Une action autonome

Autre proposition originale, mais quelque peu explosive, de la Commission : pourquoi ne pas réserver à la Commission et pour des projets ayant un réel caractère européen une intervention hors quotas, lui permettant d'entreprendre une action « autonome » et « spéciale » ?

Tous ces ballons d'essai ont été présentés aux autorités françaises qui les ont accueillis avec intérêt et prudence. La position de la France, à la veille de cette renégociation du FEDEP, est maintenant claire : Paris, qui verse 21 % et ne reçoit que 15 %, demandera un ajustement de son quota invitant le principe du « juste retour » (qui, toutefois, est « à l'usage » peu contraire à l'esprit communautaire. Paris ne souhaite pas

toutefois un relèvement automatique, chaque année, du budget du FEDEP mais demande que les dépenses d'investissement ne soient pas oubliées dans ses interventions.

Enfin — mais cette question relève de la « cuisine » budgétaire française — les responsables de l'aménagement du territoire veulent que les crédits régionaux de Bruxelles soient inscrits dans la loi de finances sur une ligne budgétaire spéciale afin que les aides communautaires puissent être clairement appréciées. La messe de Bruxelles viendra donc en surplus des crédits nationaux, non en substitution.

L'objectif sur ce point est Rue de Rivoli, non à Bruxelles.

F. Gr.

## PÊCHE

### UNE « PREMIÈRE » A BRUXELLES

#### Ouverture des négociations entre la C.E.E. et l'Allemagne de l'Est

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Communauté engage ce jeudi matin 10 mars à Bruxelles, les négociations en vue de la conclusion d'un accord de pêche à long terme avec la République démocratique allemande. C'est la première fois, dans l'histoire du Marché commun, que des représentants de l'Allemagne de l'Est rencontrent officiellement une délégation communautaire : la R.D.A. comme les autres pays de l'Est, n'a jamais en effet, reconnu la Communauté. La délégation de la R.D.A. est conduite par M. Wang, ministre responsable des industries alimentaires et de la pêche.

D'autre part, la seconde phase des négociations entre l'Union soviétique et la Communauté en vue de la conclusion de nouveaux accords, tenant compte de l'extension des zones de pêche réservées à 200 milles au large des côtes, se poursuit depuis lundi. Cette fois encore, la délégation soviétique est conduite par M. Ichkov, ministre soviétique des pêches. La Communauté a proposé un projet d'accord-cadre : les Soviétiques, de leur côté, ont avancé des contre-propositions. Les deux camps s'efforcent maintenant de faire coïncider ces textes.

Certaines difficultés sont de nature politico-juridique. Par

exemple, comment intituler l'accord ? « Accord entre l'U.R.S.S. et la Communauté » — ce qui équivaudrait à une reconnaissance de cette dernière — ou « entre l'U.R.S.S. et les Etats membres » ?

Sur le fond, la Communauté souhaite que ce futur accord repose sur la notion de réciprocité : les Soviétiques pourraient pêcher dans les eaux communautaires des zones délimitées de poissons à haute valeur commerciale. Neuf seraient autorisés à capturer dans les eaux soviétiques (essentiellement dans la mer de Barents) une telle formule obligerait les Soviétiques à réduire considérablement leurs prises.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

## TOURISME

### Des aides pour la petite et moyenne hôtellerie

Priorité à la petite et moyenne hôtellerie, développeront du camping-caravaning, aide aux chaînes hôtelières envisageant de s'implanter à l'étranger, et promotion de l'hébergement social restent les quatre grands axes de la politique du secrétariat d'Etat au tourisme, a indiqué M. Jacques Médecin, mercredi 9 mars, lors de la séance de clôture d'un colloque consacré aux hébergements touristiques.

L'aide « privilégiée » la petite et moyenne hôtellerie s'est concrétisée en 1976 par l'augmentation de la dotation du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.), qui, de 340 millions en 1975, est passée l'an dernier à 370 millions de francs. De même, l'an dernier, 25 % des prêts accordés par le Crédit hôtelier ont été alloués à des opérations d'extension de 200 000 francs et 87,4 % à des devis inférieurs à 500 000 F. D'ici à 1980, a précisé M. Médecin, l'accroissement du parc hôte-

lier français devrait se solder par 10 500 chambres nouvelles. Pour ce qui concerne l'exportation des chaînes, ce sont quelque 25 000 chambres qui devraient être créées, dans les trois années à venir, hors de nos frontières.

Abordant ensuite le dossier du camping, le secrétariat d'Etat au tourisme a estimé à 375 000 le nombre de places qui seraient créées lors du VII<sup>e</sup> Plan, et a annoncé qu'une « prime camping » sensiblement analogue à la prime spéciale d'équipement hôtelier allait être incessamment mise au point.

Enfin, M. Médecin devait faire le point quant au tourisme dit « social », rappelant que les différentes catégories d'hébergement en milieu rural étaient désormais « officielisées », et que, d'ici à 1980, 30 000 lits en villages de gîtes ou chez l'habitant seraient créés, de même que 3 500 chambres en hôtels ruraux.

## TRANSPORTS

### Des plaintes vont être déposées après l'appareillage irrégulier du cargo panaméen « Marlin-II »

La nuit, dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 mars, du cargo panaméen *Marlin-II*, bloqué dans le port de Nantes depuis le 14 décembre par les marins C.G.T. pour non-observation des règlements de l'I.T.F. (Fédération internationale des transporteurs) sur les salaires et les conditions de vie à bord, est un nouvel épisode de la guerre qui oppose depuis plusieurs mois les propriétaires de navires battant pavillon de complaisance aux gens de la mer.

Le *Marlin-II* était l'un des huit navires bloqués à Nantes depuis le début de l'année pour non-application des règlements de l'I.T.F. Les circonstances dans lesquelles il a forcé le blocus font l'objet de nombreux commentaires à Nantes. L'attitude trop passive des autorités françaises provoque de vives critiques.

Mardi soir, les haussiers retenaient le navire à quai ont été coupées de la hache, et le *Marlin-II* a quitté le port par ses propres moyens. Selon la C.G.T., trois hommes seulement se trouvaient à bord.

Une vedette rapide des douanes se lança à sa poursuite, mais le cargo devait rester sourd aux appels ainsi qu'à ceux lancés un peu plus tard par un bâtiment de la marine nationale. Ce dernier, le *Cléo*, devait même tirer des coups de canons dans le but d'obliger le cargo panaméen à faire machine en arrière, sans succès.

Le bâtiment de la marine nationale a rebroussé chemin dès que le *Marlin-II* a atteint les eaux internationales. Il n'a pas été jugé nécessaire, selon les autorités maritimes, de le poursuivre puisque les multiples infractions du cargo panaméen auront des suites judiciaires.

Cette affaire, qui survient après celle du *Globik-Venus* au Havre, illustre la grave question — controversée — des pavillons de complaisance, dont M. Augustin Gruenats, responsable des affaires internationales à la Fédération des syndicats maritimes (C.G.T.), parle dans l'interview ci-dessous.

### Des marins en dérive

Quel est le sens de votre action ?

L'action déclenchée par les syndicats de marins contre les navires de complaisance dépasse les frontières françaises. On recense aujourd'hui trois bateaux retenus en Grande-Bretagne, un à Anvers, un en Suède, un à Rotterdam, deux à Malte, un en Israël, trois en France (ils étaient quatre avant le départ du *Marlin II*). Dans le monde naviguent environ 6 000 navires battant pavillon de complaisance (Panama, Singapour, Chypre, Bahamas, ...). La Commission de Bruxelles demande que les interventions communautaires soient « plus souples et plus flexibles », se méfiant des critères trop précis et des « esprits de système ».

Sur quoi portent les revendications de l'I.T.F. ?

A propos des salaires, par exemple, l'I.T.F. demande un minimum de 531 dollars par mois pour le matelot qualifié, en s'appuyant sur le fait que derrière les pavillons de complaisance se cachent le plus souvent des armateurs ou des firmes multinationales aux ressources considérables. L'I.T.F. ne veut pas que les pavillons de complaisance, en sous-payant les équipages, fassent aux flottes des pays industriels une concurrence déloyale.

Les armateurs européens reconstruisent-ils, eux aussi, aux pavillons de complaisance que, pourtant, leurs gouvernements condamnent verbalement ?

Evidemment. L'Allemagne fédérale a fait passer la moitié de sa flotte sous des pavillons. Les Pays-Bas suivent le même chemin. En France, il existe des armateurs qui exploitent dans les mers lointaines des navires dans des conditions d'exploitation déplorables. D'autres armateurs ont des navires de complaisance. Ne trouvez-vous pas inadmissible que les grands complexes sidérurgiques de Fos et de Dunkerque soient alimentés en minerais par des navires étrangers, souvent de complaisance, alors que ces usines, très coûteuses, ont été financées en partie par des aides de l'Etat ? Et, au même moment, on se plaint de l'insuffisance de la flotte nationale ! Les navires français ne transportent que 25 % des

produits pondéreux nécessaires à l'industrie française et 70 % seulement de l'industrie. Le plan de développement de la marine marchande (1976-1990) ne sera certainement pas réalisé.

Pour le cabotage national, notre flotte est très insuffisante, mais, plutôt que de la développer, les armateurs et les chargeurs préfèrent souvent demander des dérogations aux services de la marine marchande et affréter des navires étrangers.

Mais l'affaire des pavillons de complaisance est une vieille histoire ?

On discute, en effet, de ce problème dans les instances internationales, à Genève notamment, depuis 1933. Résolutions, enquêtes, déclarations se suivent, mais le mal ne cesse de croître. En 1950, les pavillons de complaisance représentaient 5 % de la flotte mondiale ; en 1970, 18 % ; aujourd'hui, 30 %. Pour ma part, je suis catégorique : il faut qu'un boycottage général de ces navires soit organisé. En 1970, j'ai demandé devant l'Organisation internationale du travail que ce boycottage s'applique dans un premier temps aux navires pétroliers, mais je n'ai pas été suivi. Même échec en 1972. Une convention a enfin été signée à Genève en octobre 1976, mais, pour qu'elle soit appliquée, il faut qu'elle soit ratifiée au moins par dix pays représentant ensemble 25 % du tonnage mondial. Je viens d'écrire au secrétaire général à la marine marchande pour que la France prenne la tête des pays s'engageant dans la procédure de ratification afin que les dispositions de cette convention (même si elles sont assez limitées) soient réellement dans les faits, et que les pavillons de complaisance soient combattus comme la peste.

La bataille menée par les syndicats n'est-elle pas un peu échevée ?

Notre action n'aura pas été inutile, jusqu'à maintenant. Depuis 1974, sur l'initiative de la Fédération C.G.T., une soixantaine de navires de complaisance ont été retenus par les responsables syndicaux dans les ports français, et nous sommes parvenus à faire payer, par les armateurs, une somme totale de 1,5 million de dollars d'arriérés de salaires. Aujourd'hui encore, trois navires sont bloqués dans les ports français : le *Globik-Venus* au Havre, un navire à Bayonne, un autre dans l'étang de Berre.

Dans l'affaire du « Globik-Venus », l'attitude des autorités françaises a soulevé de nombreuses protestations.

La façon dont ont agi les autorités françaises au Havre est inadmissible, et constitue un affront, pour la France et pour nous, que nous n'oublierons pas de sitôt. Cette attitude trahit courtoisement avec les belles paroles généreuses des pouvoirs publics, qui, périodiquement, rappellent qu'il faut engager sur le plan international une lutte contre ces bateaux-pirates. Mais, jusqu'à maintenant, ce sont nous les syndicats, qui avons organisé cette campagne.

Les inspecteurs français de la navigation font, certes, correctement leur travail, et ils ont obtenu des résultats positifs, mais ils ne sont pas assez nombreux et leurs pouvoirs sont limités. Ils ne peuvent monter à bord des navires étrangers que pour vérifier, au plan de la sécurité, si le matériel est conforme aux règlements, mais ils ne peuvent pas intervenir pour ce qui concerne les conditions de vie des hommes à bord.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD.

## PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

Direction de l'Administration Générale et de la Réglementation

Bureau de l'Administration Générale et des Elections

Ligne nouvelle ferroviaire Paris-Sud-Est et artère de télécommunications à grande capacité PARIS-SUD-EST

## AVIS D'OUVERTURE de l'enquête parcellaire

dans les communes de COURCELLES-FRÉMOY, THOSTE, DOMPIERRE-EN-MORVAN, LACOUR-D'ARCEY, JUILLENAVY

Une enquête parcellaire destinée à déterminer l'identité des propriétaires et les caractéristiques des parcelles dont l'acquisition est nécessaire pour permettre la construction de la ligne nouvelle ferroviaire Paris-Sud-Est d'une part et l'établissement de l'artère de télécommunications Paris-Sud-Est d'autre part, se déroulera dans les communes de Courcelles-Frémy, Thoste, Dompiere-en-Morvan, Lacour-d'Arcey et Juillénay du 4 avril 1977 au 27 avril 1977 inclus.

Pendant cette période les plans du dossier seront déposés dans les mairies et pourront être consultés aux jours et heures suivants : Courcelles-Frémy : de 14 h. à 16 h. du lundi au vendredi inclus Thoste : de 14 h. à 16 h. du lundi au vendredi inclus Dompiere-en-Morvan : de 14 h. à 16 h. du lundi au vendredi inclus Lacour-d'Arcey : de 10 h. à 12 h. du lundi au vendredi inclus Juillénay : de 10 h. à 12 h. du lundi au vendredi inclus

afin que les personnes qui le désirent puissent en prendre connaissance et compléter leurs observations sur le registre ouvert à cet effet.

Les observations pourront également être adressées directement par écrit au commissaire-enquêteur, M. VERMOREL Félix, Directeur des Impôts (Contributions Directes et Cadastre) 60 rue de la République, 22 rue de la République à Dijon, soit en milieu de l'une des communes indiquées ci-dessus.

A l'issue de l'enquête les personnes concernées pourront demander à prendre connaissance des conclusions du commissaire-enquêteur en adressant leur requête à M. le Préfet de la Côte-d'Or, Directeur de l'Administration Générale et des Elections 21001 DIJON cedex.

Dijon, le 15 février 1977.

LE PREFET, MICHEL BACHELIER.

## QUALITÉ DE LA VIE

MANIFESTATION A FLAMMANVILLE. — Les forces de l'ordre sont intervenues le mardi 8 mars sur le chantier de la centrale nucléaire de Flammanville, dans la Manche, pour faire évacuer des opposants qui occupaient le site. Le mercredi 9 mars, un millier de manifestants, en réponse à cette action, ont organisé un raid automobile à Cherbourg. (Corresp.)

















**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES**

**DOMINIQUE BLANCHARD**  
**100<sup>e</sup> SUZANNE FLON**  
**FRANÇOISE LUGAGNE**  
*Les dames du jeudi*  
 de Loleh BELLON  
 mise en scène de Yves BUREAU  
 Prix IBSEN 1977  
 Location: Théâtre, Agences et par téléphone 723.35.10

**LA SEMAINE DU BOLCHOÏ**  
 AU PALAIS DES CONGRÈS

Vendredi 11 Mars à 20 h 30	LE LAC DES CYGNES avec Natalia BESSMERTNOVA et Mikhaïl LAVROVSKI
Samedi 12 Mars à 15 h	GISELLE avec Nadejda PAVLOVA et Vladimir VASSILIEV
Samedi 12 Mars à 20 h 30	LE LAC DES CYGNES avec Ludmila SEMENIAKOVA et Mikhaïl LAVROVSKI
Dimanche 13 Mars à 14 h 30	LE LAC DES CYGNES avec Tatiana GOLIKOVA et Alexandre BOGATYRIOV
Mardi 15 Mars à 20 h 30	LE LAC DES CYGNES avec Natalia BESSMERTNOVA et Alexandre BOGATYRIOV
Mardi 15 Mars à 20 h 30	SOIRÉE TCHAIKOVSKI (PREMIÈRE)

La Direction du BOLCHOÏ se réserve le droit de modifier la distribution.  
 LOCATION AU PALAIS DES CONGRÈS  
 au guichet tous les jours ou par téléphone: 758.27.74  
 de 12 h 30 à 19 h  
 ET TOUTES AGENCES

**MARIE FRANÇOISE BUCQUET**  
 Piano  
 15 MARS 1977  
 20 h 30  
 Schumann - Schönberg  
 M. F. BUCQUET a enregistré pour Philips l'œuvre pour piano de Schönberg - disque n° 6500 510  
**PHILIPS**

**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**

POUR LA 1<sup>re</sup> FOIS EN FRANCE  
 14 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES  
 du 1<sup>er</sup> au 16 Avril

**LES BALLETS DE CHANGHAI**  
 DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

1, 2, 4, 6, 8, 9, 12, 13, 14, 15, 16 Avril à 20 h 30. Le 3 et 17 à 19 h.  
 "LA FILLE AUX CHEVEUX BLANCS"  
 BALLET RÉVOLUTIONNAIRE CONTEMPORAIN  
 5, 10, 15, 16 Avril à 20 h 30. Le 11 et 17 à 19 h.  
 LES CHOISIS DU BALLET RÉVOLUTIONNAIRE  
 "LA FILLE AUX CHEVEUX BLANCS"  
 MUSIQUES ET DANSES FOLKLORIQUES

LOCATION OUVERTE au Théâtre, Agences et par téléphone 225.44.36 et Agences

**THÉÂTRE EN ROND DE PARIS**

EX-L'EUROPÉEN  
 5, rue Biot (place Clichy)

A partir du 21 mars  
**LE DIBOUK**  
 LOCATION 387-88-14

**Centre Georges Pompidou**  
 Le jeune théâtre national et le théâtre des quartiers d'Ivry présentent

**IPHIGÉNIE HOTEL**  
 de Michel VINAYER  
 mise en scène Antoine VITEZ  
 du 10 au 21 mars, à 20 h 30, et dim. et mardi soir, matinée dim. à 15 h.  
 Réservation: 278-79-95  
 et FNAC

**THÉÂTRE D'ORSAY**

**CERNAUD-BARRAULT**  
 en alternance  
**Le Nouveau Monde**  
 Villiers de l'Isle Adam  
 mise en scène Jean-Louis Barrault

**Harold et Maude**  
 Colin Higgins - J.-C. Carrière  
 mise en scène Jean-Louis Barrault

**THÉÂTRE D'ORSAY**  
 en alternance  
**Madame de Sade**  
 Y. Mishima - A.P. de Mandiargues  
 mise en scène J.-P. Granval

création  
**La Plage**  
 Severo Sarduy  
 adaptation scénique et mise en scène Simone Benmussa  
 7, quai Anatole France - 548.38.53

**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**

**GUY TRÉJAN**  
**FRANÇOISE BRION**  
**JACQUES CASTEL**  
**MICHEL LONSDALE**

*chers Zoiseaux*  
 de Jean Anouilh  
 Mise en scène de Jean ANOUILH et Roland PIÉTRI  
 Décors de Jean-Denis MAÏCLÉS  
 avec ODILE MALLET  
 Location: Théâtre, Agences et par téléphone 256 02 15  
**100<sup>e</sup>**

Théâtre des Champs-Élysées - Lundi 14 mars - 20 h 30

**ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE**  
 Dir. : Werner TORKANOVSKY

**ISAAC STERN**  
 MOZART - ROCHBERG

Places : 10 à 50 F. - Renseignements et location  
 Radio-France - 110, avenue du Président-Kennedy (324-15-16)  
 et Théâtre des Champs-Élysées (225-44-36)

**CONNAISSANCE DU MONDE**

PLEYEL - Dim. 13 mars (14 h 30) - Mardi 15 mars (18 h 30 et 21 h) - Nouvelles séances.  
 LA PASSIONNANTE HISTOIRE DES

**VOLCANS D'EUROPE**  
 récit de MAURICE et KATIA KRAFFT film couleurs de M. et E. Krafft, R. Haas  
 Eruption Islande 1973 - Massif Central - Larderello - Solfatara - Vésuve - Pompéi - Herculaneum - Lipari - Vulcano - Stromboli - Etna

PLEYEL - Dimanche 20 mars, 14 h 30 - Mardi 22 mars, 18 h 30 et 21 h.

**LA GRANDE ARABIE**  
 ARABIE SAOUDITE - OMAN - YEMEN - L'ARABIE DÉMYSTIFIÉE  
 Un grand reportage de Christian MONTY Un fabuleux périple, du récit, film couleurs de M. et E. Krafft, R. Haas  
 Un million de pèlerins : La Mecque, 5.000 princes, Cavaliers arabes, Nomades, Saana, la magnifique. Forteresse, palais d'argile. La drogue arabe et le qat.

## SPECTACLES

### théâtres

**Les salles subventionnées**  
 Opéra, 19 h 30 : En sol, le Péri, Adagio, Mahler's Song, le Sacre du printemps (ballet).  
 Centre Georges-Pompidou, 20 h 30 : Iphigénie Hotel.  
 Comédie-Française, 20 h 30 : le Cid. Chaillet, Gémier, 20 h 30 : Transit. Odéon, 20 h 30 : Océa Yaria. Petit Odéon, 18 h 30 : Guerre au troisième étage.  
 TNP, 20 h 30 : Clodion.  
 Petit TNP, 20 h 30 : Libre parcourez variétés.

**Les salles municipales**  
 Châtelet, 20 h 30 : Volga. Nouveau Carré, 21 h : la Dame de la mer. Salle Pleyel, 19 h 30 : Lettres à mon fils.  
 Théâtre de la Ville, 18 h 30 : Coléto. Magny, 20 h 30 : les Brigands.

**Les théâtres de Paris**  
 Air-Libre Montparnasse, 20 h 30 : La prochaine fois, je vous le chanterai. 22 h 30 : Violette d'amour.  
 Antoine, 20 h 30 : les Parents terribles.  
 Arles-Clichy, 20 h 45 : l'Ecole des cocottes.  
 Athénée, 20 h 30 : Equus.  
 Bastien-Théâtre de Bastien, 22 h : Yves Rioux et Eric Vion.  
 Bouffes du Nord, 21 h : la Jeune fille Violaine.  
 Bouffes-du-Nord, 20 h 30 : la Nuit de l'iguane.  
 Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium, 20 h 30 : La jeune lune vient à l'été. 21 h : une nuit dans des bras.  
 Comédie-Française, 20 h 30 : Parcourez variétés.  
 Centre culturel du Marais, 21 h : Ecoute le bruit de la mer.  
 Comédie des Champs-Élysées, 20 h 45 : Chère Colonne.  
 Conservatoire national d'art dramatique, 20 h 30 : Marie Tudor.  
 Edouard-Vaillant, 18 h 30 : Beethoven ou l'Amour de la Liberté. 21 h : Amphitryon 38.  
 Fontaine, 21 h : Grandeur et décadence de Marcel Marjane.  
 Gaîté-Montparnasse, 20 h 30 : les Frazzles muscades. 22 h 45 : Croquez le melon.  
 Gymnase-Marie-Bell, 21 h : Une chaîne pour des braves.  
 Hachette, 20 h 45 : la Cantatrice chauve. 21 h : Pour 100 briques, pas plus rien maintenant.  
 Michel, 20 h 45 : les Malins sales. Michel, 21 h : Au plaisir.  
 Molière, 20 h 45 : Acapulco, Madame.  
 Montparnasse, 20 h 30 : Même heure, même pocholine.  
 Mouffetard, 20 h 30 : Tumeur Cervicale.  
 Nashville, 20 h 30 : la Barre.  
 Olympe, 20 h 45 : le Scénario.  
 Palais, 19 h : Couilles cocktail. 21 h 30 : Gabriel ou le Néoclassicisme à la portée de tous.  
 Palais-Royal, 20 h 30 : la Cage aux folles.  
 La Pépiche, 20 h 30 : Jean-Paul Ferré chante.  
 Renaissance, 20 h 45 : la Reine de la nuit.  
 Porte-Saint-Martin, 20 h 30 : Loin d'Espagne.  
 Rivecourt, 20 h 30 : Histoires de l'oncle Jakob.  
 Studio des Champs-Élysées, 20 h 45 : les Dames du jeudi.  
 Studio-Théâtre 14, 21 h : Média.  
 Théâtre de la Cité internationale, la Galerie, 21 h : la Paix.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**  
 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

### Jeudi 10 mars

**La Ressera, 21 h : Séductions.**  
 Grand Théâtre, 21 h : Nanga amoureux.  
 Théâtre d'Edgar, 20 h 30 : Guy de Maupassant.  
 Théâtre Essalon, 20 h 30 : le Grand Pater. 22 h : Vers Bathory.  
 Théâtre du Marais, 20 h 15 : Louise Michel.  
 Théâtre du Marais, 20 h 45 : Electre.  
 Théâtre d'Orsay, 20 h 30 : la Paix.  
 Théâtre de la Ville, 20 h 30 : la Paix.  
 Théâtre Paris-Nord, 20 h 30 : Macbeth.  
 Théâtre de la Plaine, 20 h 45 : José.  
 Théâtre Présent, 20 h 30 : le Parc de l'Ourse.  
 Théâtre de la Rue-d'Ulm, 20 h 30 : le Parc de l'Ourse.  
 Théâtre des Quatre-Cent-Cent-Cent, 20 h 30 : l'Amour en viatique.  
 Troisième, 21 h : Guy de Maupassant.  
 Variétés, 20 h 30 : Pater de Broadway.  
 Théâtre 13, 20 h 45 : On ne badine pas avec l'amour.

**Le music-hall**  
 Bobino, 20 h 30 : G. Brasseur.  
 Déjazet-Théâtre, 20 h 30 : Coluche.  
 Olympia, 21 h : Claude Nougaro.  
 Palais des sports, 20 h 45 : Anne Sylvestre.  
 Palais des sports, 21 h : Holiday on Ice.  
 Le Palace, 20 h 30 : Des Croquantes.  
 Stadium, 21 h : Juliette Gréco.  
 Théâtre Montparnasse, 22 h : Daniel Farache et Philippe Guille.

**Les opérettes**  
 Voir salles municipales.  
 Bouffes-Parisiens, 20 h 45 : la Belle Héloïse.

**Les concerts**  
 Salle Gaveau, 20 h 30 : Amadeus Quartet (Beethoven).  
 Musée Grévin, 20 h 30 : H. Chausson (musique de l'Inde du Nord).  
 Salle Cortot, 20 h 30 : E. Novak, violon, et H. Camberg, piano (Brahms).  
 Faculté de droit, 20 h 45 : E. Blumenthal, piano (Bach, Chopin, Beethoven).  
 Eglise Saint-Germain-des-Près, 21 h : Ensemble polyphonique de France, dir. Ch. Boyer : A. Corelli, recitans (Gesualdo).  
 Stadium, 21 h : Cl. Kahn, piano (Chopin).  
 Versailles, Théâtre Montparnasse, 21 h : les Ballets Roland Petit.

**La danse**  
 Centre Mandapa, 21 h : Ensemble Ariette Bon.  
 Palais des congrès, 20 h 30 : le Lac des Cygnes.

**Les chansonniers**  
 Cerveau de la République, 21 h : R.P.R. ou le nouveau-né à une grande barbe.  
 Deux-Anes, 21 h : Marianne, ne vois-tu rien venir ?  
 Dix-Heures, 22 h : Monnaie de singe.

**THÉÂTRE NATIONAL POPULAIRE**

Théâtre National de Chailiot

**GILLES DE RAIS**  
 texte et mise en scène de Roger Planchon

**NASHVILLE**

6, rue Caumartin  
 M<sup>re</sup> Madeleine Opéra  
 OPE.83.17

A PARTIR DU 8 MARS  
 A 20H30

Mise en scène de GENEVIEVE HERVE  
 Mise en scène par MARCO  
 avec RAPHAËLE DEVINS, ORLA FRAL  
 et MARIE FRANCE

le printemps arrive  
**"les petites anglaises"**  
 reviennent!

**à nous les petites anglaises!**

UGC MARBEUF - UGC OPERA - LIBERTÉ - PARAMOUNT GALAXIE  
 CARREFOUR PASTIN - ARTEL CRÉDIT - ARGENTEUIL  
 CLUB Les Mureaux - ROYAL St Germain - BUXY Boussy St Antoine

هناك النحل












## ANNONCES CLASSES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,78
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU	9,00	10,29
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

L'IMMOBILIER	La Agence	La Agence T.I.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,88
"Placards encadrés"	38,00	43,47
	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDICTED

## offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi



Rechercha pour  
**CARACAS VENEZUELA**

**INGÉNIEUR EXÉCUTION**  
diplômé ou assistant

pour assurer la position de plusieurs chantiers et contrôler qualité technique des travaux.  
Le candidat devra avoir une expérience (4 ans) en fondations spéciales et parois montées, posséder notions langue espagnole.

Conditions: contrat 1 an renouvelable;  
— salaire intéressant, avantages sociaux;  
— logement assuré à Caracas;  
— voyage pour famille après période essai.

Envie avec curriculum vitae et présent à: **SIF-SACHY**,  
11, avenue du Colonel-Bonnet. — 75016 PARIS

**CISI** COMPAGNIE INTERNATIONALE  
DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche pour PARIS

**Ingénieur**  
**Technico-commercial**

de haut niveau, chargé du support technique  
des services qu'elle offre sur ordinateurs  
CONTROLE DATA (operating, systems,  
SCOPE et NOS) en Batch, remote-batch et  
time sharing.

Ce poste implique de nombreux contacts :  
• avec la clientèle et les unités de vente ;  
• avec les unités de production de la CISI.

Une bonne connaissance de l'architecture des  
ordinateurs CONTROLE DATA de haut de  
gamme est exigée.

Adresser C.V. et prétentions à **CISI**,  
35, bd Brune, 75680 PARIS - Cedex 14.

Emplois et Carrière


**emplois régionaux**

**Single Buoy  
Mooring INC  
Terminal  
Installations INC**

Une filiale du Groupe IHC HOLLAND, spécialisée dans les Terminaux Offshore et Systèmes de Stockage flottant pour l'Industrie du Pétrole, recherche :

**INGENIEUR  
EN CONSTRUCTIONS  
METALLIQUES (DEUX)**

- capable de concevoir et calculer de grandes structures et des assemblages complexes soumis à des efforts importants. Il effectuera ces calculs (contraintes et déformations) à la main ou par ordinateur.

**Qualifications et expériences**

- Diplôme d'ingénieur (I.N.S.A. - A.M. ou équiv.)
- Expérience minimum 3 ans.

**Lieu de travail : Monaco (Principauté)**

Toutes les candidatures seront traitées de façon confidentielle.

Adressez lettres manuscrites, C.V. détaillé, photo et références à M. le Chef du Personnel  
**SINGLE BUOY MOORINGS INC.**  
57, rue Grimaldi B.P. 157 - MC MONACO  
(Principauté)

**LA SOCIÉTÉ P. ROBERTET et Cie**  
A GRASSE, cherche  
pour sa division Ardèche

**JEUNE CHEF DE BUREAU**

capable de distribuer les tâches quotidiennes et de liquider les affaires courantes en provenance de la France et de nombreux pays étrangers.

- Le candidat devrait connaître et posséder la technique et parler la française, l'allemand, l'anglais, l'espéranto.
- Ambitions agréables dans une société en pleine expansion.
- Entrée immédiate.

Envoyer C.V., photo, mentions de salaire à ROBERTET et Cie, B.P. 100 - 06303 GRASSE.

**PROMOTEUR IMPORTANCE NATIONALE**  
recherches  
pr Implantation Agence dans la région Marseillaise

**UN CADRE COMMERCIAL**  
DE HAUT NIVEAU

justifiant d'expérience et de carte professionnelle  
— Spécialiste location saisonnière  
— Transactions immobilières

Revue avec curric. vitæ sur le n° T. 06970 &  
NOM-PRÉNOM, 63 bis, rue Beaumais, Paris (21).

**PARIS** **TRES IMPORTANT DISTRIBUTEUR**  
**PAPETERIE**  
**recherche**

**UN CHEF DE VENTE ADJOINT**

Rechercheur vendeur, experience encaissement représentants  
CLIENTELE : PAPETERIES SPECIALISEES, PAPETERIES-LIBRAIRIES, POUR-  
PRESSIERES DE JOURNAUX, MAISON DE PRESSE, TABACS, JOURNAUX...  
Zone d'action limitée : 15 départements. Je cherche aujourd'hui 15 hommes  
ambuleux ayant contact pendant au moins 1 ans une fonction d'INSPECTEUR  
Relevant Paris ou de la Région Nord. Je cherche surtout ceux rapidement.  
SALAIRE : 15 MOIS + PRIMA + INTERESSEMENT.

Adressez C.V. très détaillé, références et photo à  
M.G. FROMENT, ingénieur conseil marketing,  
R.P. 4 - 2000 WAGUENAIL  
qui s'occupera personnellement des candidatures.

**LEADER EUROPEEN.**  
**DANS LE DIAGNOSTIC AUTO**  
*recherche*  
**INGENIEUR**  
**Electronicien ou Electromecanicien**  
**POUR PRENDRE EN MAIN LE SERVICE**  
**APRES-VENTE**

- minimum 35 ans ;
- technique anglaise ;
- goût des contacts humains ;
- esprit de méthode.

Env. C.V., photo et prêt. A n° 1555, CONTEXTE  
 Publicité, 21, av. Opera, 75040 PARIS. CDBXK GL.

Nous avons créé la formule de retraite complémentaires qui manquait en France. Maintenant, nous allons la vendre. Je recherche :

**3 ADJOINTS DIRECTS**  
 Ils seront les cœurs d'un réseau des structures, chargé de cette diffusion. Si vous êtes un professionnel de l'assurance-vie, bûcher expérimenté, c'est une réelle opportunité de faire une belle carrière.

**Tel. : 293-44-39**

**NOTRE**  
**DEVELOPPEMENT**  
 nous impose de chercher  
 à renforcer nos structures  
**COMMERCIALES**

A partir d'un âge supérieur

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherches pour  
**RENFORCER SON ÉQUIPE COMMERCIALE :**  
**SPECIALISTES ESSAIS EN VOL**  
chargés de la vente de systèmes d'acquisition de  
mesures embarquées et sol.  
Anglais courant exigé. Allemand souhaité.  
Ecr. avec C.V. et prêt. A N° 2.457, CONTREBES  
Publicité, 20, av. Opéra, PARIS-9, qui transm.

Société spécialisée  
dans la métallurgie fine riche.

**1) CHIEF DE FABRICATION  
HAUT NIVEAU  
DE RESPONSABILITÉ**  
peut de gérer la fabrication  
des produits finis et de  
Contrôleurs généraux  
Connaissances mécaniques et  
électriques, acteurs et  
alliage spécial.  
Mécanique de précision.  
Anglais.  
Capacité de la gestion  
des unités complémentaires.

**CAISSE RETRAITE  
ET PREVOYANCE**  
en coopération recherche

**AGENT DE MAINTIEN**  
niveau études supérieures  
Connaissances techniques  
de retraites sociales, et  
de la législation sociale.  
Après formation  
à l'étranger, en cours  
vers une fonction de Chef  
Aventures sociales, ECR, avec  
une expérience de 10 ans.  
**AMF P.A.** 15 rue Gai-Fou  
75001 Paris 15  
Importeurs des 1725-1726-1727-1728

**Sol de peintures artistiques**  
à l'int. group international  
recherche Responsable  
Administration des Ventes  
à LA DEFENSE (92)

**IN JETTES D.O.U.T.**  
DE CELOS DU ÉQUIVAL  
Possibilité  
matériau, utilisables  
réalisés: EVREUX  
J. L. LAFITE  
A.J. CARNOUD, 154, avenue  
V. Hugo, 92000 ASSEUILVERIES

Importance Société de RELE-  
COMMUNICATIONS, PARIS 15  
recherche des Services  
Études

[illegible][illegible]

**ACHETEURS**  
**GÉNIE CIVIL**  
**MÉCANIQUE**  
**ELECTROCARNAQUE**

**CHIEFS DE SECTION**  
 Chef de section Ingénieur  
**CHIEFS DE GROUPE**  
 Chef de groupe  
 Technicien Supérieur  
**PRINCIPAUX**  
 Caristes, élév. Technicien.

L'Esprit résidentiel  
 pour nos nouveaux propriétaires  
 leurs années d'expérience.

1000 C.V. autre motorisation  
 et en présentions 5700 5567 s

J.-Jours, 72000 PUTEAUX

Edouard Maréchal

Adresse C.V. et Photo 3005  
 1<sup>er</sup> confédération  
 E.M.N. RECRUTEMENT  
 10, rue  
 Gabriel-Péri, 97120 Montrozier  
 et représentant  
 Réponses et réclamation assurées.



Les deux des notre groupe  
 reçu des COMMERCEAUX  
 Bâtiments

Après formation, les pourront  
 - Organiser leur travail.  
 - Préparer leurs plans.  
 - Préparer et une rémunération  
 pour les élève.  
 Ligne spéciale.

8 P. 301 PARIS 1197.

**represent.**  
**offre**

**RECHERCHE**  
**UN INSPECTEUR**  
**TECHNIQUE COMMERCIAL**  
 Secteur 17 - 18 - 19 - 20 - 21 - 22  
 Rémunération : 100 000 F/mois  
 Travail sans rotation  
 Vocation indispensable  
 Vocation sans grande

Adresse C.V. manuscrite détaillée  
 et Photo à

1000 C.V. autre motorisation  
 et en présentions 5700 5567 s

J.-Jours, 72000 PUTEAUX

Edouard Maréchal

[illegible]

**secrétaires**

*Secrétaires de direction*

---

**GROUPE DE PRESSE**  
Centre Paris  
recherche pour Direction Générale

**SECRÉTAIRE DE DIRECTION**  
ayant réels expériences professionnelles et très  
bonne formation générale. Excellente réputation  
irréprochable. Rémunération découlée en terminant à  
21 heures

**Secrétaires**

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS CHIMIQUES  
**PARIS (8<sup>e</sup>)**  
recherche pour DIRECTION du PERSONNEL

**SECRÉTAIRE-  
STÉNOGRAPHISTE**

DÉBUTANTE ou ayant 1 ou 2 ans d'EXPÉRIENCE  
sachant minimum. B.T.S. ou équivalent souhaité.

Horaires individualisés. — Restaurant entreprise.

Ecr. avec C.V. et photo en se m. 12.582 à CONTESSE  
Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmet.

recherche

**SECRÉTAIRES**

Prévoir 1 à 5 ans d'expérience  
Travail en anglais  
pour personnes multinationales

Très bonne dactylo.

Excellent travail en anglais  
(longue maitrise).

Cambridge Proficiency  
(ou équivalent).

Avantages sociaux

Candidature unique par le  
C.V. & GESMIL 34 & Chap  
12201 rue du Parc  
STE DE TOURISME REC  
**SECRÉTAIRE COMMERCIAL**  
Secrétariat, allemand et né  
multilingue, 30 ans, dipl  
et préentions & MAISON  
TOURISME, 176 av. CHAR  
de-Gaulle, 92220 Neuilly.

**DAMOY**  
recherche  
**SECRÉTAIRE**  
trilingue anglais, allemand  
bonne écriture indispensable

AN. Opéra, Paris-16, q. St.  
Tél. 25-39-25  
personnel : 639-29-25

**Sienodactylos**  
Sté immobilière Champs-Élysées  
rech. **Sienodactylos** expér. R  
Maurice Salmer fonction c  
Tél. 256-39-25.

**Dactylo**  
préférence  
seins  
Ecrits AL MARTIN 17, rue  
Godot-Mauroy, Paris-9.

**Dame américaine**  
**7 ANS UNIVERSITÉ**

ayant une :  
— longue expérience des affaires financières en tant que *récente* *financière* plus spécialisée dans l'informatique comme :  
**PROGRAMMEUR utilisant COBOL**  
cherche situation intéressante dans entreprise *financière* *informatique*

**Cadre Direct. Commercial 49 ans**  
Diplômé grande école, technique-commerciaux, très  
bien introduit milieu constructeurs automobiles  
et assemblés, expériences administrative (prix de  
revient, budgets), Compt. France et étranger.  
Recherche poste similaire.  
Déplacements acceptés.

Ecrire sous le numéro 6436, c/ le Monde + Publ.  
5, rue des Italiens - 75247 PARIS-9-

**CHEFS D'ENTREPRISE**

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

**INGENIEUR 32 ans - BCAM + DESB Econ. Industrielle - Anglais, Supplément 3 ans exp. ingénieur d'affaires.**

**RECHERCHEUR :** poste analyse technico-commerciale projets industriels, planification P. & F. documents Proforma. Stranger acceptés (sec. B).

**J. F. 25 ans - Et. Sup. de Commerce option strates Internationales - Anglais, Arabe, Espagnol - 2 documents Proforma. Stranger acceptés, commeur.**

**CHERCHE :** poste commerce international (sec. D).

**CADRE, EXPORT - 34 ans - Institut du Commerce international - bilingue Anglais,**

sans export, secteur biens d'équipement  
lourds, engineering - libre tous déplacements (acc. D).

**CADRE COMMERCIAL - 35 ans - grande**  
expérience commerciale dans les textiles,  
chauss et ventes.

**CHERCHER : poste à responsabilité (acc. D).**

**ANPE**

s'adresser à :

**AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET**  
**CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS**  
**CEDEX 09 tél. : 280.61.46, poste 71.**

**traductions**

**Offre**

Société traduct. offre traduct. techn. pr traduct. lang. matern. angl., spécialis. génie civil, construct., électric., mécanique, ingénieur, télécom. Ecrire à : n° 8349 - Le Monde - Publicité, 5, r. des Italiens 75427 Paris-9

**Demande**

**TRADUCTEUR TECHNIQUE**  
qual. franç., espagnol, portugais.  
Tél. (81) 26-57-01.

**Professeur université PEKIN**  
parlant français, donne cours  
**CHINOIS OU ANGLAIS**  
TOUTS NIVEAUX T. : 580-7974

**information  
emploi**

**POUR TROUVER  
UN EMPLOI**

Le CIDEAM (Centre d'information  
sans but lucratif) vous propose  
GUIDE COMPLET (22 pages).  
Extraits de sommaire  
● Les 3 types de C.V. : rédaction...

• 12 méthodes pour trouver  
 l'emploi désiré : avec plans  
 d'actions détaillées.  
 • Réussir entretien, interview.  
 • Les codes secrets aux entret.  
 • Emplois les plus demandés.  
 • Vae droita, lois et accords.  
 Pour informations, écr. CIOEM,  
 5, sq. Monsigny, 75-La Chapelle.

---

**COMPTABLES**  
**TROUVEZ**  
**UN BON EMPLOI**  
 grâce au Conseil E.P.A.

Quelques sujets traités :

- Les petites annonces ;
- Les insertions rentables ;
- Le C.V. efficace ;
- Le dossier convaincant ;
- La lettre individuelle ;
- L'entretien possible, etc.

Brochure envoyée gratis par  
**ECOLE PREPARATOIRE  
 D'ADMINISTRATION,**  
 Ecole privée fondée en 1872,  
 soumise au contrôle pédagogique  
 de l'Etat - 4, rue des Petits-  
 Champs, 75008 Paris Cedex 02.

**CADRE SUPÉRIEUR**  
**TECHNICO-COMMERCIAL**

cherche Direction  
Agence commerciale en Afrique.  
Étude toutes propositions.

Ecr. n° T 092.748 M. Régie-Pr.  
85 bis rue Rœnsumper, Paris (20)  
J.H. 27 a. lib. O.M. lic. droit  
privé + sty D.E.S. droit privé +  
D.E.S. Sc. Po. av. mention +  
anglais ch. situation dans cabi-  
net juridique au 2nd service.  
Ecr. n° T 98 063 M. Rég. - Dr. 1985

[illegible]

long séjour en Afrique  
diplômé E.S.C.  
Excellents contacts humains.  
Rachats, ventes, dynamite,  
Branches indifférentes.  
Ecrire HAVAS  
NIMES ne 598/994.

M. diétième sciences-Po II(EP),  
français 1942, 1943, 1944, en rap-  
port au 514 la Mordane - 2000 -  
des Haïtiens, 75427 Paris-9e

Fine DUT Documentation, 2e  
super formation, excellent ch.  
pl. stable, libre de suite.  
Tél. 78.72.73. P.

OMME 30 ans, 10 ans exp.  
en bâtiment cherche place COMMIS  
D'ORE, ou similaire,  
M. M. Hubert Jacky chez  
L. Lereque 61-63, 25, r. de  
Jussieu à Paris 5e. Tél. le mat.  
84-57-53.

**DIRECTEUR COMMERCIAL**  
ans expér. industrie de luxe

**occasions**











# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## EMPLOI

Deux enquêtes dans le Nord

### Les enfants ne sont pas la principale cause de l'absentéisme féminin

De notre correspondant

Lille. — L'idée que l'on se fait de l'absentéisme féminin dans les bureaux et dans les usines est sans doute peu conforme à la réalité. C'est ce que tend à démontrer une enquête réalisée dans le Nord à l'initiative de Mme Marie-Thérèse Rougerie, déléguée à la condition féminine.

Depuis janvier 1976, les mères d'enfants âgés de moins de douze ans qui sont employées dans l'administration ont la possibilité de s'absenter en percevant leur salaire, dans la limite de douze jours ouvrables par an, pour soigner leur enfant ou en assurer momentanément la garde.

Selon l'enquête menée dans les services administratifs, en une année, 2 671 autorisations ont été accordées pour un nombre total de 9 146 journées, ce qui donne une moyenne de 3,42 jours par femme ayant utilisé cette possibilité, et 2,21 jours par femme ayant droit. Les statistiques détaillées données par chaque service montrent que ce n'est pas par ignorance que les femmes n'ont pas bénéficié de cette mesure, puisque aucun service n'a donné de résultat nul. D'autre part, ces absences concernent surtout les maladies, et non les problèmes de garde (P.T.T., 6 gardes pour 1 000 malades ; télécommunications, 60 gardes pour 510 malades). On ne peut donc pas dire que les femmes ont utilisé abusivement les possibilités qui leur étaient offertes.

De son côté, la C.G.T. du Nord-Pas-de-Calais vient de publier un livre sur les Causes de l'absentéisme féminin (1), préfacé par M. Georges Ségué. Cet ouvrage est une accumulation de témoignages vécus, recueillis dans les entreprises textiles, confection, alimentation et vente par correspondance. Il veut répondre à un rapport du ministère du travail

qui, voici un peu plus d'un an, mettait en parallèle l'absentéisme féminin dans le Nord-Pas-de-Calais et le déficit de la Sécurité sociale, et aussi à une étude du patronat du textile de Roubaix-Tourcoing, qui soulignait que l'absentéisme féminin était de 10 %, contre 5,80 % pour les hommes.

#### Des répercussions graves

S'appuyant sur de nombreux faits, la C.G.T. dénonce comme facteurs entraînant l'absentéisme féminin : la pénibilité du travail, les rendements, les bas salaires. Ces éléments ont des répercussions graves sur l'équilibre nerveux des travailleuses et sur leur vie familiale. Ce qui explique, selon la C.G.T., que le Nord soit, après la Corse, le département dont le taux de mortalité infantile est le plus élevé : 24,3 pour mille, contre 20 pour mille, moyenne nationale.

M. Ségué écrit dans sa préface : « Nous avons proposé au ministère du travail et au secrétariat d'Etat à la condition féminine de prolonger l'enquête avec la C.G.T. et le corps médical directement dans les usines, parmi les travailleuses, afin de déterminer les causes de ce phénomène. Cette proposition pour- rait tout aussi bien être présentée au ministère chargé de la qualité de la vie et au secrétariat d'Etat chargé d'ordonner le travail manuel. Mais nous n'avons pas eu l'heur de plaire à nos ministres, nous avons mené l'enquête par nos propres moyens... »

GEORGES SÉGUÉ.

(1) Les Causes de l'absentéisme féminin, Editions sociales, 126 pages, 10 francs.

## MORALE ET ÉCONOMIE

(Suite de la première page.)

Le « péché » du sous-emploi a des caractéristiques bien différentes : c'est celui qui condamne le plus le système dans lequel nous vivons. En effet, si des efforts nationaux peuvent réduire à une dose tolérable le mal d'inflation, comme on le voit en Allemagne fédérale, en Suisse et même aux États-Unis, en revanche, le chômage régnant et s'accroît partout. Les causes sont multiples et ont été maintes fois répertoriées : inadéquation de l'offre et de la demande de travailleurs, expansion ralentie depuis la flambée des cours du pétrole, investissements faibles et tournés vers les gains de productivité, etc. A priori, la « morale économique » conduit tout naturellement à restituer les conditions d'un plein emploi, mais elle doit, pour s'imposer, inverser quelques chicanes. C'est que la « morale économique », libre, plus ou moins fort selon les circonstances, dans l'autre sens.

La main sur le cœur, MM. Raymond Barre, Helmut Schmidt, James Callaghan, repoussant avec horreur l'idée d'un « volen de chômeurs » indigne pour mieux maîtriser l'inflation. Hélas ! tout se passe comme si c'était bien cette politique qui était pratiquée. Même le plus évangélique des trois sur le chapitre de la hausse des prix, le chancelier allemand, tourne la tête à l'idée d'une relance, si bien que les syndicats d'outre-Rhin en sont à se demander s'il convient de coopérer encore avec un système qui sacrifie tant de chômeurs, sans espoir d'amélioration à l'horizon.

La « drolle au travail » fait partie des besbes mêmes de la vie en société, comme le devoir de travailler au reste. La notion de plein emploi après la seconde guerre mondiale est apparue comme une conquête impensable. Si cette nouvelle « morale » est en conflit avec celle qui conduit un gouvernement à lutter contre l'inflation, on ne peut se résigner à donner l'autorité à l'une, selon

les exécs du mal considéré ou les courants politiques du moment. Il faut creuser plus profond pour extraire le plus possible des racines de l'inflation, et d'un autre côté revoir la notion même de plein emploi, qui ne doit pas forcément avoir la même signification qu'au temps de la reconstruction de nos pays.

Mais plus on descend vers les profondeurs, plus on s'essie de débarrasser les maux de notre société, dont l'inflation et le chômage ne sont que les manifestations très voyantes, plus grandissent les ré- ques d'affrontement entre « morale » et « raison économique », entendues dans le sens traditionnel.

#### La « raison industrielle »

Ainsi est-il sûr qu'une réduction des inégalités permettrait en France de mieux lutter contre l'inflation. M. Barre en est persuadé comme les « térons » de l'opposition. Mais il semble ne pas trop savoir par quel bout prendre le sujet. Sans doute le relèvement du SMIC a plus forte cadence que la hausse des prix ou la réévaluation des pensions des personnes âgées ne déclenchent-ils guère de conflits, mais quand il s'agit de réduire les hauts revenus à la source, c'est une autre histoire. Le premier ministre ne cache pas qu'il est scandalisé par certaines rémunérations, estimant, avec raison qu'un service rendu à notre société ne justifie que l'on gagne, par exemple, plus de 50 000 F par mois. Mais il paraît difficile, dans un pays de vive compétition, de remédier à ces excès de la « loi du marché ». La aussi, morale et efficacité paraissent se contredire, le « mal anglais » conduisant à la « session des cerveaux » menaçant peut-être une politique qui lèvit trop peser le couvercle sur les rémunérations.

Mais c'est beaucoup plus encore à propos de la répartition des revenus qu'une morale « démocratique » heurte de front les prin-

cipes de la « raison industrielle ». On l'a bien vu quand on a parlé de réforme de l'entreprise en France, de cooptation en Allemagne, ou d'investissement en Grande-Bretagne, lorsque a été publié le fameux « rapport Bullock » (1) sur la « démocratie industrielle ». La levée des bouillottes patronales obéit à une « sorte de réflexe » plus de responsabilité données aux travailleurs (sauf dans les usines), c'est le pégalie.

Prendons l'« affaire Bullock », dernière en date et qui suscite tant de controverses outre-Manche. Rappelons que les syndicats britanniques, en échange de leur adhésion au « contrat social », souhaitent faire entendre leur voix, davantage dans les entreprises. Le rapport de l'histo- rien lord Bullock leur donne satisfaction, qui propose une représentation quasi paritaire des salariés aux conseils de direction des firmes, la nomination de ces représentants étant assurée par les syndicats.

Une recette pour la chose », lança M. Alex Jarrat, président de Reed International, alors que l'état-major de la Confédération patronale britannique se contenta de juger le texte « irréalisable » et « insensé ».

Au nom de l'efficacité, une fois de plus, un mouvement de « moralisation » des relations industrielles est condamné.

Cette dialectique « raison d'Etat » droite de l'homme, ou, au niveau économique, productivité « morale », n'est sans doute pas près de se diluer dans un syncrétisme idéal. En fait, tel comme ailleurs, ce sont seulement des changements de rapports de forces qui pourront faire vivre en meilleure intelligence justice et efficacité.

PIERRE DROUIN.

(1) Le Monde du 28 janvier et l'Inter-social du février 1977.

## TIERS-MONDE

### LA BANQUE MONDIALE ACCORDE DES PRÊTS IMPORTANTS À L'INDE ET AUX PHILIPPINES

La Banque mondiale vient d'annoncer l'accord de prêts totaux de 125 millions de dollars à l'Inde, aux Philippines et à l'Indonésie.

L'Inde reçoit un crédit de 100 millions de dollars de l'Association internationale pour le développement (A.I.D.) pour aider sa planification de la construction d'une centrale thermique dans l'Etat d'Uttar-Pradesh. Cette centrale aura initialement une puissance de 600 mégawatts, qui sera portée ensuite à 2 000 mégawatts. Le prêt de l'A.I.D. ne porte aucun intérêt.

Un prêt de 25 millions de dollars aux Philippines aidera ce pays à améliorer la formation de ses cadres agricoles et forestiers. Un prêt de 12 millions de dollars à l'Indonésie financera des programmes d'habilitation de l'alimentation dans les campagnes. Ces deux derniers prêts portent un intérêt de 8,5 %.

La Banque mondiale a, comme part, annoncé qu'elle étudie des demandes d'aide au Vietnam dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des chemins de fer. Dans un communiqué faisant le bilan de la mission qu'elle a envoyée dans ce pays en janvier et en février, la banque déclare que la coopération de l'Union soviétique et une assistance pour le développement de l'irrigation dans la Delta du Mékong et l'expansion de la production de charbon dans le nord du pays, principalement en vue d'accroître les exportations. Le Vietnam a également sollicité une aide pour l'accroissement de la production électrique dans le sud du pays et la construction d'une fabrique de wagons de chemin de fer — (A.P.).

## MATIÈRES PREMIÈRES

### POSITION COMMUNE DES NEUF SUR LE FONDS COMMUN DE STABILISATION

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont adopté, non sans mal, mardi 8 mars, une position commune pour la session de la CNUCED qui vient de s'ouvrir à Genève concernant la création d'un Fonds de régularisation des cours de matières premières. Contrairement à ce qui s'était passé l'an dernier à la session de la CNUCED de Nairobi, la Communauté exprime donc d'une seule voix l'écoute qu'elle aura à dire dans la première phase de la négociation n'a certes encore rien de très audacieux mais signifie néanmoins un pas en avant de la part de l'Occident. Le pays membre qui, jusqu'ici, avait dans cette affaire la position la plus restrictive, la Communauté indiquera qu'elle accepte avec un esprit ouvert une discussion sur la création d'un Fonds qui, selon elle, ne doit pas être conçu comme un dispositif trop ambitieux, sans exclure la possibilité de la mise de ressources propres. La position adoptée par les Neuf est une position de départ et pourra donc évoluer au cours de la conférence. A l'ouverture de cette dernière, un président a été choisi, en la personne de l'ambassadeur japonais à Genève, M. Harbert Walbert.

## CORRESPONDANCE

### Les contraintes des contrôleurs du fisc

Un de nos lecteurs, contrôleur du fisc, nous a écrit la lettre suivante, qu'il nous demande de ne pas signer de son nom, « à défaut de réserve oblige », précise-t-il :

Fandra-t-il un suicide dans nos rangs postaux, nous en avons entendus. Cela ne saurait tarder, malheureusement. Se voir comparé à la Gestapo ou à la milice à de quel culpabiliser plus d'un. Ne nous dit-on pas que nous sommes comme les SS non de simples exécutants, mais de vrais bourreaux ?

Qui sommes-nous et que, me semble-t-il, voulons-nous devenir ? Si l'on est Parisien et que l'on franchit la porte d'un hôtel des impôts, ou celle d'une poste, on rencontre des gens de même origine, gens du sud de la Loire ou des D.O.M., exiles des territoires d'outre-mer, ou encore par l'industrialisation. Peu d'entre eux sont là par vocation, la plupart par nécessité. A priori, donc, rien ne les prédispose à devenir des Saint-Just de la fiscalité. Seulement, il y a la formation ! Que ce soit à l'ENI (1) ou dans les bureaux,

tout un conditionnement inculque l'esprit maison. Entendre son vieux professeur parler de ses tableaux de chasse vous donne l'envie de faire vos preuves, ou, qui mieux est encore, d'accéder à un poste à la « D.G. » (2), comme on dit, d'où l'on pourra imposer (sans jeu de mots) être chasseur au deuxième ou au troisième degré, voilà le raffinement suprême ! Sache, hypocrite vérité, mon semblable, mon frère, que un échange inégal ou me troque ma dizaine ou ma quinzaine de fiches contre une misérable augmentation d'un quart de point de ma note de mérite. D'autres lront, après maints tours de piste les jeter aux plects du ministre vainqueur.

Qu'un tel système conduise à des injustices parmi les vérificateurs et les vérifiés, on n'en peut douter. Faut-il pour autant ne pas s'intéresser aux comptes bancaires, au train de vie et aux placements des gens ? Faut-il hurier à l'atteinte à la vie privée ?

(1) Ecole nationale des impôts.  
(2) Direction générale.

**J.-C. HARRARI  
L. JAWORSKI - C. GAUSSALI**  
**LE MANAGEMENT  
DANS L'ASSURANCE**  
principes et pratiques du MAR-  
KETING en état-major et sur le  
terrain.  
avec la contribution d'un col-  
lectif de personnalités de la  
profession.  
L'ARGUS, 2, r. de Châteaudun,  
Paris-9.

**vient  
de  
paraître**  
Dans la revue  
**EDUCATION PERMANENTE**  
**L'ANALYSE DES BESOINS  
EDUCATIFS :**  
I Recueillir les besoins ou con-  
struire une réponse éducative ?  
n° 34 ..... 15 F  
II Besoins de formation ou  
demande sociale globale ?  
n° 35 ..... 15 F  
La revue ..... 15 F  
Abonnement (5 n° par an) ..... 70 F  
maisons de presses, librairies et  
**LA DOCUMENTATION**  
**FRANÇOISE**  
31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

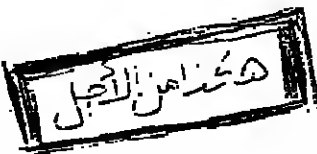
**RIDEAUX  
VOILAGES**  
**Marcel SELGER**  
Maître Artisan Tapissier.  
1, Impasse Druinot  
Paris 12 - 628.35.30

**Un film féministe  
qui parle  
aussi des hommes.**  
*Signé Agnès Varda.*  
**Cette semaine dans ELLE.**

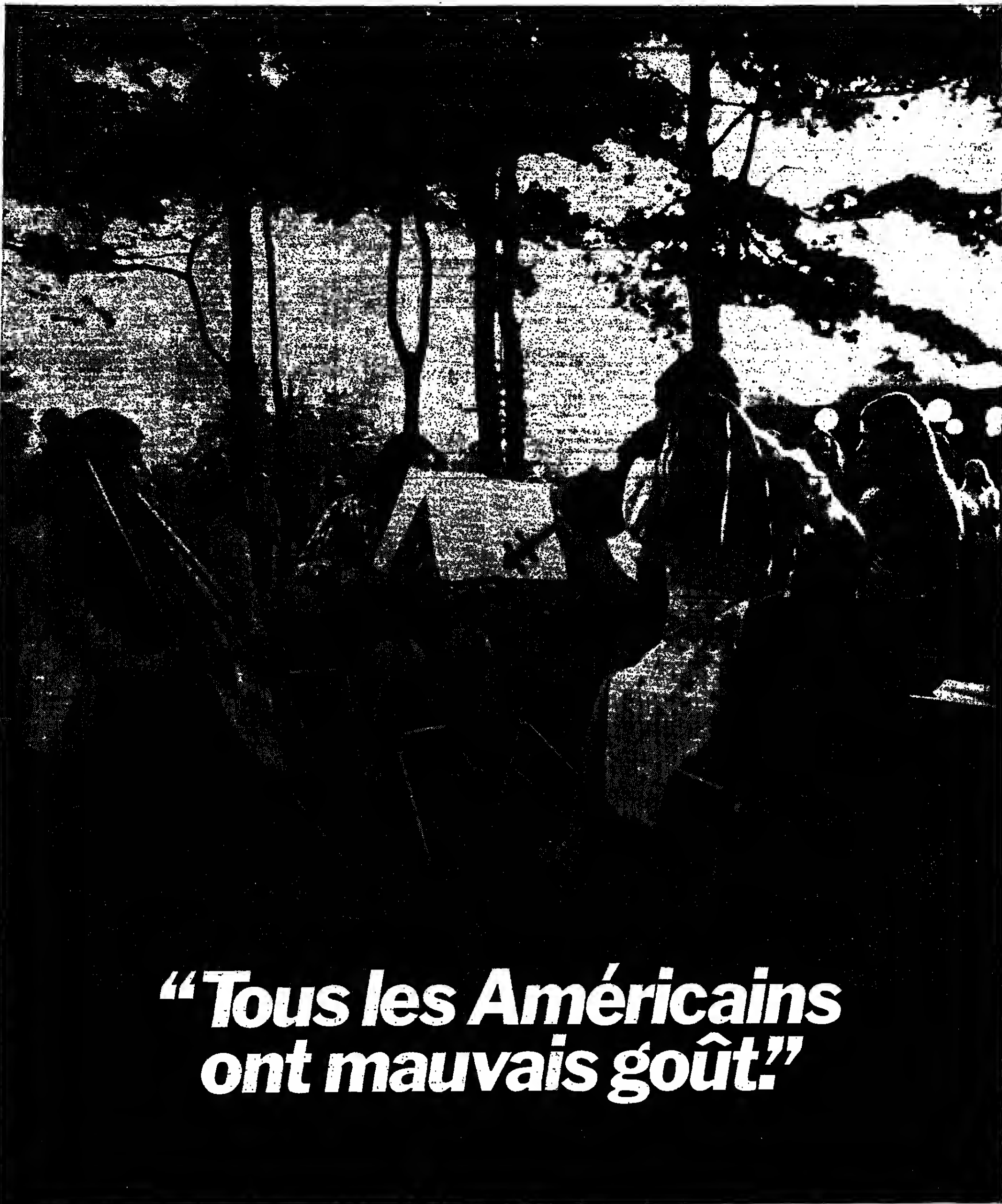
## Voici quelques stages auxquels la formation permanente donne droit à tout Français.

Langues.	Vidéo.	Lecture rapide.	Moniteur sportif (judo,	Fleuriste.	Musique.	Chimie.
Culture juridique,	Horticulture.	Bijouterie.	ski, voile, plongée,	Tapissier.	Marionnettes.	Danse.
fiscale, sociale	Artisanat (reliure,	Arts graphiques.	équitation, guide).	Expression orale.	Bandes dessinées.	Mime.
et économique.	tapisserie, poterie,	Décoration.	Animation	Bricolage.	Mathématiques.	Oenologie.
Photographie.	émaux...).	Couture.	socio-culturelle.	Théâtre.	Physique.	...etc.

**Cette semaine dans ELLE.**







## "Tous les Américains ont mauvais goût."

Les jeunes gens qui jouent en quatuor sont typiques des États-Unis en général et de l'Ouest en particulier. L'image de "mauvais goût" des Américains devrait en prendre un coup aux yeux des Français. En Californie, chaque campus, chaque site en bord de mer sous les séquoias valent le détour parce qu'ils ont été respectés par les Californiens. Tout vous rend optimiste, parce que vous découvrez ce que sera l'Europe bientôt, et le résultat est plutôt rassurant.

Si vous voulez vous laisser porter dans votre découverte, il existe de nombreux tours entièrement organisés.

Si vous êtes un individualiste indéfectible,

vous serez étonné que le prix d'un voyage VARA aller et retour Paris-New York-Paris ne coûte que 1.750 F et Paris-Los Angeles-Paris 2.900 F.

Les prix toujours payés de France et en francs, sont étonnants. Les hôtels ne coûtent que 160 F par jour pour un couple avec 2 enfants. Les repas autour de 25 F. La voiture louée 6 jours — kilométrage illimité — pour 590 F. Le forfait avion avec sept escales possibles : 1.770 F. Le forfait bus ou train 15 jours : 820 F.

Ce sont les prix que vous obtiendrez auprès de votre agence de voyages. Tous ces avantages ont aidé beaucoup de Français à juger sur place ce que l'Amérique a d'agréablement surprenant

pour vous. Interrogez-les : vous ne risquez pas grand-chose, sinon de très "grandes vacances". Un détail : les Américains pensent que tous les Français portent un béret et une baguette sous le bras.



Pour vous aider à préparer vos vacances, envoyez ce bon à Publ-Trans U.S.A., place Vigneaux-Loups, 91160 Longjumeau. Vous recevrez gratuitement la liste des Centres de Renseignements Touristiques et des brochures détaillées, dont : "Pour cette année, l'Amérique c'est une idée."

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_



OFFICE DU TOURISME DES ÉTATS-UNIS.

**Découvrez l'Amérique,  
elle n'est pas celle que vous croyez.**

In film féministe  
qui parle  
aussi des hommes

Cette semaine dans ELLE

le droit à tout France



## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONJONCTURE

## Deux « clignotants »

(Suite de la première page.)

La reprise ne se produirait qu'au second semestre. Dans ces conditions, les prévisions pour 1977 faites par le gouvernement en septembre 1976 semblent maintenant tout à fait dépassées, notamment celle d'une croissance de 4,8 % du produit intérieur brut. Quoique aucun compte n'ait été rendu officiellement, les experts gouvernementaux admettent que la croissance du produit intérieur brut devrait n'être que de 3 à 3,5 % en 1977.

Les investissements du secteur privé pourraient stagner en volume ce qui entraînerait une progression des dépenses d'équipement de 2,5 % pour l'ensemble des firmes. Les investissements du secteur public (le quart du total) devraient, eux, progresser de quelque 10 % cette année. Compte tenu de l'importance des programmes publics (E.D.F., P.T.T., etc.), il faudrait que les investissements du secteur privé baissent en volume de quelque 3 % pour que le poste « investissements » des comptes de la nation stagne complètement en 1977. En l'état actuel des prévisions, l'hypothèse la plus vraisemblable se situe entre 0 % et + 2,5 %.

Les chiffres publiés par l'O.C.D.E. il y a quelques jours (le Monde du 5 mars) reflètent assez bien les prévisions que font actuellement la plupart des experts.

Cette stagnation économique est propre à la France. Elle s'explique — négativement — par l'action de M. Barre qui refuse de relancer la croissance, en baissant le coût du crédit, par exemple, ou en augmentant les dépenses publiques. Elle s'explique aussi, semble-t-il, par le climat politique : division au sein de la majorité, pression de la gauche.

En revanche, aux États-Unis et en Allemagne, la reprise économique est forte, les projets d'investissements étant en nette augmentation.

C'est d'ailleurs ce climat expansionniste qui explique la remontée des cours de matières premières industrielles, dont les prix à l'importation ont en France augmenté de 34,2 % en un an (+ 3,3 % en janvier par rapport à janvier). Cette remontée des cours mondiaux est très aggravée par la flambée des prix des matières premières alimen-

taires (café, cacao, oléagineux) qui ont littéralement « explosé » : + 143,3 % en un an, + 18 % en janvier par rapport à janvier.

Cette hausse inquiétante des matières premières — près de 10 % en un mois, dans l'ensemble — va compliquer la tâche de M. Barre dans son plan de lutte contre l'inflation. Celui-ci devra vraisemblablement être durci au cours des prochains mois.

Psychologiquement, la réussite ou l'échec du plan Barre se joue en partie sur ces déclarations.

ALAIN VERNHOLES.

## DEUX PRÉVISIONS DIFFÉRENTES

	O.C.D.E. (prévisions février 1977)	FRANCE (prévisions de septembre 1976)
RESSOURCES DE LA NATION		
Produit intérieur brut	+ 3	+ 4,8
Importations	+ 8	+ 7,1
EMPLOI DE CES RESSOURCES		
Consommation des particuliers	+ 3	+ 4,1
Investissements	+ 1,5	+ 2,3
Exportations	+ 7,2	+ 9,3
HAUSSE DES PRIX		
En glissement (janv. à décembre)	8	6,5
En moyenne annuelle		
Haussse du taux de salaire brutaire (en moyenne annuelle)	8,7 12,5	8 10,3

L'enquête commandée par le gouvernement à l'INSEE  
a pour but de dissimuler l'ampleur du chômage  
affirment la C.F.D.T. et la C.G.T.

Les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. de l'INSEE dénoncent, dans un communiqué publié mardi 8 mars, l'orientation qui, selon eux, doit être donnée à une enquête sur l'emploi que le gouvernement a commandée à l'INSEE.

« Depuis plusieurs mois, rappellent la C.F.D.T. et la C.G.T., le patronat et le gouvernement ont engagé une grande campagne sur le thème de la « vérité sur l'emploi ». La méthode utilisée est toujours la même : partir du nombre d'inscrits en fin de mois à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), ou en retirer successivement différentes catégories de demandeurs d'emploi qui, pour le pouvoir, ne devraient pas être considérées comme de vrais chômeurs. (...) L'objectif est clair : il s'agit d'une part, de dissimuler l'ampleur du chômage, alors que plus d'un million de travailleurs sont sans emploi et que les licenciements se poursuivent à un rythme élevé, et, d'autre part, d'écarter l'idée que de nombreux travailleurs inscrits à l'ANPE seraient de « faux chômeurs ».

« Ce compte rendu particulier, affirme la C.F.D.T. et la C.G.T., ne donnera en aucun cas le nombre total de chômeurs. Une partie non négligeable d'entre eux, en effet, ne s'inscrivent pas à l'ANPE, en raison notamment de l'inefficacité d'une telle démarche. Il ne permettra pas non plus d'établir la connaissance de la situation des chômeurs : circonstances de la perte de l'emploi, type d'emploi recherché, difficultés rencontrées pour retrouver du travail ou pour assurer sa subsistance. Non, ce compte rendu ne permettra qu'une chose : mettre en évidence certaines catégories de chômeurs, inscrits à l'ANPE que le pouvoir considère comme des « faux chômeurs » (personnes momentanément indisponibles du fait de la maladie ou de stades de maternité ou autres raisons familiales). »

« Une fois de plus, concluent les deux syndicats, l'INSEE apporte sa caution à ce genre d'opération », alors que le projet d'enquête « n'a pas été soumis à l'examen du Conseil national de la statistique », comme il aurait dû normalement l'être.

## C.N.P.F. : la production industrielle va stagner, mais la confiance revient.

« Le rétablissement des grands équilibres économiques se poursuit dans la ligne des évolutions notées depuis le début de l'année : modération de la hausse des prix et des salaires, maintien du franc à sa parité avec les grandes monnaies, réduction du déficit commercial », écrit le Conseil national du patronat français dans sa dernière analyse de conjoncture.

« La période actuelle apparaît comme une phase d'assainissement, dont la contrepartie est un certain ralentissement de l'activité, moins ample et moins brutal que certains pouvaient le craindre », poursuit le C.N.P.F., qui ajoute : « Il semble qu'à court terme on puisse difficilement envisager une progression de la production industrielle. Certes, on observe une relative amélioration des carnets de commandes à l'exportation dans certains secteurs. Mais la ponction modérée des stocks qui est observée depuis le début de l'année et le tassement probable de certains achats d'équipement des entreprises risquent de peser sur la demande. Néanmoins, le climat des affaires, meilleur qu'à la fin de 1976, témoigne d'une plus grande confiance des agents économiques dans le succès du plan gouvernemental et dans l'avenir de notre économie. »

## AGRICULTURE

## Les prix européens

## LE MODEF VA MANIFESTER A BRUXELLES

Une délégation du Mouvement de défense des exploitants familiaux (MODEF) se rendra mardi 15 mars à Bruxelles pour protester, lors du conseil des ministres de l'agriculture des Neuf, contre l'insuffisance des propositions de hausse des prix du collège européen. Le MODEF réclame une hausse de 20 % pour la France, soit trois fois plus que la proposition de la Commission (6,1 %). Les consommateurs n'en subiraient pas les conséquences si le gouvernement supprimait la T.V.A. sur les produits alimentaires, estime le MODEF.

Enfin, le Mouvement, proche du parti communiste, organisera le 17 avril prochain, à L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), une assemblée nationale des producteurs de fruits et légumes et de vins, pour marquer son inquiétude devant l'élargissement du Marché commun aux pays méditerranéens.

« M. Jacques Deguignes, cinquante-neuf ans, président de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, vient de décevoir brutalement probablement des suites d'une maladie à virus contractée lors d'un récent séjour à l'étranger.

(Né à Grasse le 23 avril 1918, M. Deguignes avait été élu à la chambre de commerce et d'industrie de Marseille en 1964. Il était devenu vice-président en 1967 et avait présidé en 1974. Il venait de se voir renouveler son mandat à l'issue des récentes élections consulaires de 1976. Industriel à Aubagne, il était, en outre, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie.)

## Distinguer les bons des méchants.

Le claron trichodes epiarius (famille des claridés) coléoptère non nuisible d'Europe Centrale - Photo B. Heydemann



Il reste à l'homme pour se nourrir, ce que les insectes lui laissent : environ deux tiers des récoltes. Aujourd'hui c'est déjà peu. De plus en plus, ce sera insuffisant. D'où la nécessité absolue de détruire les insectes nuisibles sans pour autant attaquer la faune utile à un bon équilibre écologique.

Hoechst a mis au point des produits spécialement conçus pour la composition d'insecticides hautement sélectifs. Des produits qui permettent de protéger les plantes et les récoltes sans nuire à l'harmonie de la nature.

C'est ainsi qu'avec ce type d'insecticides que l'on pourra augmenter sensiblement les rendements agricoles dans les années à venir, seul espoir d'assurer en l'an 2000 la subsistance de 6 milliards d'hommes, tout en respectant leur fragile environnement.

Dans le domaine de la protection des cultures, comme dans bien d'autres, les 14.000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

**L'avenir,  
c'est passionnant.**

Hoechst - Tour Roussel/Nobel 92030 Paris-La Defense

**Hoechst**

هشمان الجان



هكسان الكحل

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### LES LICENCIEMENTS DE RIVE-DE-GIER

#### M. Antoine Riboud participe à la réunion de conciliation

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Le conflit opposant le personnel de l'usine B.S.N.-Cervantes-Danone de Rive-de-Gier (Loire) à la direction de cette entreprise multinationale va-t-il se dénouer ? La personnalité du négociateur désigné le 7 mars par le tribunal des référés de Saint-Etienne — M. Antoine Riboud, ancien président du conseil — et le fait que le P.-D.G. de B.S.N., M. Antoine Riboud, se soit rendu en personne à la conciliation, soulignent l'importance de la discussion en cours (le Monde du 3 mars et du 26 février).

Il est vrai que le climat était de plus en plus tendu à Rive-de-Gier, où des commerçants, balaisant leurs rideaux de fer, étaient associés, le mardi 8 mars, à la manifestation silencieuse des syndicats, des partis de gauche et de diverses organisations locales, telles que la J.O.C., la Fédération Corne des parents d'élèves, les associations populaires familiales, pour protester contre le projet de fermeture de l'usine de la manufacture de la conciliation, qui entraîne la suppression de trois cent cinquante emplois dans la localité.

#### Durcissement dans l'usine occupée

Dans l'usine même, occupée depuis le 21 février, on notait un durcissement : la C.G.T. refusait la solution proposée par M. Riboud : le reclassement du personnel — mais avec des salaires inférieurs de 10 % à 15 % — dans trois entreprises situées dans un rayon de 10 kilomètres, et dans lesquelles M. Riboud avait unilatéralement décidé d'investir 24 millions de francs.

Le problème des salaires est resté au centre de la conciliation qui vient d'avoir lieu. M. Riboud a appelé que l'écart salarial serait compensé, pendant une durée moyenne de deux ans, par des indemnités de licenciement, il propose qu'une demande d'allocations temporaires et dégressives, pour les salariés licenciés et toutes dans d'autres entreprises, soit déposée auprès de la direction départementale de la main-d'œuvre. Le personnel du four 3, qui doit être arrêté définitivement, serait affecté aux deux autres fours. L'activité de l'atelier de décoration, employant une soixantaine de salariés, serait prolongée jusqu'aux congés an-

nuels. Une priorité de réembauchage à l'usine de Rive-de-Gier serait garantie pendant trois ans, en cas de reprise économique. Les délégués syndicaux doivent rencontrer à nouveau la direction vendredi 11 mars pour une deuxième négociation, qui pourrait être suivie d'une assemblée du personnel, appelé à se prononcer.

## Blocage des prix et blocage des salaires

En invitant le patronat, par l'intermédiaire du 23 décembre dernier, à bloquer les prix ou à « modérer » leur hausse, M. Raymond Barre a-t-il voulu par là même provoquer un blocage des salaires ? Les syndicats assurent que rien de tel n'est mentionné dans cet arrêté. Or, certains patrons sont d'un avis opposé. D'où le caractère de test que revêt le procès du 9 mars à la première chambre civile du tribunal de Paris, prési-

sidé par Mme Simone Rozès. En l'espèce, il s'agit d'un supplément de 1 % sur les salaires, décidé pour le mois de janvier de chaque année entre les dirigeants et le personnel d'Ugine-Kuhlmann par une convention d'entreprise du 3 octobre 1972. Cette convention a été respectée jusqu'à l'année dernière, mais, en 1977, la direction a refusé de conclure les aléas du capitalisme, le cas de force majeure résultant à son avis, de l'engagement de « modération » signé le 30 décembre dernier pour toute la profession par l'Union des industries chimiques et prévoyant la limitation des salaires à l'évolution de l'indice des 296 postes de l'INSEE.

### A L'ÉTRANGER

#### En Suède

#### Les syndicats rompent les négociations sur le renouvellement des conventions collectives

De notre correspondant

Stockholm. — La confédération générale du travail L.O., et le conseil des employés du secteur privé P.T.K., qui représentent ensemble un million trois cent mille salariés suédois, ont rompu, mercredi 9 mars, les négociations sur le renouvellement des conventions collectives, engagées en octobre dernier avec le patronat.

Selon les syndicats, les employeurs veulent faire des discussions salariales proprement dites une question secondaire et « font consciemment trahir les négociations en longueur pour obtenir un accord contractuel de deux ou trois ans ». Ce à quoi L.O. et P.T.K. se sont toujours opposés en raison de l'insécurité de la conjoncture économique.

Les syndicats refusent aussi la prolongation des conventions en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre, comme le patronat vient de le proposer. Ce dernier veut bien consentir de légères majorations de rémunération, mais y met deux conditions destinées à améliorer la productivité : la possibilité, pour les entreprises, de modifier la durée hebdomadaire du travail entre trente-six et quarante heures et, pour lutter contre l'absentéisme, la révision du système du congé de maladie qui permet à un salarié de s'absenter pendant cinq jours sans envoyer de certificats médicaux. Les syndicats refusent catégoriquement de discuter le dernier point. « Il n'est pas question, disent-ils, de revenir sur les avantages acquis. » Le ministre du

travail, M. Ahlmark, a reçu, mercredi soir, les partenaires sociaux. Une commission de médiation sera désignée prochainement, mais L.O. et P.T.K. insistent pour que sa mission porte exclusivement sur les questions de salaires. — A. D.

#### En Grande-Bretagne

#### LES SYNDICATS « RECOMMANDENT »

#### UNE REPRISE DU TRAVAIL A BRITISH LEYLAND

La direction du syndicat des métaux (A.U.E.W.) et une délégation comprenant plusieurs représentants des trois mille ouvriers de British Leyland, en grève depuis le 17 février, sont tombés d'accord mercredi 9 mars à Londres pour « recommander » un retour rapide au travail aux grévistes.

La « recommandation » de retour au travail aux grévistes, de Birmingham, la grève qui dure maintenant depuis trois semaines a paralysé quatorze des dix-huit chaînes de production de la firme britannique et provoque la mise en chômage technique de près de trente-trois mille ouvriers. — (A.F.P.)

### IMMIGRÉS

APRÈS L'EXPULSION DE M. RAMMOOLAM, porte-parole du Mouvement des travailleurs mauriciens (le Monde du 10 mars), le P.S. proteste contre cette « action intolérable », ajoutant : « Alors qu'aujourd'hui les candidats du gouvernement aux municipales s'efforcent de montrer le visage du libéralisme et de la tolérance, cette affaire vient à temps pour rappeler que la droite reste la droite. »

## OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES

### PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Evry, rue des Montiers, le mardi 22 mars 1977, à 14 heures  
Diverses parcelles de TERRAIN  
sises à  
**ONCY-SUR-ECOLE (91)**  
MISES A PRIX : 1<sup>re</sup> lot, 12.000 F ; 2<sup>e</sup> lot, 22.000 F ; 3<sup>e</sup> lot, 15.000 F ; 4<sup>e</sup> lot, 31.000 F  
Consignation préalable indispensable pour enchérir. Renseignements au Greffe du Tribunal de Grande Instance d'Evry, ou écrire à M<sup>re</sup> A.-P. HABER, 11, rue des Enlaidiers à Evry, ou à M<sup>re</sup> DAMOISEAU, avocats associés à CORREIL-BOSSONNET, 20, rue du Général-Leclerc, et sur place pour voir. M<sup>re</sup> Paré, synd., 100, r. Guineampois.

ADJUDICATION en l'Étude de M<sup>re</sup> FAY, notaire à Paris, 11, rue Saint-Pierre, Paris (19), le mercredi 30 mars 1977, à 15 h.  
125 PARCS de la Société Civile Particulière « ÉTOILES-ACACIAS », donnant vue sur la jouissance et à attribution d'un  
**APPARTEMENT 4-5 PIÈCES - LIBRE**  
8-10, rue des ACACIAS - PARIS (17<sup>e</sup>)  
3<sup>e</sup> étage - 100 m<sup>2</sup> environ - Double living - 3 chambres - S. de bains - cuisine, W.-C., débarras, chambre service, 2 entrées - Ascenseur privé  
**MISE A PRIX : 160.000 F**  
Consignation pour enchérir 40.000 F par chèque certifié.  
RÉFÉRENCES : S'adresser au Notaire, tél. 289-36-19 et 80-14-12  
VISITES : Sur place tous les jours, de 10 heures à 18 heures.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Evry (Seine-et-Marne), le mardi 22 mars 1977, à 14 heures  
**UNE PROPRIÉTÉ sise à CHENNEVIERES-SUR-MARNE**  
(Val-de-Marne)  
29, rue de la République  
**MISE A PRIX : 100.000 F**  
Consignation préalable indispensable pour enchérir. Renseignements au Greffe du Tribunal de Grande Instance d'Evry ou écrire à M<sup>re</sup> A.-P. HABER, 11, rue des Enlaidiers à Evry, ou à M<sup>re</sup> DAMOISEAU, avocats associés à CORREIL-BOSSONNET, 20, rue du Général-Leclerc, et sur les lieux pour visiter.

VENTE APRES LIQUIDATION DE BIENS au Palais de Justice à Paris, le jeudi 31 mars 1977, à 14 heures  
**UN IMMEUBLE INDUSTRIEL A FONTENAY-LE-PESSNEL**  
(Calvados) - Biens immobiliers et fonds de commerce  
UNE PROPRIÉTÉ, bureaux, atelier de tôlerie, de serrurerie, de menuiserie, magasin d'accessoires, entrepôt, local à usage peinture, réfectoire, etc.  
Contenance : 530 ares 96 centiares  
**MISE A PRIX : 500.000 FRANCS**  
S'adresser à M<sup>re</sup> MACARET, avocat, 33, rue de Rivoli à Paris (1<sup>re</sup>) ; M<sup>re</sup> MARTIN, syndic, 10, rue de Valenciennes à Paris (1<sup>re</sup>) ; et à tous avocats près les Tribunaux de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE en suite de conversion et sur surenchère du 1/10 au Palais de Justice à Paris, le mercredi 22 mars 1977, à 14 heures. EN 10 LOTS  
1) BOUTIQUE et LOCAL (Lots 1 et 27) MISE A PRIX : 55.000 F  
2) LOGEMENT (Lot 4) MISE A PRIX : 36.311 F  
3) COMBLES (Lots 15 et 16) MISE A PRIX : 95.711 F  
**24, RUE DE L'ARBALETE - PARIS (5<sup>e</sup>)**  
S'adresser à M<sup>re</sup> René MARIN, avocat, 14, rue Portalis, Paris (8<sup>e</sup>) ; M<sup>re</sup> J. EXTREMANT, avocat, 11 bis, rue Portalis, Paris (8<sup>e</sup>) ; M<sup>re</sup> BRICOUT, avocat, 14, rue d'Anjou, Paris (8<sup>e</sup>) ; M<sup>re</sup> DESPRES-LEFÈVRE et M<sup>re</sup> CHILMAN, avocats à Paris ; tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil ; et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à NANTERRE (92), le mercredi 22 mars 1977, à 14 heures  
**UNE PROPRIÉTÉ à ISSY-LES-MOULINEAUX**  
(Hauts-de-Seine)  
50, rue Raboulet (construction en voie d'achèvement)  
**MISE A PRIX : 250.000 FRANCS**  
S'adresser à M<sup>re</sup> Pierre COURTAIGNE, avocat à Versailles, 32, avenue de Saint-Cloud ; S.C.P. Roger et Xavier SALON, société d'avocats à Versailles, et à tous avocats postulant près Trib. Or. Inst. de Nanterre.

(Publicité)

### RÉPUBLIQUE DU MALAWI

Service des Eaux de Blantyre

Avis d'Appel d'Offres - Extensions (Phase IV)

Appel d'offres pour des travaux de Génie Civil et de Construction de Bâtiments

Il est fait appel à des offres pour la construction d'extensions et de bâtiments d'installations actuelles du Service.  
En ce qui concerne les grands travaux, le projet a été divisé en cinq contrats distincts.  
Contrat n° 1 A - Installations de Traitement de Walker's Ferry consistant en la modification de la tour de prise des eaux brutes, un nouveau pont d'accès vers cette tour de prise, une nouvelle canalisation principale d'eau brute de 24 pouces (60,96 cm) de diamètre et des extensions de l'usine de traitement des eaux.  
Contrat n° 1 B - Stations de Pompage principales consistant en deux stations édifiées sur un plan similaire, construites sur des fondations de béton armé, avec des cadres portiques en béton armé et un remplissage de parois de briques.  
Contrat n° 1 C - Réservoir de Lanza Sud avec une structure en béton armé d'une capacité de 0,5 million de gallons (2,271.000 litres) avec les canalisations correspondantes.  
Contrat n° 1 D - Installations de Mudi consistant en des modifications de la tour de prise d'eau actuelle, une nouvelle station de pompage des eaux brutes, une nouvelle canalisation principale de pompage de 24 pouces (60,96 cm) de diamètre, modifications et extensions de l'usine de traitement des eaux, un nouveau réservoir en béton armé d'une capacité de 0,5 million de gallons (2,271.000 litres) et une nouvelle station de pompage d'eau pure.  
Contrat n° 1 E - Canalisations consistant en des modifications de la canalisation de Walker's Ferry, existante, une nouvelle canalisation de distribution dans les diamètres de 10 pouces (25,4 cm), 12 pouces (30,48 cm) et 14 pouces (35,56 cm) et une nouvelle canalisation principale de 24 pouces (60,96 cm) de diamètre, ainsi que les chambres, têtes de pousse, etc. correspondantes.  
Les entrepreneurs intéressés doivent soumettre des offres pour l'un quelconque ou toute combinaison de ces contrats.  
Les documents d'adjudication pourront être obtenus auprès des ingénieurs conseils du Service contre paiement de cinquante kwachas du Malawi (ou l'équivalent en devises étrangères) pour chacun des contrats pour lequel seront demandés les documents d'adjudication. Les firmes intéressées à soumissionner pour ces contrats doivent s'adresser immédiatement aux ingénieurs conseils pour obtenir les documents d'adjudication, en adressant simultanément la somme visée ci-dessus et en transmettant des détails sur l'expérience et la valeur des travaux d'une nature comparable qu'elles ont déjà exécutés. Seules seront considérées les soumissions émanant des firmes possédant déjà une expérience de ce type de travaux.  
Le paiement visé ci-dessus ne sera retourné que sur réception d'une offre authentique avant la date limite ou sur retour de tous les documents d'adjudication avant la date de l'adjudication.  
La date limite pour la soumission des offres est le jeudi 2 juin 1977.  
L'adresse des ingénieurs conseils est la suivante :  
Sir Alexander Gibb & Partners (Africa), Delamere House, Victoria Avenue, P.O. Box 118, BLANTYRE, Malawi.  
et  
Sir Alexander Gibb & Partners (Africa), Shell House, Harare, Avenue, P.O. Box 2000, HARARE, Kenya.

De nouveaux vols vers des pays neufs.

# Manaus: un raccourci pour Lima.

A partir du 1<sup>er</sup> avril 1977, Air France gagne Manaus, le cœur de l'Amazonie.

En exclusivité au départ de Paris, chaque vendredi à 14 h. Arrivée à Manaus à 20 h 45. Vols en Boeing 747.

Désormais, la nouvelle ligne Paris-Cayenne-Manaus devient le chemin le plus court pour Lima : 3 h 50 de gagnées.

Manaus est la 3<sup>e</sup> escale d'Air France au Brésil après Rio et São Paulo.

**AIR FRANCE**  
Le monde plus proche.



# LA VIE SOCIALE

## PRESTATIONS

### Toujours la famille

(Suite de la première page.)  
Le nombre moyen d'enfants par couple a tendance à diminuer : en 1964, plus d'un enfant sur cinq vivait dans une famille de six enfants, en 1972 ce n'était déjà plus le cas que d'un enfant sur dix. Mais les couples sans enfants se raréfient : moins de 10 % aujourd'hui, contre 20 % il y a quelques années.

#### Deux égale deux

Permanence du mariage et maîtrise de la fécondité aidant, la famille française moyenne tend à devenir un quatuor : le père, la mère et deux enfants (18 % des familles en 1957, 38 % en 1973). Le modèle de comportement que les démographes déduisent des statistiques tend à se resserrer autour du chiffre 2, qui est également celui qu'indiquent les enquêtes d'opinion. Les aspirations et les comportements, pour une fois, coïncident. Si le mariage de la famille n'est pas pour demain, sa réalité se modifie : elle change de taille, mais aussi de fonction. La famille rurale de nos aïeux était une unité de production et de consommation. Aujourd'hui, les membres de la famille ne produisent plus qu'à l'extérieur de la cellule. Ils abandonnent le foyer pour travailler et se retrouvent le soir ou pendant les week-ends pour consommer des biens matériels, des loisirs et recharger les batteries d'une affectivité que sapent le manque du travail et les transports. Plus que jadis, la famille mérite d'être appelée foyer — le lieu où l'on se réchauffe — mais ce n'est plus un feu continu qu'on y trouve.

La famille a délégué à la collectivité — faute de temps et de moyens — le soin d'éduquer les enfants et de la protéger contre les aléas sanitaires et sociaux. Elle a ainsi abandonné des fonctions essentielles. On peut craindre qu'une institution fondée sur la relation — entre les membres du couple, entre enfants et parents — ne finisse par devenir fragile. Au-delà des explications matérialistes de la baisse de la fécondité, ce sont peut-être des ressorts psychologiques qui expliquent le refus du troisième enfant. Le chômage ou sa menace, les conditions de vie, le travail de la femme, dit-on parfois, n'incitent pas les couples à avoir des enfants. C'est oublier, comme nous l'expliquait M. Louis Roussel, de l'Institut national d'études démographiques, que « la fécondité a été la plus forte en France en 1950, à une époque où les conditions de vie n'étaient pas bonnes », et que la baisse de la fécondité a commencé nettement avant la montée du chômage. Bien plus : depuis 1974, on n'a pas enregistré de changement notable dans la fécondité, bien que la situation économique de la France soit, depuis cette année-là, devenue plus incertaine.

#### Que peut l'État ?

Les conditions de vie, de logement et de travail ne sont évidemment pas indifférentes. Elles ne sont pas essentielles : ce ne sont pas les plus fortunées qui ont le plus d'enfants. On peut se demander si les Français ne redoutent pas, surtout, de mal occuper le temps de leurs enfants. La vulgarisation de la psychologie moderne a donné à chacun le sentiment dilué que la qualité vaut mieux que la quantité et qu'il est préférable de concentrer ses efforts éducatifs et affectifs. Deux enfants, certes, c'est peu, mais nous aurons d'autant plus de

temps à leur consacrer pour les « armer » dans la vie et la relation du couple sera moins menacée que dans une famille plus nombreuse : on maintient mieux un quatuor qu'un sextuor. La peur des parents face au troisième enfant est aussi une peur de dissolution du couple. Le « souci » est supportable tant qu'il épargne le bien-être psychologique et matériel des couples.

Face à cette évolution, que peut l'État ? Aider les familles en diluant plus d'argent ? Inciter les mères à assurer la permanence de l'institution ? L'aide maternelle directe — l'histoire l'a montré — est insuffisante pour une politique démographique. L'imagination, à cet égard, ne devrait-elle pas s'exercer dans le domaine de l'aide indirecte ? La politique du logement, des transports, des crèches ou de la garde des enfants a évidemment plus d'importance pour les familles que les allocations familiales : faut-il augmenter la quantité d'argent redistribué ou la qualité de la vie des parents et de leurs enfants ?

L'institution du droit au congé sans solde de deux ans, pour permettre d'élever un jeune enfant, a-t-elle été audacieuse : lorsqu'elle était secrétaire d'État à la condition féminine, Mme Françoise Giroud avait proposé de l'instituer aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Au conseil des ministres en avril déjà débattu, en 1975, ce fut un tollé : « C'est une menace pour la civilisation ! », s'écria un

ministre centriste. Pourtant, cette mesure est appliquée depuis plusieurs années en Suède, et près de 8 % des pères de jeunes enfants ont dans ce pays, partagé avec leur épouse le congé parental.

Mme Simone Veil n'a pas voulu réviser cette idée. Car, expliquait-elle récemment aux femmes giscardiennes réunies à Paris, « cela ne correspond pas à l'évolution des mentalités chez nous ». Outre que cela permet de l'effort, il est dommage qu'on donne l'impression — en limitant ce droit aux femmes — qu'elles seules peuvent s'occuper utilement des enfants et qu'elles seules doivent sacrifier momentanément leur carrière. Cette restriction traduit un manque d'ouverture qui jure avec les beaux discours de l'Année de la femme.

La famille, est-ce l'affaire des femmes ? Si l'on admet qu'il faut conforter la situation des familles, assistées par le seul biais de l'aide financière directe et du maintien des femmes à la maison qu'on peut obtenir ? Les hommes, une fois de plus, tirent leur épingle du jeu. Le rôle de l'État pourrait être aussi de les inciter à considérer que leurs enfants comptent autant que leur travail et qu'ils peuvent — sans en avoir honte — demander des boniferaux de travail, des conditions de transports et de loisirs qui leur permettraient de s'y consacrer un tant petit peu plus. On en est loin.

BRUNO FRAPPAT.

### M. Giscard d'Estaing : nous nous efforçons d'avancer vers un statut social de la mère de famille

Au terme du conseil des ministres, mercredi 9 mars, M. Valéry Giscard d'Estaing a commenté les deux projets adoptés par le gouvernement. Le chef de l'État a notamment déclaré : « Pourquoi l'État doit-il s'occuper de la famille ? La famille, c'est pour nous la forme du bonheur. Elle est la base de la vie sociale. D'ailleurs, quand il s'agit de la faire, en général, il échoue. Mais il peut supprimer un certain nombre de charges qui empêchent véritablement cet épanouissement du bonheur de la famille. »

« Quand on parle de la politique familiale, très souvent on ne pense qu'à la protection des femmes. C'est un sujet très important. Il faut savoir qu'à l'heure actuelle les transferts de toute nature qui sont faits en France en direction des familles, soit sous forme de prestations, d'allocations, ou sous la forme du quotient familial, représentent au total 70 milliards de francs et il faut savoir aussi que la France est le pays qui consacre la proportion la plus élevée de ses ressources à cette redistribution en direction des familles. Par exemple, on nous compare souvent à l'Allemagne fédérale où l'État consacre 12 % de son produit national à ses familles ; la France en consacre 4,2 %.

Il y a donc la politique des prestations, mais elle doit être

complétée par ce que j'appelle une politique globale de la famille. » M. Giscard d'Estaing a cité les mesures prises par le gouvernement dans les domaines de l'éducation, du logement et de la santé. « La deuxième direction, a-t-il poursuivi, c'est que nous nous efforçons d'avancer vers ce que j'appellerai un statut social de la mère de famille (...). Que veut dire ce statut social ? Cela veut dire que la mère de famille en tant que telle, du simple fait qu'elle élève ses enfants, bénéficie d'un certain nombre de protections ou de droits. »

#### « 10 % du montant actuel des allocations familiales »

Après avoir donné pour exemples la protection des femmes enceintes, les ressources des femmes isolées et les droits sociaux des mères de famille, le président de la République a dit : « On rencontre là un grand débat. C'est un débat qui a été assez vif, il y a deux ans, et qu'il faut faire en sorte que ce débat puisse s'exprimer aussi librement que possible (...). Les deux mesures essentielles qui ont été adoptées concernant cette liberté des femmes, des mères de famille, de combiner comme elles l'entendent l'éducation de leurs enfants, l'exercice d'une activité professionnelle.

(...) Vous dire que ces mesures sont dans le sens de cet accords-

sement de liberté de choix des mères de famille, je l'illustrerai par le fait que l'une d'entre elles figure dans les deux mesures qui avaient été présentées par le secrétaire d'État à la condition féminine, Mme Françoise Giroud, quand elle a établi son programme de promotion féminine. C'est la mesure qui porte, je crois, le numéro 52. »

Le chef de l'État a indiqué ensuite que, sur la proposition du premier ministre, alors que dans la généralité des cas la politique est le maintien du pouvoir d'achat pour les familles, le gouvernement a décidé de consacrer une progression de pouvoir d'achat des allocations familiales en 1977.

Il a conclu : « Les mesures qui sont annoncées représentent des dépenses importantes, même si, naturellement, et je le comprends bien, certains en jugent le montant insuffisant. Elles représentent 2 milliards et demi de francs, soit l'équivalent de 10 % du montant actuel des allocations familiales. Mais le gouvernement veut que sa politique sociale soit soignée, c'est-à-dire qu'il puisse effectivement honorer les engagements qu'il a pris au moment où il a pris ces mesures. Ces mesures constituent une étape. Nous souhaitons que la France, qui est déjà la plus soucieuse, le monde, complète son dispositif d'aide à la famille et de reconnaissance du statut social de la mère de famille. »

## LES RÉACTIONS

### Dans les milieux politiques...

#### M. GAU (P.S.) : la magie du verbe ne suffit plus.

« On nous promet depuis 1975 une politique globale de soutien des familles. Mais la magie du verbe ne suffit plus à masquer la réalité reculée par les familles », a déclaré M. Jacques-Antoine Gau, député socialiste et délégué national du P.S. à la Sécurité sociale. « Aujourd'hui, le pouvoir propose, certes, deux améliorations mais elles sont partielles et demeurent sans rapport avec l'ampleur des problèmes à résoudre. » Le congé post-natal, qui permet à la femme de cesser son activité professionnelle pendant deux ans, intervient au moment où se crée un chômage considérable qu'il contribuera à masquer. Cette disposition que les socialistes ont proposée en juillet 1976 doit, pour être valable, être accompagnée d'une part, de la mise en service de crèches — ce qui n'est pas fait — et, d'autre part, de mesures qui éviteront qu'une disposition protectrice du droit des femmes ne se retourne contre elles. (...) M. Gau note ensuite que « le niveau auquel se situera le quotient familial en 1978 ne sera pas différent de celui qu'avait atteint au 1<sup>er</sup> janvier 1976 l'allocation de salaire unique avec sa majoration. »

#### M. DOMINATI : ne pas dissuader les employeurs d'engager des jeunes femmes.

M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, et Mme Monique Pelletier, membre du conseil national, ont publié mercredi une déclaration dans laquelle ils expriment « une grande satisfaction de la politique d'orientation du gouvernement d'amélioration

des conditions de vie des familles ». Selon eux, « le complément familial proposé présente le double avantage de simplifier le système des allocations et de ne plus opposer les mères qui travaillent à l'extérieur à celles qui restent au foyer, puisque ce complément sera versé à toutes les mères exerçant les conditions d'attribution, indépendamment de leur activité. » M. Dominati et Mme Pelletier ajoutent : « Le montant de complément sera sans doute

#### ... et dans les organisations

##### ● UNAF : une mesure « ni suffisante ni dissuasive ».

L'Union nationale des associations familiales (UNAF) a reconnu les aspects positifs des mesures en faveur de certaines familles — notamment la simplification des allocations, — estime que la « somme totale des allocations prévues pour le complément familial n'est ni suffisante ni dissuasive » et qu'elle n'offre « pas de libre choix pour la mère qui, entre autre, ne pourra pas, sans en faire, jouer du droit au congé sans solde. »

L'UNAF regrette aussi que le gouvernement n'ait pas engagé une réforme globale portant à la fois sur les prestations, la fiscalité et les équipements. « Nous sommes prêts à discuter d'une réforme globale portant sur l'ensemble de la politique de compensation des charges familiales », a déclaré le président de l'UNAF, M. Buzuel. « Nous acceptons de réexaminer les problèmes de quotient familial mais il faudra ouvrir aussi le courage d'étudier les questions de la progressivité de l'impôt direct et du poids de l'impôt indirect sur les familles. »

##### ● C.S.C.V. (ex-C.N.A.P.F.) : non au nouveau prospectus électoral.

« Les mesures arrêtées par le conseil des ministres en matière de politique familiale sont un acte de bravoure » qui n'a même pas le mérite de leur donner une importance pratique évidente, au sens où, une fois de plus, « on a fait du neuf avec du vieux (...). Non au nouveau prospectus électoral ou prospectus intitulé « la famille », déclare la Confédération syndicale du cadre de vie, ex-Confédération nationale des associations populaires familiales. « La politique familiale nous a été promise par le président de la République depuis juillet 1975 et jusqu'à présent par des mesures limitées qui n'ont qu'un intérêt technique, qui n'atteignent pas davantage de bénéficiaires qu'elles ne changent rien à la nature des prestations actuelles du sens où elles sont autant de formes d'assistance simplifiées et qui — au lieu d'être — contiennent le moins cher possible. »

##### ● C.G.T. : une vocation électoraliste incontestable.

La C.G.T. estime que les « orientations » présentées mercredi « ont une vocation électoraliste incontestable » et que, « si elles tiennent compte d'un certain nombre de suggestions faites par la C.G.T., elles les déforment (...) en réintroduisant la notion de plafond de ressources dans les conditions d'attribution de la

estime insuffisante ; il reste que, dans la conjoncture actuelle, cet effort est considérable et prouve la priorité reconnue au soutien des familles. Le congé sans solde des mères, prévu dans le cadre d'une matérialité portée pour l'enfant et l'équilibre de la famille d'immenses avantages. Il faut néanmoins souligner que des situations soient trouvées dans les milieux concernés pour éviter qu'une telle mesure ne dissuade les employeurs d'engager de jeunes femmes ou ne pèse trop lourdement sur la vie des petites entreprises. »

##### ● F.O. : une politique d'aggravation du chômage.

F.O. considère que l'ouverture du droit au congé sans solde perd en grande partie de son intérêt « dans la mesure où, selon toute vraisemblance, elle amènera le patronat à mettre un frein sérieux à l'embauche de nouvelles femmes et, par conséquent, aggravera le chômage déjà catastrophique pour les femmes. »

##### ● F.O. : un risque d'aggravation du chômage.

F.O. considère que l'ouverture du droit au congé sans solde perd en grande partie de son intérêt « dans la mesure où, selon toute vraisemblance, elle amènera le patronat à mettre un frein sérieux à l'embauche de nouvelles femmes et, par conséquent, aggravera le chômage déjà catastrophique pour les femmes. »

##### ● C.F.T.C. : la dégradation des allocations demeure.

La C.F.T.C. constate que « la dégradation des allocations familiales par rapport aux salaires reste intégrale et posée. »

##### ● C.G.C. : une politique injuste et aberrante.

« La C.G.C. est scandalisée que l'attribution du « complément familial » soit soumise à un critère de ressources qui conduira à exclure l'ensemble du personnel d'encadrement du bénéfice de cette prestation. Une telle mesure, qui tend à encourager les naissances en fonction des catégories sociales, est proprement inadmissible. Cette politique discriminatoire et contraire à l'esprit qui a présidé la création des allocations familiales est injuste et aberrante », affirme un communiqué de la Confédération générale des cadres, qui annonce que celle-ci « s'opposera au vote de ce projet de loi. »

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### ELF-AQUITAINE

Le conseil d'administration de la S.N.E.A., qui s'est réuni le 9 mars 1977, a arrêté les comptes de la société à fin 1976, année au cours de laquelle ont été réalisés les travaux de la raffinerie de Laqueuille. Les résultats de l'exercice 1976 sont les suivants : chiffre d'affaires consolidé de 8 022 millions de francs, en augmentation de 1,5 % par rapport à 1975 (7 897 millions de francs). La composition du chiffre d'affaires consolidé en 1976 diffère peu de celle de 1975. Le chiffre d'affaires consolidé se décompose de la façon suivante, en millions de francs :

#### CREUSOT-LOIRE

Le groupe Creusot-Loire a réalisé en 1976 un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 8 097 millions de francs, en augmentation de 1,5 % par rapport à 1975 (7 972 millions de francs). La composition du chiffre d'affaires consolidé en 1976 diffère peu de celle de 1975. Le chiffre d'affaires consolidé se décompose de la façon suivante, en millions de francs :

#### ELF-AQUITAINE

Le conseil d'administration de la S.N.E.A., qui s'est réuni le 9 mars 1977, a arrêté les comptes de la société à fin 1976, année au cours de laquelle ont été réalisés les travaux de la raffinerie de Laqueuille. Les résultats de l'exercice 1976 sont les suivants : chiffre d'affaires consolidé de 8 022 millions de francs, en augmentation de 1,5 % par rapport à 1975 (7 897 millions de francs). La composition du chiffre d'affaires consolidé en 1976 diffère peu de celle de 1975. Le chiffre d'affaires consolidé se décompose de la façon suivante, en millions de francs :

Branches (Métallurgie, pétrole, chimie, etc.) : 4 330 484 + 8 %  
Total : 8 022 897 + 1,5 %

La part des ventes à l'exportation, directes et indirectes, est supérieure à 37 % du chiffre d'affaires consolidé hors taxes. Elle était de 36 % en 1975. On rappelle que, pour la société Creusot-Loire, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 1976 est de 8 097 millions de francs, en augmentation de 1,5 % par rapport à 1975 (7 972 millions de francs), et que les exportations ont progressé de 20 % (1 631 millions de francs) en 1976 contre 2 331 millions en 1975.

#### MARTELL

Le volume des expéditions de cognac pour le semestre 1976-1977 (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1976) est en progression de 2,3 % par rapport au semestre correspondant de 1975. Le chiffre d'affaires, pour cette période, est de 211 800 000 F contre 185 500 000 F au 31 décembre 1975, soit une hausse de 14,2 %.

#### LE GROSSEAU

Les résultats du GROUPE MARTELL DE COGNAC, porteurs d'un excellent bilan financier, ont été présentés par les six premiers mois de l'exercice, d'octobre à mai 1976, pour un chiffre d'affaires consolidé de 31 868 000 francs en 1976 et malgré la perte de change due à la dévaluation du peso, nettement absorbée dans ce semestre. Par ailleurs, l'administration des finances vient de donner son accord sur la transaction avec la société Martell concernant les établissements Nolly Prax, l'exercice 1976-1977 enregistrera, comme prévu, une importante plus-value à long terme, et la trésorerie de Martell s'en trouvera largement confortée.

**D'ORLY SUD  
LE "HOMA" RELIE  
PARIS AU CAIRE  
LUNDI ET VENDREDI.**

Décollage : 11 H. Arrivée : 16 H.  
Pour plus de détails, prenez contact avec votre agent de voyages ou : Iran Air, 63, Champs-Élysées. Tél. : 225.99.06+

**IRAN AIR**  
NOUS GRANDISSONS PLUS VITE QUE LES AUTRES.

مخبر الكمال







